

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

De l'Administration et de la Liquidation
DES
SUCCESSIONS BÉNÉFICIAIRES
EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu
le mardi 16 avril 1907, à 2 heures 1/2.*

PAR

Henri CHAIGNOT

Président : M. AMBROISE COLIN.

*Suffragants : { MM. PIEDELIEVRE, professeur.
 TISSIER, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De l'Administration et de la Liquidation
DES
SUCCESSIONS BÉNÉFICIAIRES
EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu
le mardi 16 avril 1907, à 2 heures 1/2.*

PAR

Henri CHAIGNOT

Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants : { MM. PIEDELIÈVRE, *professeur.*
 TISSIER, *agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14. RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Pour arriver à la liquidation définitive d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, l'héritier a le choix entre deux partis, abandonner tous les biens de cette succession aux créanciers et légataires, et par là se décharger du paiement des dettes (art. 802, 1^o C. civ.) ou bien en conserver l'administration et procéder lui-même à la liquidation (art. 803, C. civ.).

Le premier de ces deux partis libère l'héritier de tous les embarras que pourrait lui causer l'administration d'un patrimoine obéré. L'abandon, une fois réalisé, il n'aura plus à rentrer en scène que pour toucher le reliquat, hypothèse du reste fort peu probable, ce parti n'étant guère suivi que lorsque la succession est notoirement insolvable ou quand les efforts de l'héritier n'ont abouti qu'à le convaincre de leur inutilité.

Le rôle de l'héritier est donc ici à peu près nul ; nous laisserons-nous de côté cette première hypothèse pour nous occuper exclusivement de la seconde, la plus importante de beaucoup à notre point de vue.

S'il opte pour le second parti, l'héritier devient, en effet, le personnage principal à qui s'impose une lourde tâche. L'administration et la liquidation d'une succession bénéficiaire entraîne l'accomplissement d'actes de toute nature, gestion des immeubles héréditaires, recouvrement des créances, vente des biens, emploi des capitaux, paiement des créanciers, etc., qui non seulement nécessitent chez l'héritier une compétence spéciale et sont souvent pour lui la source de graves ennuis mais de plus le soumettent à une responsabilité qui parfois peut devenir écrasante, le paiement des dettes *ultra vires*.

Loin d'organiser et de réglementer d'une façon précise et minutieuse cette matière, pourtant très importante, notre législateur l'a presque passée sous silence. A peine quelques articles contenus à la fois dans le code civil et le code de procédure civile viennent-ils donner une solution sur des questions isolées. C'était laisser place à bien des conjectures et par suite à des obscurités.

Avec l'aide d'auteurs autorisés, nous allons nous efforcer de jeter quelque peu de lumière sur cette difficile matière. Notre but serait de déterminer le rôle exact de l'héritier administrateur et liquidateur, de rechercher parmi les différents actes qu'il peut être tenté d'accomplir ceux qui lui sont permis ou défendus, de voir les formes qui lui sont imposées tant pour la vente des biens que pour le paiement des dettes et enfin de fixer

la sanction attachée aux infractions à la loi et les garanties accordées aux créanciers et légataires. Dans un dernier chapitre, nous ferons la critique du système qui se dégage de l'étude approfondie de notre code et nous nous efforcerons de démontrer qu'une double réforme s'impose au point de vue de la législation et au point de vue des principes.

Au point de vue de la législation, nous constaterons qu'il serait nécessaire d'établir une procédure collective de liquidation des successions bénéficiaires. Du reste, d'une façon plus générale, le besoin d'une procédure de ce genre se fait vivement sentir toutes les fois où il est nécessaire de liquider un patrimoine où le passif est supérieur à l'actif et que l'on se trouve en dehors du droit commercial.

Au point de vue des principes, on sait que la succession, bénéficiaire ou non, est basée actuellement sur l'idée de représentation du défunt par l'héritier. Or, cette représentation n'est-elle pas incompatible avec la séparation des patrimoines opérée par le bénéfice d'inventaire ? Nous le croyons et de ce fait nous estimons que deux principes contradictoires trouvent leur application dans notre matière. De là, de nombreuses et sérieuses difficultés qu'on ne saurait mieux résoudre à notre avis qu'en proclamant le principe de succession aux biens, non pas seulement pour les successions bénéficiaires, mais bien pour le régime entier des successions.

Nous verrons, en effet, qu'il est impossible dans l'état actuel de notre droit de donner une solution qui soit à l'abri de toute critique lorsqu'on se trouve dans le champ d'application de ces deux principes.

CHAPITRE PREMIER

DE L'ADMINISTRATION

§ I. — De l'Administration en général.

Le droit d'administrer la succession bénéficiaire est conféré à l'héritier par l'article 803, alinéa 1, du Code Civil, aux termes duquel : « *L'héritier est chargé d'administrer les biens de la succession ; il doit rendre compte de son administration aux créanciers et légataires.* » Cette charge lui incombe naturellement, nul autre ne semble mieux désigné que lui pour la remplir. Son titre même d'héritier le rend propriétaire. Il ne voit restreindre ses droits sur le patrimoine qui lui échoit que par l'effet tout spécial de l'application des règles du bénéfice d'inventaire. Notre loi admettant en principe la théorie romaine de la continuation de la personne du défunt par l'héritier, a dû y apporter immédiatement un tempérament qu'elle a trouvé dans l'institution du bénéfice d'inventaire.

De ce fait, deux intérêts différents entraînent en conflit, celui de l'héritier d'une part, d'autre part celui

des créanciers et des légataires. Lequel des deux devait-il l'emporter? L'hésitation n'était pas permise, le droit de propriété est le plus sacré de tous. C'est donc à l'héritier que l'on a confié l'administration de la succession, tout en sauvegardant l'intérêt des créanciers et des légataires par d'importantes garanties, qui sont autant de limites apportées au pouvoir de l'héritier.

Il faut aller plus loin, ce n'est pas seulement le droit, mais le devoir d'administrer qui est conféré à l'héritier par l'article 803. Ses termes sont en effet impératifs et on ne voit qu'un moyen pour l'héritier d'échapper à cette obligation qui peut devenir une charge fort lourde, c'est d'abandonner les biens de la succession, comme il y est autorisé par l'article 802 du Code civil.

Que du reste l'héritier ne se plaigne pas. Son intérêt est évident. Mieux il administrera, plus il aura de chance de conserver quelque chose, la liquidation terminée. S'il se désintéresse complètement du résultat, il n'avait qu'à renoncer purement et simplement, ce qui l'aurait rendu étranger à la succession et l'aurait, une fois pour toutes, débarrassé de tout souci.

On ne peut donc contester à l'héritier bénéficiaire le droit d'administrer la succession. Mais ce droit est-il exclusif, peut-on le lui enlever? Une logique rigoureuse nous conduit à refuser ce droit à tout autre qu'à l'héritier. Sa qualité de propriétaire suffit à le garantir en principe contre tout empiètement. Seul un texte de loi pourrait autoriser qu'un autre que l'héritier puisse pren-

dre en nom l'administration. En l'absence de texte exprès, il paraît impossible de justifier même un simple retrait d'administration. Nous verrons toutefois que la jurisprudence poussée par des circonstances de fait a apporté des exceptions à ce principe et admet, au contraire, comme règle, que toutes les fois où, par sa négligence ou ses fautes graves, l'héritier compromettra l'administration dont il est chargé, il pourra en être dépossédé par la nomination d'un administrateur judiciaire (1).

Il faut se garder néanmoins de faire une confusion. Si le droit de faire retirer l'administration doit être indiscutablement refusé aux créanciers et légataires du *de cujus*, il n'en est pas de même des créanciers de l'héritier. Ceux-ci ont en effet pour gage le patrimoine entier de leur débiteur, par conséquent même le reliquat à advenir de la succession bénéficiaire. Ils ont donc un intérêt évident à ce que cette dernière soit bien administrée. De plus, comme ils sont les ayants-cause de l'héritier, ils puisent dans l'article 1166, code civil, un droit de contrôle sur la plupart de ses actes. Par suite, si par négligence ou indifférence l'héritier laisse compromettre ou périlcliter ses droits, ses créanciers, en vertu de l'article 1166, code civil, pourront exercer

(1) Grenoble, 7 juin 1899, *Rev. Not.*, 1901. 23. Trib. civ. Seine, 22 avril 1899 ; *Le Droit*, 22 nov. 1899. Cass. req., 21 fév. 1901 ; D. 1906. 1. 333. Paris, 22 mai 1903, *Gaz. Pal.*, 1903. 1. 711.

en leur nom personnel l'administration de l'article 803, code civil.

Cette opinion n'est pas admise par tout le monde. On trouve dans un arrêt (1) cette idée que si l'article 1166 est bien applicable en notre matière, c'est seulement sa partie finale relative aux droits attachés exclusivement à la personne du débiteur :

« Attendu qu'il est de principe que le créancier ne peut exercer les droits ni les actions exclusivement personnels à son débiteur. — Qu'il ne peut davantage exercer les droits et actions attachés à une qualité toute personnelle au débiteur, telle que la qualité de gérant, de syndic ou d'administrateur, parce que ces droits et actions naissent d'un mandat, mandat que le mandataire a seul caractère et capacité pour faire valoir dans la mesure de ses pouvoirs... »

Il est facile de réfuter victorieusement cette argumentation (2). Les droits exclusivement attachés à la personne dont parle l'article 1166 sont des droits ayant un caractère moral ; d'autre part, en admettant que ce soit un mandataire, ce qui, nous le verrons, n'est pas exact, l'héritier est aussi propriétaire et de ce chef on retombe sous l'article 1166, première partie.

Un auteur s'appuie sur une autre idée pour refuser tout droit d'intervention aux créanciers de l'héritier (3).

(1) Paris, 19 mars 1850 ; D. 1851. 2. 226.

(2) LAURENT, t. X, n° 117.

(3) *Ibid.*

L'acceptation bénéficiaire opérant séparation des patrimoines jusqu'au complet désintéressement des créanciers et légataires du *de cuius*, les créanciers personnels de l'héritier n'ont aucun droit sur le patrimoine du *de cuius* jusqu'à ce moment. Par conséquent, ils ne peuvent revendiquer le droit de s'immiscer dans l'administration d'un patrimoine auquel ils sont complètement étrangers. Ce refus d'action a pour base la même raison qui fait refuser aux créanciers du défunt tout droit de contrôle sur la gestion du patrimoine personnel de l'héritier.

Ce second argument ne réussit pas à ébranler notre conviction. La séparation des patrimoines opérée par le bénéfice d'inventaire ne peut avoir pour effet d'entraîner l'exclusion des créanciers de l'héritier. Leur titre d'ayant-cause de ce dernier, propriétaire de la succession, est suffisant pour justifier de leur part un droit de contrôle et d'intervention dans l'administration (1). La comparaison que l'on fait en ce qui concerne le refus d'action entre les créanciers du défunt et ceux de l'héritier n'est nullement probante. Le bénéfice d'inventaire empêche bien les premiers de devenir créanciers personnels de l'héritier, mais il ne peut avoir pour ré-

(1) Il faut décider dans cette opinion que les créanciers de l'héritier peuvent attaquer notamment par la voie de l'appel un jugement rendu contre l'héritier bénéficiaire en cette qualité. (*Pand. Fr.*, au mot succession, n° 3708. Cass., 11 thermidor an XII, *P. chr.* ; DA. 12. 388. En sens contraire. Paris, 19 mars 1850 précité.)

sultat d'enlever aux seconds ce même titre de créanciers personnels et leur droit de gage sur le reliquat.

Cette différence de traitement entre les deux catégories de créanciers, si juridique soit-elle, n'en est pas moins choquante. Tout en étant la propriété de l'héritier, les biens de la succession forment le gage spécial des créanciers et légataires. Ils ont donc un intérêt égal, sinon supérieur à celui des créanciers personnels à ce que l'administration soit bien conduite, et malgré les nombreuses garanties dont ils sont entourés, nous croyons qu'il serait équitable de leur donner *légalement* la possibilité d'intervenir dans cette administration. Cela irait de soi, croyons-nous, dans un système où serait posé le principe de succession aux biens, où le patrimoine du défunt serait considéré indépendamment de la personne de l'héritier comme une entité juridique, une masse distincte et autonome réservée aux seuls créanciers du défunt tant qu'ils ne seraient pas complètement désintéressés. En sorte que la qualité d'ayant-cause de l'héritier ne leur serait pas nécessaire pour justifier leur ingérence dans l'administration.

Si l'administration de la succession est une charge absolument personnelle pour l'héritier, il n'en est pas de même de la liquidation, c'est-à-dire de la transformation en argent des biens de la succession. L'article 803 du Code civil ne parle que de l'administration. L'héritier peut donc s'en tenir à une administration

pure et simple et laisser l'initiative des poursuites aux créanciers (1). Bien plus, alors même que l'héritier prend en main la liquidation, les créanciers ne sont pas par là même évincés. A la différence de ce qui se passe en cas de faillite, ils conservent leurs droits de poursuite individuelle pour le cas où l'héritier n'agirait pas à leur guise (2). Cette survivance des droits de poursuite individuelle constitue l'un des plus graves défauts de notre institution, qui de ce fait est livrée à l'anarchie. En fait l'héritier restera presque toujours le maître unique de la liquidation, à moins que la nomination d'un administrateur judiciaire, conformément à la jurisprudence que nous avons critiquée, ne vienne lui enlever tous ses droits, tant à l'administration qu'à la liquidation.

Jusqu'à présent nous avons supposé qu'il n'y avait qu'un seul héritier bénéficiaire. Pas de difficulté, au point de vue théorique, s'il y en avait plusieurs. Tant que le partage n'est pas intervenu, l'administration incombe communément et indivisément à tous les héritiers. La jurisprudence faisant brèche une première fois au principe que l'administration ne peut être reti-

(1) Le silence ou l'inaction de l'héritier bénéficiaire ne peut avoir pour conséquence de le faire considérer comme héritier pur et simple. Cass., 3 avril 1901 ; D. 1901. 1. 291.

(2) Pau, 21 fév. 1887 ; D. 1888. 2. 181. Grenoble, 25 janv. 1889, *Rec. Grenoble*, 1889, p. 62. Orléans, 28 juillet 1891 ; D. 1893. 2. 36. Dijon, 19 mars 1897 ; D. 1898. 2. 253. Trib. civ. Béziers, 19 oct. 1903. *Mon. Midi*, 19 nov. 1903.

rée à l'héritier, décide que la gestion peut être retirée à l'un, s'il en abuse, pour être confiée aux autres. Après le partage chaque héritier administre et représente la succession pour sa part, ce qui, en pratique, conduit à des conséquences déplorables au point de vue de la liquidation. Dans cette hypothèse, tout spécialement, l'établissement d'une procédure collective de liquidation se fait plus vivement sentir. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur ce point.

Tout ce que nous venons de dire sur le droit exclusif de l'héritier à l'administration de la succession n'apporte aucune entrave à ce que celui-ci confie la charge de l'administration à une tierce personne. Celle-ci, généralement un notaire, exercera tous les droits et actions de l'héritier à titre de mandataire. Il n'y a là aucune dérogation au principe, car c'est toujours l'héritier qui reste en nom titulaire de l'administration. A plus forte raison pourra-t-il s'adjoindre un tiers pour mener à bien une liquidation compliquée (1).

§ II. — Nature de l'administration.

Avant de continuer notre étude et de rechercher les différents actes qui sont permis ou défendus à l'héritier, il convient d'établir bien nettement la véritable nature, le caractère de l'administration. C'est-à-dire qu'il nous

(1) Nancy, 14 fév. 1900, *Rec. Nancy*, 1900, 193.

faut rechercher si l'héritier doit agir uniquement dans son intérêt, comme le ferait un propriétaire, ou bien s'il faut le considérer comme le mandataire et le représentant des créanciers et légataires de la succession. Plus simplement encore si l'administration de la succession bénéficiaire a été établie dans l'intérêt de l'héritier, ou dans l'intérêt des créanciers et légataires.

Cette question a été diversement résolue. D'après Demolombe, l'administration a été établie principalement, autant dire uniquement, dans l'intérêt de l'héritier (1). Rien n'autorise à le faire considérer comme un mandataire. Il est héritier et, à ce titre, propriétaire incommutable de la succession tout entière. Bien plus, les entraves apportées à son droit d'administration sont organisées directement dans son intérêt. Elles lui permettent, en effet, de conserver les avantages que lui confère le bénéfice d'inventaire. C'est seulement par voie de conséquence qu'elles profitent aux créanciers et légataires du défunt. La preuve en est que la principale sanction de l'inobservation des règles imposées par la loi est la déchéance du bénéfice. En outre, l'héritier ne peut être confondu avec un administrateur ordinaire des biens d'autrui ; d'une part, sa fonction est purement gratuite ; d'autre part, seules ses fautes graves entraînent sa responsabilité (art. 804 du Code civil).

(1) DEMOLOMBE, t. XV, n° 238.

Cette thèse est par trop absolue ; son auteur, imbu de l'idée de la continuation de la personne du défunt par l'héritier, n'a pas suffisamment tenu compte de la séparation des patrimoines opérée par l'acceptation bénéficiaire. Quant à soutenir que les entraves apportées par le bénéfice d'inventaire à l'administration de l'héritier sont établies plus dans son intérêt que dans celui des créanciers et légataires, cela est manifestement exagéré et nous semble toucher de près le paradoxe.

Un autre auteur, M. Laurent (1), prenant pour point de départ l'article 803 du Code civil : « L'héritier bénéficiaire est chargé... » aboutit au contraire à une solution diamétralement opposée. Le mot « charge » appliqué à l'administration suppose qu'elle est établie dans l'intérêt des créanciers et légataires. Qui dit charge, dit obligation, et on ne peut pas dire qu'une obligation, au sens propre du mot, soit imposée uniquement dans l'intérêt de celui qui doit la remplir. Le même article 803 vient corroborer cette opinion en imposant à l'héritier l'obligation de rendre compte. De là faut-il conclure, avec cet éminent auteur, que l'héritier doit être considéré comme un mandataire, même un mandataire tout particulier des créanciers et légataires (2)? Nous ne le croyons pas. Ici, en effet, à l'inverse de Demolombe, M. Laurent néglige absolument

(1) LAURENT, t. X, n° 122.

(2) LAURENT, t. X, n° 130. V. aussi HUC, t. V, n° 232.

les conséquences de la continuation de la personne du défunt, pour ne voir que celles de la séparation des patrimoines. Or, il ne faut pas oublier que l'héritier est propriétaire et un propriétaire ne peut être considéré comme le mandataire de ses créanciers quand il administre ses biens personnels. Nous trouvons la notion exacte de cette idée dans le remarquable *Traité des successions* de MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, lorsqu'ils disent que l'héritier « n'est pas plus le mandataire des créanciers et légataires que le débiteur n'est le mandataire de ses créanciers ; de même que le débiteur administre son patrimoine, de même l'héritier agissant au nom du défunt fictivement existant administre la succession, si donc l'héritier représente les créanciers héréditaires, c'est dans la mesure où un débiteur représente ses créanciers » (1).

Le législateur, en *chargeant* l'héritier de l'administration, n'a nullement pensé à une obligation d'une nature spéciale. D'une façon générale on peut dire, en effet, que l'obligation d'administrer incombe à tout propriétaire vis-à-vis de ses créanciers, de même qu'il est leur représentant dans les différents actes qu'il accomplit. Représentant et non mandataire. Nous voyons ici une différence très caractérisée entre ces deux expressions.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1320. Le raisonnement serait le même dans le système de succession aux biens, la représentation du défunt par l'héritier n'étant pas nécessaire chez ce dernier pour justifier sa qualité de propriétaire.

Le représenté est tenu de subir les actes accomplis par son représentant (sujétion limitée toutefois par l'article 1167 du Code civil) tandis que le mandant n'est, en principe, tenu des actes du mandataire qu'autant qu'ils sont prévus au mandat. En d'autres termes, le représentant joue un rôle actif et personnel, alors que le mandataire n'a qu'un rôle purement passif.

Ces deux théories sont donc l'une et l'autre inexactes. Mises en regard, elles ont l'avantage de faire ressortir jusqu'à l'évidence même l'antinomie de principes que nous signalons dans notre introduction. Etant la conséquence logique d'un principe de notre matière, elles contiennent forcément chacune une grande part de vérité. Il faut en conclure qu'il est impossible de déterminer le caractère de l'administration d'une façon absolue et intransigeante. Seule, une théorie intermédiaire peut se défendre et nous croyons être dans le vrai en disant que l'administration de la succession est établie à la fois dans l'intérêt et de l'héritier et des légataires (1). En effet, l'héritier a la jouissance des droits d'un propriétaire sur la succession, mais il n'en a pas le plein exercice. Les créanciers et légataires tiennent de la loi un droit de contrôle non absolument effectif, il est vrai, puisqu'ils ne peuvent se substituer à l'héritier dans l'administration, mais du moins très efficace étant

(1) En ce sens BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1320.

sanctionné par la perte du bénéfice d'inventaire dans le courant de l'administration et par des dommages-intérêts s'il y a lieu, lors de la reddition de compte.

Les tribunaux n'ont pas admis cette théorie d'une façon unanime, et on trouve des arrêts attribuant à l'héritier la qualité de mandataire des créanciers et légataires (1). Mais ils sont peu nombreux et ne peuvent servir de soutien à la théorie que nous avons combattue.

Le système que nous admettons résout implicitement une question secondaire, la rémunération de l'administration. Gérant sa propre chose dans son intérêt, l'héritier ne peut réclamer aucune indemnité pour les soins qu'il a apportés à l'administration de la succession. Le système qui considère l'administration comme une charge, aboutit à la même solution par des voies différentes. D'une part, le Code ne parle nullement de rétribution, ce qui aurait été nécessaire pour permettre à l'héritier de l'exiger ; d'autre part, on doit se rappeler que nul ne forçait l'héritier à s'embarrasser de la gestion ; que par l'abandon, il pouvait laisser ce soin et cet ennui aux créanciers et qu'enfin s'il reste un reliquat, ce que l'on peut présumer dans la circonstance, il aura en fait géré son patrimoine propre, et il serait bien mal venu de venir réclamer de ce chef une indemnité (2).

(1) Douai, 13 janvier 1841, *Rec. arr.*, Douai, t. V, p. 117. Paris, 19 mars 1850 ; D. 1851. 2. 226. Rouen, 2 juillet 1863, *Rec. arr.* Caen et Rouen, 1864. 2. 127.

(2) Cf. LAURENT, t. X, n° 122.

L'opinion de Ferrières dans notre ancien droit qui accordait une indemnité à l'héritier, au cas où l'administration lui aurait causé beaucoup de soins et d'embarras n'a pas trouvé d'écho (1). Il faut remarquer que cette opinion, si elle avait été admise, aurait conduit en fait à allouer une indemnité à l'héritier en toute circonstance.

§ III. — Étendue générale de l'administration.

C'est la qualité de propriétaire chez l'héritier qui nous a permis de déterminer la nature de l'administration et aussi à qui en incombait la charge. Cette même qualité va nous servir de point de départ pour limiter l'étendue de l'administration. Une division se présente immédiatement à l'esprit dès que l'on s'occupe d'actes à accomplir par un administrateur, les actes de libre administration et les actes de disposition. Nul ne conteste à l'héritier le droit d'accomplir les actes rentrant dans la première catégorie, tels que l'interruption de prescription, le renouvellement d'inscriptions hypothécaires, la perception des loyers, les réparations d'entretien, etc. La difficulté naît lorsqu'il s'agit d'actes qui dépassent les pouvoirs d'un administrateur ordinaire et sur lesquels la loi garde le silence. Faute de guide certain les auteurs sont en plein désaccord, à plus forte

(1) *Dict. de droit*, V. Héritier bénéficiaire. DEMOLOMBE, t. XV, n° 232.

raison la jurisprudence est-elle loin d'être fixe sur ce sujet. Les uns refusent absolument à l'héritier le droit d'accomplir des actes de cette nature et sanctionnent cette défense par la perte du bénéfice d'inventaire (1). D'autres moins rigoureux lui permettent de les accomplir à la condition de satisfaire à certaines autorisations, soit celle de justice, soit celle des créanciers et légataires (2). Les autres enfin, plus nombreux, s'accordent à reconnaître à l'héritier un droit que l'on est convenu d'appeler « de large administration », en raison précisément de sa qualité de propriétaire, et de ce que l'administration, telle qu'elle est conçue par la loi, est moins une concession qu'une restriction à ses pouvoirs de propriétaire (3).

Cette dernière théorie nous semble préférable ; un propriétaire ne peut subir d'entrave dans l'exercice de ses droits, qu'en vertu d'un texte exprès. Cette raison suffit à repousser la doctrine qui exige une autorisation quelconque. D'autre part un propriétaire doit avoir plus de droits qu'un administrateur ordinaire de biens d'autrui, et c'est ce qui nous fait croire que la première opinion est trop rigoureuse. Mais, comme il nous paraît impossible de définir ce droit de « large administration » dont on se sert pour qualifier les

(1) Paris, 3 juin 1808 ; S. 1808. 2. 209. Cass., 20 juillet 1814 ; S. 1815. 1. 32. Limoges, 10 mars 1836 ; S. 1836 ; 2. 350.

(2) DEMOLOMBE, t. XV, n° 264. ZACCHARIÆ, AUBRY et RAU, t. V pp. 169 et 194.

(3) BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1321 et les auteurs cités.

pouvoirs de l'héritier, et de poser un principe en une matière aussi complexe, il nous faudra passer successivement en revue les différents actes qui se présenteront à l'héritier dans le courant de sa gestion.

Écartons cependant de suite l'assimilation que l'on pourrait être tenté de faire entre l'administration de l'héritier et celle d'un mineur émancipé qui est également propriétaire, et que la loi qualifie de « pure » administration. Si l'on veut absolument trouver une analogie dans la loi en cette matière, c'est à l'administration qui est reconnue à la femme mariée sous le régime de séparation de biens (art. 1449 du Code civil), ou encore au mari, sous le régime dotal, relativement aux biens constitués en dot (art. 1559 du Code civil), que l'on peut comparer l'administration de l'héritier (1).

En outre, l'administration qui nous occupe sera certainement plus large que celle reconnue à l'héritier pendant les délais pour faire inventaire et délibérer. Au moment où nous nous plaçons, l'héritier, bien que bénéficiaire, administre sa propre chose, tandis que durant les délais, la propriété est encore incertaine et il convenait de restreindre pour ce moment les pouvoirs de l'héritier aux actes absolument urgents.

Il ne faut pas oublier non plus que cette administration a un caractère tout spécial. Elle a pour but de pré-

(1) DEMOLOMBE, t. XV, n° 252.

parer la liquidation de la succession. Par conséquent il est assez difficile, sinon inconséquent, de la comparer avec l'administration d'un tuteur ou d'un administrateur quelconque de biens d'autrui, qui ont pour objectif de conserver et de faire fructifier les biens confiés à leur charge. L'administration de l'héritier n'est que temporaire et a pour but d'empêcher la perte ou la détérioration des biens de la succession pendant la durée de la liquidation qui peut se prolonger fort longtemps (1).

A ce point de vue une comparaison de l'héritier est possible dans le domaine du droit commercial avec le syndic d'une faillite dont le but unique est la liquidation du patrimoine du commerçant malheureux. Mais à ce point de vue seulement, car entre la faillite et le bénéfice d'inventaire il existe des différences fondamentales. Ainsi le dessaisissement du failli, l'exigibilité des dettes à terme, la représentation de la masse par le syndic n'ont pas de corollaire dans le bénéfice d'inventaire.

(1) LAURENT, t. X, n° 141.

CHAPITRE II

DES DIFFÉRENTS ACTES QUE PEUT ACCOMPLIR L'HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE

Le législateur, après avoir chargé l'héritier de l'administration de la succession, s'est à peine préoccupé de limiter ses pouvoirs. Il s'est contenté seulement de lui imposer quelques règles relatives à la vente des biens héréditaires et au paiement des créanciers et légataires. L'accomplissement de certains actes par l'héritier pouvant entraîner la perte de son bénéfice d'inventaire, il est de toute nécessité de fixer ceux qu'il peut accomplir sans encourir la déchéance. Pour plus de facilité et de clarté, nous diviserons cette étude en deux sections, l'une comprenant les actes d'administration proprement dits, l'autre ceux de disposition, dont quelques-uns ont trait plutôt à la liquidation qu'à l'administration.

SECTION PREMIÈRE.

ACTES D'ADMINISTRATION

Dans cette catégorie rentrent les actes purement conservatoires, la gestion des immeubles héréditaires, les

actions que peut intenter l'héritier et particulièrement le recouvrement des créances, l'emploi des capitaux et différents actes accomplis au nom du défunt.

Pour la plupart des actes de cette catégorie, il n'existe à peu près aucune difficulté. Nous les passerons donc rapidement en revue.

§ I. — Actes purement conservatoires.

C'est un droit et un devoir pour l'héritier d'accomplir les actes purement conservatoires. Comme tout administrateur, il engagerait gravement sa responsabilité et serait passible de dommages-intérêts, s'il omettait de les remplir. C'est ainsi qu'il devra interrompre les prescriptions, prendre et renouveler les inscriptions hypothécaires, demander un titre nouvel, faire des réparations urgentes et même non urgentes, toucher les revenus et intérêts. Néanmoins en raison de sa qualité de propriétaire, il ne répond que de ses fautes graves.

Nous avons à cet égard un texte formel, l'article 804 du Code civil, qui ne laisse aucun doute sur cette hypothèse (1).

§ II. — Gestion des immeubles héréditaires.

Si la succession comprend des immeubles, la gestion s'impose pendant la durée de la liquidation qui peut

(1) Cpr. Cass., 29 nov. 1887; S. 1888. 1. 249.

être longue. L'héritier peut ou bien continuer lui-même l'exploitation, ou bien la confier à un tiers par une location.

La faculté de passer des baux rentre dans ses pouvoirs d'administrateur. Il n'est même pas nécessaire qu'il y ait urgence (1).

S'il est fait aux conditions ordinaires des lieux, le bail ne constitue qu'un acte d'administration provisoire et surtout s'il s'impose comme mesure urgente, puisque dans ces conditions il n'emporterait même pas acceptation pure et simple s'il était fait pendant les délais pour faire inventaire et délibérer.

Mais on conteste à l'héritier le droit de faire des baux excédant neuf ans (2). Il paraît en effet difficile de considérer des baux de cette nature comme des actes de pure administration. Mais l'héritier possède un droit plus large que celui de pure administration et nous estimons qu'il n'excède pas ses pouvoirs en passant des baux de plus de neuf ans, sous cette restriction toutefois, qu'il faut tenir grand compte des circonstances de fait, celles-ci pouvant donner au bail un caractère tout différent de celui d'administration (3). C'est aussi aux

(1) Paris, 9 déc. 1864 ; S. 1865. 2. 42. Cass. req., 4 nov. 1890 ; S. 1891. 1. 68. A Rome on décidait différemment. (§ 7. Inst. just. *De heredit. qualit. et differentia*, 2. 19.) Il existe en ce sens un arrêt de la Cour suprême. (Cass., 27 juin 1837 ; S. 1837. 1. 579.)

(2) LAURENT, t. X, n° 142. HUC, t. V, n° 236.

(3) Ici nous ne faisons que suivre la théorie de Demolombe. « Il y aurait lieu d'examiner en fait, d'après les circonstances, s'il a fait un acte intelligent et utile à la succession ou s'il n'a pas, au contraire, com-

circonstances de fait qu'il faut s'en rapporter pour savoir si le renouvellement des baux avant l'expiration de ceux en cours doit emporter ou non déchéance. Remarquons que cette restriction a le grave inconvénient de laisser un très large pouvoir d'appréciation aux tribunaux, par conséquent de ne donner aucune sécurité à l'héritier, ce qui, en pratique, a pour effet de le priver du droit que nous lui accordons et qui nous semble très juridique.

Accordant à l'héritier la faculté de louer les immeubles héréditaires, nous ne pouvons lui refuser la faculté de les exploiter lui-même, alors même que le défunt les aurait toujours mis en location auparavant. Naturellement, les fruits qu'il percevra devront figurer dans le compte qu'il rendra aux créanciers et légataires (1).

Si l'héritier gère lui-même, il pourra exploiter un bois aménagé ou une mine en exploitation. Mais l'aménagement d'un bois jusqu'alors non aménagé ne doit pas lui être permis, sous prétexte que cet aménagement peut être utile à la succession. Il y aurait là, en quelque sorte, un changement de nature qui ne nous semble pas en rapport avec les pouvoirs de l'héritier administrateur (2).

De même, l'héritier pourra continuer l'exploitation

mis une faute de nature à engager sa responsabilité. » DEMOLOMBE, t. XV, n° 254. V. aussi BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1337.

(1) Douai, 14 mai 1855. *Jurispr. Douai*, 1855, p. 193.

(2) DEMOLOMBE, t. XV, n° 256. *Contra.* BAUDRY-LACANTINIERE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1338.

d'un fonds de commerce dépendant de la succession (mais non l'augmenter). Un arrêt subit dans cette exploitation pourrait en effet entraîner une dépréciation considérable qui serait nuisible à tous (1). Nous ne croyons pas qu'une mauvaise gestion puisse entraîner la déchéance. La possibilité de faire condamner l'héritier à des dommages-intérêts, en cas de faute lourde, suffit à garantir les intéressés. Notre solution a l'avantage de permettre à l'héritier mineur de conserver le fonds de commerce du défunt. Par analogie, nous pensons que l'héritier bénéficiaire, quel qu'il soit, pourra prendre la place d'un associé décédé, si les statuts ne l'interdisent pas (2).

Enfin, pour terminer ce sujet, la cession et la résiliation d'un bail doivent être considérées, en principe, comme des actes d'administration et par conséquent permis à l'héritier bénéficiaire. Mais, comme dans toute cette matière, il faut ici encore tenir compte des circonstances de fait et notamment des conditions de la cession et de la renonciation.

§ III. — Actions en justice. Recouvrement des créances.

A la différence d'un administrateur ordinaire, l'héritier bénéficiaire a qualité, on s'accorde à le reconnaître,

(1) Paris, 30 mai 1895, *Gaz. Pal.*, 1895. 2. 174. En sens contr. *Ann. de dr. com.*, VIII, 1874. *Doctr.*, p. 247.

(2) Conf. BAUDRY-LACANTINIERE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1338.

pour intenter seul toute sorte d'action et pour y défendre, même les actions immobilières et il y représente la succession. Mais à quel titre ? « Ce droit, dit Demolombe, appartient au curateur d'une succession vacante ; or, *a fortiori*, doit-il évidemment appartenir à l'héritier bénéficiaire (1) » A son avis, c'est un motif simple et péremptoire. Mais cet éminent auteur ne remarque pas que cet argument le fait entrer en contradiction avec le principe qu'il pose un peu plus haut, à savoir, que l'héritier n'est pas le mandataire des créanciers et légataires. Aussi préférons-nous un autre motif donné par un très ancien arrêt de la Cour de Cassation : « Attendu que les héritiers par bénéfice d'inventaire ont, comme *l'héritier pur et simple*, le droit d'exercer toutes les actions dérivant de la succession ou hérédité et d'user en maître de tout ce qui la compose (2)... » *comme l'héritier pur et simple*, c'est-à-dire comme propriétaire pouvant en cette qualité exercer tous les droits et actions faisant partie du patrimoine qui lui échoit à titre de succession. Remarquons qu'il n'est pas nécessaire d'invoquer ici la théorie de la continuation de la personne du défunt pour justifier la possibilité pour l'héritier, d'exercer les actions héréditaires. Le système de la succession aux biens suffit. De même que le patrimoine sera transmis activement et passive-

(1) DEMOLOMBE, t. XV, n° 262.

(2) Cass. req., 12 pluviôse an X. Dalloz au mot succession, n° 817.

ment comprenant ses créances et ses dettes, de même il sera transmis intégralement avec la sanction des droits qui le composent, c'est-à-dire les actions.

Et c'est ce même titre de propriétaire de l'hérédité qui nous permet de dire que l'héritier représente les créanciers et légataires dans les instances où il figure, non pas évidemment d'une manière absolue et comme un mandataire représente son mandant, mais seulement comme un débiteur représente ses créanciers (1).

N'étant pas le mandataire des créanciers et légataires il ne pourra exercer les actions qui leur sont propres, ainsi l'action paulienne à l'égard des actes accomplis par le défunt (2). Il est de toute évidence qu'il ne pourra pas non plus former tierce opposition aux jugements rendus contre ce dernier.

Il faut signaler une conséquence importante de la séparation des patrimoines produite par le bénéfice d'inventaire. Si l'héritier intente une action au nom de la succession, le défendeur ne pourra lui opposer les exceptions qui seraient nées du chef personnel de l'héritier. Au contraire, les exceptions nées du chef du défunt seraient opposables (3).

Ici nous croyons devoir placer une remarque relative à la forme des instances. L'héritier peut agir en qualité de bénéficiaire ou en son nom personnel. Dans le pre-

(1) Cpr. arrêt de rejet de la Ch. civ., 1^{er} août 1849 ; D. 1849. 1. 287.

(2) Rouen, 13 août 1888. *Gaz. Pal.*, 1889. 1, suppl., 1889.

(3) Lyon, 6 juill. 1889 ; D. 1890. 2. 113. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Op. cit.*, t. II, n° 1329.

mier cas, tant demandeur que défendeur, il sera dispensé du préliminaire de conciliation. Nous verrons, en effet, qu'il ne peut transiger sans s'exposer à perdre son bénéfice. Il est donc juste de le mettre au rang des personnes incapables de transiger (art. 48, C. pr. civ.). Il n'en est pas de même au second cas et l'on rentre dans la règle générale, si l'héritier agit en son nom personnel comme si, par exemple, il intentait une demande en retrait successoral.

Parmi les actions que peut intenter l'héritier bénéficiaire, il en est une catégorie très importante relative à la liquidation de la succession. Ce sont les actions pour le recouvrement des créances. En outre de leur importance, elles présentent un caractère particulier. L'héritier ne peut les intenter en son nom personnel, sans compromettre son bénéfice (1). Il agirait, en effet, comme héritier pur et simple et le deviendrait de fait, s'il était démontré qu'il a voulu se les approprier (2).

Si l'insolvabilité de la succession est d'ores et déjà évidente, le recouvrement des créances devient inutile pour l'héritier, puisque seuls, les créanciers en profiteront. En vertu du principe « pas d'intérêt, pas d'action »,

(1) Rouen, 12 nov. 1887. *Rec. de Rouen*, 1887. 1. 228.

(2) Grenoble, 16 janv. 1888. J. arr. Grenoble et Chambéry, 1888, p. 76. Les tribunaux ne sont pas d'une rigueur excessive sur ce point. Ainsi après jugement intervenu en sa faveur l'héritier fait commandement de payer à lui personnellement. Un arrêt décide non pas qu'il perd son bénéfice, mais simplement que le commandement est nul. Rouen, 12 nov. 1887, précité. V. aussi BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1335 et *Pand. Fr.*, au mot succession, n° 3762.

seront-ils seuls recevables à poursuivre ? Nous empruntons la réponse à un arrêt de la Cour de Bruxelles qui se prononce nettement dans le sens contraire : « Attendu
« qu'en supposant qu'il soit dès à présent certain que la
« succession ne comportera aucun *boni*, et que, par
« suite, la créance litigieuse ne profiterait pas aux héritiers, mais seulement aux créanciers du défunt, il n'en
« résulterait nullement que ces derniers soient seuls
« recevables à en poursuivre le recouvrement. Attendu
« en effet qu'aux termes de l'article 803 du Code civil,
« l'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens
« de la succession et doit rendre compte de son administration aux créanciers de la succession ainsi qu'aux
« légataires. Attendu que le recouvrement des sommes
« dues à l'hérédité constitue un acte d'administration,
« et qu'à ce titre il entre dans les pouvoirs de l'héritier
« bénéficiaire d'y procéder. Qu'il existe d'autant moins
« de doute à cet égard, que l'héritier bénéficiaire a, suivant l'article 808 du même Code, le devoir de payer
« les créanciers de la succession et qu'il lui serait impossible de satisfaire à cette obligation, si la loi ne
« lui donnait, en même temps, le moyen de se procurer
« les ressources indispensables, ou en d'autres termes,
« le droit d'exiger le paiement de ce qui est dû à la succession. Attendu que tout droit implique dans le chef
« de celui qui le possède l'action nécessaire pour en
« assurer l'exercice... (1). »

(1) Bruxelles, 8 mars 1875. Cas. crim. belge, 1876. 2. 28.

Cet arrêt, d'une clarté et d'une précision remarquables, nous semble suffisamment motivé pour dispenser de tout commentaire.

Le défaut d'intérêt de l'héritier ne va pas cependant sans produire quelques effets en notre matière. C'est ainsi qu'il faut lui refuser le droit d'intervenir dans un ordre ouvert pour contester le rang des créanciers. Le défaut d'intérêt est ici évident. Qu'importe à l'héritier de verser à l'un ou à l'autre si, ce que l'on suppose, la créance est certaine et exigible. Le pouvoir général d'administration et de liquidation que l'on reconnaît à l'héritier et que l'on pourrait objecter, n'a rien à faire en cette matière (1).

§ IV. — **Emploi des capitaux.**

Aucun délai n'est imparti à l'héritier pour régler les dettes de la succession. En l'absence de texte formel, il n'y a pas lieu de lui appliquer les articles 455 et 456 du Code civil relatifs au tuteur. Il peut donc se trouver parfois en possession de capitaux assez importants. Son devoir, comme celui de tout bon administrateur, et l'intérêt de tous lui font une obligation de les faire fructifier plutôt que de les laisser dormir inutilement dans la caisse. Mais les textes ne mentionnent nulle part cette obligation, par conséquent, le défaut d'em-

(1) V. BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, nos 1331 et 1332.

ploi ne peut lui être imputé (1). Bien plus, il ne devrait pas d'intérêts alors qu'il aurait négligé cet emploi, à moins, toutefois, que l'on ne prouve qu'il en ait profité (arg. art. 1996 du Code civil). On pourrait même soutenir qu'un emploi quelconque devrait lui être interdit, car il doit toujours tenir les deniers héréditaires à la disposition des intéressés. Nous n'admettons pas cette idée, considérant que l'intérêt même de ces derniers ne peut que gagner à ce que les capitaux soient productifs; d'autre part, les créanciers et légataires ayant, comme nous le verrons, le droit d'exiger une caution de l'héritier, l'emploi quelconque que ce dernier peut faire des capitaux ne peut leur nuire.

L'emploi des capitaux est donc, sinon une obligation, du moins un droit pour l'héritier bénéficiaire et, comme la loi n'en a déterminé ni le mode ni les conditions, l'héritier a plein pouvoir à cet égard. A lui d'apprécier, sous sa responsabilité, quel sera le placement le plus sûr et le plus avantageux.

Néanmoins, pour plus de sûreté, il fera bien de ne pas s'écarter des règles prescrites aux administrateurs comptables (2).

Il faut remarquer que les acquisitions faites par l'héritier avec les capitaux de la succession, resteront le

(1) Toutefois, d'après Demolombe, une négligence prolongée à cet égard peut être suivie les cas considérée comme une faute grave. DEMOLOMBE, t. XV, n° 258.

(2) DEMOLOMBE, t. XV, n° 258.

gage des créanciers et légataires. En outre, la succession, tout en étant acceptée sous bénéfice d'inventaire, peut être bonne et les biens peuvent en grande partie être susceptibles de rester la propriété définitive de l'héritier. Comme il est également propriétaire pendant la durée de l'administration, il serait injuste de l'empêcher de profiter d'un bon placement. Nous en concluons qu'il pourra employer les capitaux soit en créances sur particuliers, soit en rentes sur l'Etat, soit même en acquisitions d'immeubles. Nous ne disconvenons pas qu'il n'y ait un sérieux inconvénient à permettre au bénéficiaire des acquisitions d'immeubles et que ce soit là une occasion facile de fraude, un immeuble pouvant être vendu beaucoup plus cher que sa valeur réelle. Ce sera aux intéressés à faire la preuve de la fraude et, dans ce cas, ils obtiendront réparation.

Dans tous les cas, on ne peut forcer l'héritier à faire le dépôt des capitaux à la Caisse des dépôts et consignations (1) et il n'est comptable que des intérêts qu'il a touchés.

A la question de l'emploi des capitaux se rattache celle de savoir si l'héritier peut transformer un titre nominatif en titre au porteur. La jurisprudence permet cette opération comme ne constituant qu'un acte de simple administration. Certains auteurs considèrent,

(1) Aix, 28 nov. 1831 ; S. 1832. 2. 132. Trib. civ. Seine, 1887. La loi du 28 janv. 1888.

au contraire, qu'on est en présence d'un acte de disposition entraînant la déchéance du bénéfice (1). Il y a bien, en effet, un acte de disposition, cette opération ayant toujours été considérée ainsi ; mais nous ne croyons pas que la déchéance doive être encourue pour cela, puisque, nous le verrons, l'aliénation des valeurs mobilières n'est pas soumise aux formes rigoureuses imposées au bénéficiaire pour la vente des meubles (arg. art. 989 du Code de procédure civile).

Tout le monde est d'accord pour permettre à l'héritier de transformer un titre au porteur en titre nominatif.

§ V. — Différents actes accomplis au nom du défunt.

1° OPTIONS, — Le *de cujus*, au moment de sa mort, n'a pas encore pris parti sur une succession à lui échue auparavant. L'héritier peut-il prendre parti sur cette succession sans compromettre son bénéfice ? C'est le cas de succession par transmission, si l'héritier bénéficiaire n'avait pas encore pris parti sur la succession à lui personnellement échue, l'acceptation ou la répudiation de la succession échue au défunt aurait entraîné pour lui acceptation pure et simple tacite. Mais là n'est pas la question. Nous sommes en présence d'un héritier bénéficiaire. L'acceptation ou la répudiation d'une suc-

(1) V. WAHL. *Tr. théor. et prat. des titres au porteur*, t. I, p. 576. *Pand. Fr.*, au mot succession, n° 3752.

cession échue au défunt est-elle un acte de disposition ou un acte d'administration ? Si c'est un acte de disposition, elle entraînera déchéance du bénéfice. C'est en raison de cette conséquence fâcheuse que Demolombe ne permet l'acceptation qu'avec l'autorisation de justice, et encore ne permet-il qu'une acceptation sous bénéfice d'inventaire (1). Mais on verra que nous n'admettons pas l'intervention de la justice pour permettre à l'héritier des actes qu'il n'a pas légalement le droit de faire. Il en résulte, en appliquant cette théorie, que l'héritier ne pourra, en aucun cas, prendre un parti quelconque sur une succession échue au défunt. Ce résultat est inadmissible. Aussi croyons-nous plus simple et plus juste de considérer l'acceptation et la répudiation comme actes d'administration (2). Quant à dire que l'acceptation ne pourra avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire, c'est une affirmation purement gratuite. Au surplus, on sait que l'acceptation bénéficiaire n'est pas toujours nécessairement avantageuse. Il convient donc de ne pas la prodiguer, d'autant plus que le législateur s'est toujours formellement expliqué quand une acceptation doit être bénéficiaire.

A fortiori admettrons-nous que l'héritier bénéficiaire succédant à son cohéritier peut, sans compromettre son

(1) DEMOLOMBE, t. XV, n° 264. DEMANTE, III, n° 136 bis, II.

(2) Contra Cass., 2 mai 1849 ; D. 1849. I. 133. En notre sens. AUBRY et RAU, t. VI, § 618, p. 453. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1340.

bénéfice, renoncer à la succession du chef de ce dernier. Ici la raison est péremptoire, l'héritier est investi de deux qualités bien distinctes dont il peut librement user (1).

Nous accordons la même latitude à l'héritier bénéficiaire d'une femme mariée sous le régime de la communauté pour accepter ou répudier cette communauté.

Un autre genre d'option peut se présenter, assez rarement il est vrai. C'est lorsque l'héritier devra choisir entre le remboursement des capitaux ou l'acquisition de nouveaux titres rapportant un intérêt plus faible que les anciens, au cas de conversion. On accorde généralement ce droit à l'héritier (2). L'arrêt que nous citons décide qu'au cas où la rente est frappée d'incessibilité et d'insaisissabilité, l'autorisation de justice est nécessaire pour assurer l'observation de cette clause. On ne voit pas bien l'utilité d'une semblable exigence. La responsabilité de l'héritier ne suffit-elle pas comme garantie ? Car il est évident que l'héritier doit veiller sous sa responsabilité personnelle à ce que les nouveaux titres soient, comme les anciens, incessibles et insaisissables.

2^o) REDDITION DE COMPTE. — La reddition de compte ou fixation des recettes et dépenses faites au cours d'une

(1) Contra LAURENT, t. IX, n^o 403.

(2) Trib. Seine, 16 avril et 29 mai 1852, rapportés par Bertin, Ch. du Conseil, t. II, pp. 456 et 457. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n^o 1341.

tutelle gérée par le défunt doit être considérée comme acte d'administration par suite permis à l'héritier bénéficiaire. Il en est autrement du paiement du reliquat. Nous verrons qu'une simple opposition de l'un des créanciers y met obstacle.

3^o) PARTAGES. — Sous peine de refuser à l'héritier la possibilité de liquider la succession, on doit nécessairement lui accorder le droit de participer et même de provoquer le partage d'en bien indivis entre la succession et un tiers, alors que l'indivision remonte avant l'ouverture de la succession. C'est dans sa qualité de propriétaire qu'il puise le droit d'accomplir un acte dépassant les pouvoirs d'un administrateur ordinaire (1). Mais dans ce cas, on a voulu refuser à l'héritier le droit de procéder à un partage amiable sous ce prétexte que, par un partage amiable, l'héritier pouvait nuire aux créanciers autant que par une vente pure et simple. Certains auteurs ajoutent même en ce sens que toutes les affaires d'une succession bénéficiaire doivent être traitées sous la surveillance de la justice, afin que personne ne puisse se dire lésé (2). Cette opinion n'est pas admissible. En effet, comme le dit fort bien la Cour de Cassation, d'une part, à la différence de la vente, qui est un acte purement volontaire, le partage peut être un acte forcé d'après l'ar-

(1) Rennes, 19 déc. 1835; S. 1837. 2. 176. Cass., 26 juill. 1837; S. 1837. 1. 755. *J. not.*, art. 9721.

(2) CHAUVEAU et CARRÉ. *Loi de la proc. quest.* 2516. Conf. LAURENT, t. IX, n° 405.

ticle 815 du Code civil, et d'autre part, en matière de prohibition et de déchéance, on ne saurait raisonner par analogie ni assimiler un cas à un autre (1).

Il existe sur ce point une solution intermédiaire. Pour éviter la déchéance, il suffit à l'héritier de faire des réserves dans le partage et de déclarer qu'il entend ne pas devenir héritier pur et simple (2). Ce moyen par trop simple d'éviter la déchéance ne nous satisfait nullement. Cette clause réservative deviendrait de style dans tous les cas. Or, si l'acte dépasse les pouvoirs de l'héritier, une simple réserve ne saurait empêcher les effets de cet excès de pouvoir.

SECTION II

ACTES DE DISPOSITION

Nous venons de voir que les pouvoirs de l'héritier sont en somme très étendus en ce qui concerne l'administration proprement dite de la succession. Il nous faut aborder maintenant l'étude des actes de disposition que l'héritier peut avoir à accomplir et sur lesquels la loi a gardé presque complètement le silence. Les textes fort rares ne s'expliquent que sur un tout petit nombre d'actes, vente des meubles et des immeubles, ce qui comprend les rentes sur particuliers et les

(1) Cass., 26 juill. 1837 ; S. 1837. 1. 755. *J. not.* art. 9721.

(2) BILHART, n° 107.

valeurs mobilières. Que faut-il décider pour les actes fort nombreux qui ne rentrent pas dans cette catégorie? Mais d'abord précisons bien la question. Il est évident, nul ne songe à le lui contester que l'héritier bénéficiaire peut accomplir tous les actes de disposition qu'il juge utiles ou même simplement qui lui plaisent. La question est toute différente. Il s'agit de savoir s'il peut faire ces actes en sa qualité de bénéficiaire et sans devenir héritier pur et simple. Poser ainsi la question, c'est refuser à l'héritier le droit d'accomplir la presque totalité des actes de disposition. Il y a là un sérieux inconvénient. Certains auteurs l'ont senti et ont cherché à y remédier. En se fondant sur l'analogie avec les cas où la loi s'occupe de l'administration des biens d'autrui, tutelle, régimes matrimoniaux, absence, etc., il semble que l'autorisation du tribunal doive être suffisante pour garantir l'héritier contre toute déchéance, surtout si l'on envisage que dans certains cas propres à notre matière la loi exige et se contente de cette autorisation du tribunal (1).

Malgré son utilité pratique, nous n'admettons pas cette opinion, qui du reste s'est heurtée à un obstacle de fait qui l'a empêchée de prévaloir. Les tribunaux se sont presque constamment refusés à se charger de cette mission sous cette raison très sérieuse que ce rôle ne

(1) DUVERGIER sur TOULLIER, t. IV, n° 361, h. u. DEMANTE, t. III, 126 bis, II et III. DEMOLOMBE, t. XV, n° 265.

pourrait leur être confié que par un texte formel. Or, aucun texte ne parle d'une façon générale d'autorisation de justice pour l'héritier bénéficiaire. Bien plus, en limitant à un petit nombre d'actes l'intervention du tribunal, le Code a bien montré que dans les autres cas, cette intervention ne pourrait avoir d'effet.

Au surplus, en théorie pure, l'analogie que l'on invoque avec les administrateurs de biens d'autrui n'est nullement suffisante pour nous déterminer. L'héritier ne peut être comparé à un administrateur ordinaire. La loi lui accorde une faveur dans le bénéfice d'inventaire. Libre à lui d'enfreindre ses prescriptions sous sa responsabilité personnelle. Les tribunaux ne peuvent l'autoriser à faire comme administrateur un acte qu'il ne peut faire que comme propriétaire libre et indépendant (1).

§ I. — Dispositions à titre gratuit.

La donation et le testament portant sur les biens de la succession sont également interdits à l'héritier bénéficiaire. La disposition à titre gratuit, si minime soit-elle, ne peut émaner que d'un propriétaire libre de toute entrave.

(1) Caen, 12 avril 1845, cité par Demolombe, t. XV, n° 265. Paris, 30 juill. 1850 ; S. 1850. 2. 453. Paris, 19 mars 1852 ; S. 1852. 2. 169. Amiens, 19 août 1854 ; D. 1856. 1. 274. AUBRY et RAU, t. VI, § 618, p. 452 texte et note 27. LAURENT, t. IX, n° 396 et 403. *Pand. Fr.*, n° 3788 et 3789.

L'héritier doit user de la plus grande prudence en cette matière. On trouve en effet un jugement décidant qu'en disposant des vêtements du défunt au profit de personnes qui l'avaient soigné, l'héritier perdait son bénéfice. A cet égard ce dernier n'a pas plus de pouvoirs que lorsqu'il se trouve dans les délais pour faire inventaire et délibérer (1).

L'importance des objets donnés ne doit pas être prise en considération. Il convient d'excepter toutefois les petites gratifications qu'il est d'usage de donner dans certaines circonstances et qui sont considérées comme une espèce de dettes.

La remise gratuite d'une dette n'est pas autre chose qu'une libéralité, et comme telle elle est interdite au bénéficiaire.

§ II. — Emprunts et constitution de droits réels.

Pour mener à bien son administration, l'héritier peut avoir besoin de capitaux. Il pourra contracter des dettes, ou même à la rigueur faire des emprunts. Mais pourra-t-il, pour rassurer le créancier ou le prêteur, constituer hypothèque sur les biens de la succession ? Plusieurs théories ont été émises.

Les uns partant de l'article 2124 du Code civil, qui ne permet d'hypothéquer qu'à ceux qui sont capables d'a-

(1) Limoges, 19 fév. 1831 ; S. 1832. 2. 349.

liéner, donnent à l'hypothèque consentie par l'héritier le même effet qu'à ses aliénations non remplies dans les formes prescrites, c'est-à-dire la déchéance. On dit bien que la séparation des patrimoines opérée par le bénéfice d'inventaire rend inefficace à l'égard des créanciers héréditaires l'hypothèque consentie sur les biens de la succession, car cette hypothèque ne peut produire d'effet que sur le reliquat. Mais il ne faut pas confondre le préjudice qui peut être causé aux créanciers et le droit de l'héritier. « La renonciation au bénéfice d'inventaire, dit fort bien M. Laurent, n'est pas une question de préjudice; peu importe donc que l'hypothèque ne puisse être opposée aux créanciers; toujours est-il que l'héritier a agi comme propriétaire en hypothéquant un immeuble dont en sa qualité de bénéficiaire il n'a pas la libre disposition, donc il renonce au bénéfice d'inventaire » (1).

D'autres, moins rigoureux, décident que la constitution d'hypothèque n'emporte pas déchéance et il nous semble impossible de réfuter leur argumentation. Pour arriver à cette conclusion, ils se basent en effet sur cette idée que l'hypothèque garantissant un emprunt sera presque toujours un acte d'administration, sinon de bonne administration. Sans hypothèque, l'héritier trouvera difficilement l'argent nécessaire pour faciliter la réalisation de l'actif héréditaire ou tout au moins per-

(1) LAURENT, t. IX, n° 403 *bls*.

mettre une réalisation plus avantageuse. En second lieu si une limite a été apportée aux pouvoirs de l'héritier bénéficiaire, c'est uniquement pour empêcher que ses actes ne soient préjudiciables aux créanciers; si donc on admet, ce que du reste on est forcé de faire, que l'hypothèque consentie par l'héritier ne peut leur nuire, il n'y a aucun motif pour lui interdire cet acte. Enfin, les formes exigées pour l'aliénation des immeubles étant impossibles ici, on ne peut songer à en demander l'application (1).

Des théories intermédiaires ont été proposées. Citons pour mémoire celle de Demolombe qui admet la constitution d'hypothèque avec l'autorisation de justice (2).

Un autre auteur fait une distinction. Il admet que la constitution d'hypothèque au profit d'un créancier personnel de l'héritier doive entraîner déchéance, parce que, dit-il, c'est un acte de disposition; mais il permet la constitution d'hypothèque au profit des créanciers de la succession en vertu de l'article 2146 du Code civil qui refuse tout effet entre les créanciers de la succession à l'inscription prise sur les biens de la succession bénéficiaire (3).

Il y a là une pétition de principe car l'article 2146 du Code civil n'est applicable qu'au cas où il y a succession

(1) Agen, 29 mars 1838 ; D. 1838. 2. 73. Cass., 10 déc. 1839 ; S. 1840. 1. 92. Cass., 12 juin 1865 ; D. 1865. 1. 444. AUBRY et RAU, t. VI, § 618, p. 453, texte et note 30. BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1354.

(2) DEMOLOMBE, t. XV, n° 264.

(3) VAZEILLES, sur l'art. 806, n° 2.

bénéficiaire. Or la question est justement de savoir si l'on se trouve toujours dans cette situation (1).

Nous admettons donc purement et simplement que l'héritier a le droit et le pouvoir de constituer des hypothèques sur les biens de la succession. A plus forte raison si un héritier bénéficiaire hypothèque en cette qualité sa part indivise et éventuelle de la succession, cette constitution sera-t-elle valable. On est en présence d'une constitution conditionnelle sur le reliquat.

A l'inverse l'héritier ne pourrait constituer une servitude sur les biens héréditaires sans être déchu de son bénéfice. Il y a là une diminution du gage des créanciers et une aliénation véritable (2).

§ III. Prise de possession des biens héréditaires.

Vis-à-vis des créanciers et légataires, l'héritier bénéficiaire est un administrateur comptable. Il lui est donc interdit de s'approprier les biens de la succession et d'en retirer un avantage personnel. C'est ainsi qu'il devra faire entrer dans son compte toutes les valeurs de la succession en principal, intérêts et fruits, sans pouvoir les amoindrir par son fait.

On considère en effet que l'appropriation des biens héréditaires s'analyse en un acte de disposition à titre

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1354. *Pand. Fr.*, mot succession, n° 3799.

(2) Cass., 11 déc. 1861 ; D. 1862. 1. 79.

gratuit au profit de l'héritier. Ce principe, toutefois, n'a pas été poussé jusqu'à ses conséquences extrêmes. Un arrêt décide en effet que la prise de possession des vêtements du défunt n'entraîne pas déchéance, mais seulement l'obligation d'en restituer la valeur (1). On a même été plus loin en jugeant que l'appropriation des hardes du défunt n'était qu'un acte d'administration (2). Ces deux solutions sont également inadmissibles. L'appropriation des hardes du défunt aussi bien que la consommation d'objets héréditaires quelconques s'analysent de la même façon et par conséquent doivent emporter la déchéance. Un autre arrêt contraire à notre opinion appuie sa solution sur cette idée que l'héritier était de bonne foi et qu'il n'a pas causé de préjudice aux créanciers (3). Ces raisons sont mauvaises. Le code impose des formes de rigueur pour la vente des objets héréditaires. Si ces formes ne sont pas suivies, la déchéance est encourue. A plus forte raison le sera-t-elle si la vente elle-même n'a pas lieu. D'autre part, la mauvaise foi n'est pas un élément de la déchéance. Il nous semble qu'il y a confusion avec l'hypothèse du recel.

Demolombe autorise néanmoins l'héritier bénéficiaire à utiliser pour son usage personnel les meubles de la succession : « En effet, dit-il, l'article 805 du Code civil qui lui reconnaît le droit de les conserver en nature,

(1) Douai, 14 mai 1855 ; D. 1855. 5. 427.

(2) Trib. civ. de la Seine, 22 nov. 1883, *Gaz. Pal.*, 1884. 1. 43.

(3) Rennes, 24 juin 1840. P. chr., 1843. 1. 549.

ne suppose-t-il pas virtuellement qu'il a le droit de s'en servir, puisqu'il ne le rend responsable que de la dépréciation ou de *la détérioration causée par sa négligence*, d'où il semble résulter que l'héritier ne serait pas tenu de la détérioration qui ne proviendrait que de l'usage qu'il en aurait fait (1). » Ce raisonnement pèche par la base, car si l'article 805 du Code civil permet à l'héritier de conserver les meubles héréditaires, puisqu'il détermine sa responsabilité en semblable circonstance, il ne dit nullement qu'il peut en faire personnellement usage ; tout au plus veut-il dire par là qu'il n'est pas obligé de les vendre. C'est forcer la logique et refaire, en quelque sorte, un nouveau code que d'arriver à une autre conclusion.

Nous refusons également à l'héritier le droit d'habiter *gratuitement* les locaux occupés par le défunt. Cette solution est parfois rigoureuse, surtout s'il s'agit d'un mineur ou d'un interdit. Cette rigueur même la fait repousser par plusieurs auteurs, d'autant plus, dit-on, que l'intérêt des créanciers et légataires n'est pas en jeu, puisqu'il leur est loisible de poursuivre eux-mêmes la vente.

Mais outre que la raison sentiment n'a aucune valeur juridique, il faut voir dans l'occupation des immeubles héréditaires un acte d'appropriation des plus caractérisés, qui n'est l'apanage que d'un propriétaire absolument

1) DEMOLOMBE, t. XV, p^e 177.

libre, et qui permettrait à l'héritier de s'enrichir aux dépens de la succession, c'est-à-dire, le plus souvent, des créanciers. Une seule raison pourrait autoriser cette occupation, sa nécessité pour l'administration (1). C'est un tempérament très important à la rigueur de notre opinion car, en fait, il sera presque toujours très facile d'arguer de cette nécessité pour justifier cette occupation.

A plus forte raison, l'héritier ne pourra se nourrir aux dépens de la succession. Il doit être rendu compte de tous les fruits aux créanciers. Certains auteurs donnent néanmoins aux tribunaux le droit d'accorder à l'héritier une provision sur les denrées de la succession, s'il est dans la misère et si l'actif est évidemment supérieur au passif. Un argument d'analogie tiré de l'article 530 du Code de commerce milite en faveur de cette théorie (2). Ces raisons ne sont pas péremptoires. L'héritier a droit uniquement au reliquat et il peut être dangereux de lui donner l'occasion d'entamer la part réservée aux créanciers. De plus, pourquoi accepter sous bénéfice d'inventaire si, dès à présent, on est fixé sur le résultat de la liquidation à venir. Quant à ceux pour qui l'acceptation bénéficiaire est une obligation, ils ne peuvent encourir la déchéance pour inobservation des prescriptions légales ; il n'y aura donc aucun inconvénient à ce qu'ils

(1) LAURENT, t. X, n° 144. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1352. Contra DEMOLOMBE, t. XV, n° 177. LE TELLYER, II, n° 1026.

(2) DEMOLOMBE, t. X, n° 178.

prélèvent eux-mêmes, sans aucune autorisation, la provision dont il s'agit si la succession est sûrement bonne, la caution et la responsabilité en dommages-intérêts suffisant à garantir les créanciers. Enfin, l'article 530 du Code de commerce n'a aucune valeur en tant qu'argument d'analogie. C'est un texte tout spécial dont, par conséquent, on doit limiter strictement l'application. Du reste, les motifs qui ont dicté cet article ne se retrouvent nullement dans notre hypothèse (1).

Il faut toutefois se garder de conclure que la déchéance sera encourue par le fait seul que quelques objets relatés à l'inventaire ne seront pas représentés. Ce serait de prime abord considérer l'héritier en faute et de mauvaise foi, ce que rien n'autorise. Ces objets peuvent avoir été perdus ou volés auquel cas l'héritier ne serait tenu d'en restituer la valeur que si sa faute était démontrée. La solution serait toute différente au cas de fraude, mais alors, on serait en présence de la déchéance pour recel (art. 801, C. civ.).

Il faudrait voir une appropriation, et par suite un acte entraînant déchéance dans le fait par l'héritier de se constituer en dot les biens de la succession. Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord sur ce point (2).

(1) Conf. LAURENT, t. X, n° 144. BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1350.

(2) Cass. req., 6 juin 1849 ; D. 1849. I. 315. Grenoble, 18 juill. 1888. J. Grenoble, 1888, p. 244.

§ IV. — Aliénations à titre onéreux autres que la vente.

2) Transactions.

Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction (art. 2045, C. civ.).

Par conséquent, la transaction doit en principe être interdite à l'héritier bénéficiaire sous peine de déchéance. Doctrine et jurisprudence sont d'accord sur ce point (1). On admet toutefois que la transaction est valable quand elle porte sur des actes d'administration permis à l'héritier bénéficiaire (2).

Cela est conforme à l'équité et s'explique en fait. Mais au point de vue du droit, nous estimons que cette distinction est regrettable et qu'il faut la rejeter comme peu juridique. Dans l'article 1045 du Code civil, nous ne trouvons aucune distinction, et ce n'est pas ajouter à ce texte de dire que *dans tous les cas* celui qui transige devra avoir la capacité de disposer. Ne pouvant disposer, le bénéficiaire ne pourra transiger en aucune façon, sans devenir héritier pur et simple.

Cela est si vrai qu'une fois le principe mis en brèche,

(1) Cass. req., 3 juill. 1854 ; S. 1854. 1. 485. Cass. req., 25 juill. 1867 ; S. 1868. 1. 12. Toulouse, 16 mars 1882 ; S. 1883. 2. 73. Toulouse, 4 janv. 1893. *Gaz. trib. Midi*, 31 janv. 1892.

(2) Cass., 27 juill. 1867. Toulouse, 16 mars 1882 précité. Nancy, 1^{re} fév. 1884 sous cass. ; D. 1888. 1. 145.

les partisans de l'opinion que nous combattons élargissent de suite la licence qu'ils accordaient d'abord en permettant la transaction toutes les fois où le gage des créanciers ne sera ni diminué ni même mis en péril comme par exemple au cas où elle aurait lieu avec un légataire (1). S'il existe des circonstances où il est évident que le gage des créanciers ne sera pas mis en péril il en est d'autres où cela apparaîtra moins clairement. Quelle décision prendre ? Il nous semble que l'insécurité deviendra grande pour les créanciers. Il faut éviter cet écueil, et le meilleur moyen est de repousser une distinction qui n'a de base dans aucun texte.

Dans une hypothèse spéciale on a jugé que la transaction devait être permise à l'héritier : elle concernait un procès intenté par lui. Il peut se désister purement et simplement *a fortiori*, le pourra-t-il s'il reçoit une compensation (2). Mais désistement et transaction sont deux. Se désister d'une instance n'entraîne qu'une renonciation à la procédure en cours et non pas au droit lui-même. Transiger, au contraire, emporte extinction complète du droit et abandon de tout recours contre l'autre partie. Il y a là deux effets absolument différents qui doivent exclure toute idée de rapprochement entre le désistement et la transaction.

La transaction sur l'exercice du retrait successoral

(1) Lyon, 19 juin 1863, *Rec. arr. Lyon*, 1863, p. 315. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *op. cit.*, n° 1357.

(2) Trib. Seine, 5 fév. 1848 rapporté par Bertin, t. II, p. 117.

doit cependant être permise à l'héritier bénéficiaire. Mais il n'y a pas là une exception au principe que nous avons admis. Le retrait successoral n'est pas un droit qui dépend de la succession, c'est un droit propre à tout héritier et que confère la seule qualité d'héritier. Dans ces conditions il n'y a pas de motif pour interdire la transaction. Bien plus elle devra presque toujours être tentée, l'exercice du retrait successoral étant soumis au droit commun en ce qui concerne le préliminaire de conciliation (1).

Ici encore, comme pour les autres actes, l'autorisation du tribunal sera impuissante pour suppléer à l'incapacité du bénéficiaire.

On a soutenu, et il a même été jugé que l'interdiction de la transaction n'existait pas pour les mineurs en partant de cette idée, que l'article 467 du Code civil autorise le tuteur à transiger sans aucune distinction (2). Cela serait vrai si l'administration du tuteur et celle du bénéficiaire avaient un but identique. Or, la première est établie dans l'intérêt unique du mineur, alors que la seconde, nous le savons, est établie autant dans l'intérêt des créanciers que dans celui du bénéficiaire. La situation n'est donc pas la même. Par conséquent, le tuteur du mineur héritier bénéficiaire devra satisfaire aux règles de l'une et de l'autre admi-

(1) Bordeaux, 16 mars 1832; D. 1832. 2. 168.

(2) Trib. Seine, 6 mai 1851 rapporté par Bertin, Ch. du Conseil, t. I, p. 555.

nistration, ce qui revient à dire que la transaction lui est interdite aussi bien qu'à un bénéficiaire majeur.

β) Compromis.

Le compromis est un acte qui, comme la transaction, exige la capacité d'aliéner chez celui qui compromet. Par conséquent, les règles que nous venons de voir trouvent ici leur application, c'est-à-dire que le bénéficiaire ne pourra compromettre sans encourir la déchéance.

Certains auteurs appliquant de tous points le système qu'ils admettent pour la transaction pensent que le compromis doit être permis à l'héritier bénéficiaire s'il a trait à des actes d'administration, par exemple relativement aux difficultés survenues avec les fermiers, ou plus généralement s'il porte sur la jouissance des biens (1).

Pour les mêmes motifs que ci-dessus, nous ne partageons pas cette opinion.

γ) Echange et dation en paiement.

L'échange et la dation en paiement sont également deux actes de disposition interdits à l'héritier bénéfi-

(1) Nancy, 1^{er} fév. 1884. Sous cass. ; D. 1888. .1. 145. TOULLIER, t. IV, n° 361. DEMOLOMBE, t. XV, n° 268. BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1359. En notre sens. LAURENT, t. IX, n° 403 *ter* et les autorités citées.

ciaire. Ce sont des actes purement volontaires et pour lesquels on ne peut songer à appliquer les règles de la vente, affiches, enchères, etc.

δ) *Partage.*

Nous avons reconnu à l'héritier le droit d'exercer librement toutes les actions héréditaires. Le partage de la succession est une de ces actions et nul ne peut en contester l'exercice à l'héritier, d'autant plus qu'il n'en résultera aucun préjudice pour les créanciers, le partage ayant seulement pour but et pour effet de déterminer la part définitive revenant à chaque héritier dans la succession (1). Il est inutile par conséquent de rechercher une analogie quelconque de notre matière avec d'autres hypothèses prévues au Code civil et d'exiger pour le partage, comme le fait Demolombe, une autorisation du tribunal en se fondant sur l'article 465 du Code civil (2).

Mais doit-on autoriser l'héritier à participer à un partage quelconque, un partage amiable notamment, ou bien devra-t-il toujours, sous peine de déchéance, employer les formalités du partage judiciaire?

On est à peu près d'accord pour décider que l'héritier

(1) Toulouse, 5 fév. 1883. *Rep. not.*, 1883, p. 543. Toulouse, 7 déc. 1904; *J. Not.*, 1905, p. 149. Trib. civ. Auxerre, 11 janv. 1905. *Le Droit*, du 24 janv. 1905, avec note.

(2) DEMOLOMBE, t. XV, n° 268.

peut participer à un partage amiable sous ce motif que le partage n'emporte pas aliénation et que les créanciers sont suffisamment protégés par le droit d'opposition qui leur est concédé par l'article 882 du Code civil. Du reste, aucun texte n'exige, pour le partage, l'emploi de formes spéciales et assimiler le bénéficiaire à un mineur pour tous les actes de la liquidation et, partant de là, soumettre le partage à l'autorisation de la justice, serait une exagération. De plus, comme la loi ne parle de cette autorisation que pour une seule nature d'actes, les ventes d'immeubles, il faut en conclure, d'après un grand principe d'interprétation des lois, qu'il n'y a pas lieu d'étendre cette disposition.

N'allons cependant pas trop loin. Ce que nous venons de dire ne s'applique qu'au partage en nature. S'il y a licitation et qu'un étranger soit déclaré adjudicataire, il y aura vente véritable. Par conséquent, toutes les fois où les étrangers seront susceptibles de devenir acquéreurs, c'est-à-dire toutes les fois où les étrangers seront admis au partage, les formalités de la vente devront être remplies. Mais en revanche, si les étrangers ne sont pas admis à la licitation, il n'y a qu'un partage, acte déclaratif qui se trouve en quelque sorte n'être qu'un partage en nature pour lequel aucune forme spéciale ne peut être exigée.

Cette dernière opinion ne rallie pas tous les suffrages. On soutient, en effet, d'autre part, que dès qu'il y a licitation on est en présence d'une vente véritable en la

forme, que par suite on devra satisfaire aux formes exigées, ces dernières ayant pour but de protéger les créanciers en leur garantissant que l'immeuble atteindra sa vraie valeur (1). Telle n'est pas notre opinion.

(1) BAUDRY et WAILL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1279.

CHAPITRE III

VENTE DES BIENS HÉRÉDITAIRES

Nous abordons maintenant l'étude des actes spécialement prévus par la loi. Il sont peu nombreux, mais vu leur importance, ils nous arrêteront assez longtemps. Deux sont prévus au Code civil, la vente des meubles et celle des immeubles (art. 805 et 806), un autre au Code de procédure, la vente des rentes (art. 989). Quelques observations préliminaires sont utiles avant d'entreprendre l'étude détaillée de ce sujet.

Tout d'abord, remarquons que, comme pour tous les actes que nous venons de passer en revue, la qualité de propriétaire chez l'héritier lui permettra d'accomplir ces différentes ventes sans aucune formalité. Elles ne seront pas nulles. Seul, le bénéfice d'inventaire est en jeu. Le Code de procédure est formel à cet égard. *L'héritier bénéficiaire sera réputé héritier pur et simple s'il a vendu des immeubles sans se conformer aux règles du présent titre* (art. 988).

S'il y a lieu de procéder à la vente du mobilier et des

rentes dépendant de la succession, la vente sera faite suivant les règles prescrites pour la vente de ces sortes de biens à peine contre l'héritier bénéficiaire d'être réputé héritier pur et simple (art. 989).

Sur ce point, donc, pas de doute possible (1). La sanction sera la même et l'héritier encourrait la déchéance s'il chargeait directement un créancier de poursuivre la vente. Il aurait été trop facile par là d'éluder la loi.

Déchéance également si l'héritier substituait un autre mode de vente à celui indiqué par l'article 805 du Code civil, par exemple, si on lui laissait l'option de conserver les meubles pour le prix de l'estimation ou de les faire vendre (2).

Il en serait autrement, toutetois, si tous les créanciers et légataires étaient d'accord sur la suppression ou le changement des formalités prescrites. Celles-ci sont en effet établies uniquement dans le but de les protéger. Mais pour cela il faut que tous les créanciers et légataires donnent leur consentement et non pas seulement les créanciers connus. Nous ne sommes pas

(1) L'ancien droit était moins rigoureux. L'inobservation des formalités exigées n'entraînait pas déchéance, mais seulement une responsabilité pécuniaire pour l'héritier. Responsabilité limitée à la juste valeur des objets vendus pour les meubles et pour les immeubles, à l'obligation de payer une seconde fois, si les premiers créanciers désintéressés étaient postérieurs en hypothèque. De plus l'héritier s'exposait à des recours en garantie de la part des acheteurs évincés sur les actions hypothécaires des créanciers de la succession. POTHIER. *Des successions*, ch. III, sect. 3, art. 2, § 5.

(2) Cass., 19 fév. 1821 : S. et P. chr.

ici en matière de faillite, où une certaine majorité peut imposer sa manière de voir. Ce procédé est donc peu recommandable, tout péril n'est pas écarté, la réclamation d'un créancier retardataire ou la découverte d'un nouveau testament étant toujours possibles. Mais le créancier qui aura dispensé l'héritier de l'emploi des formes légales ne pourra revenir sur sa décision, alors même que d'autres créanciers refuseraient leur consentement. Il y a en effet une convention qui fait loi entre les parties.

Si l'héritier est créancier de la succession, il pourra poursuivre la vente des biens héréditaires de deux façons, suivant les formes spéciales prescrites au bénéficiaire, ou bien comme le ferait un simple créancier. Si au contraire il n'est pas créancier et qu'il agisse en cette qualité, il encourra la déchéance même s'il avait obtenu l'autorisation de justice (1). Mais pas de déchéance s'il peut invoquer une autre qualité que celle d'héritier bénéficiaire pour justifier la vente. C'est ainsi qu'une veuve, légataire universelle de son mari et qui accepte ce legs sous bénéfice d'inventaire, n'encourra pas la déchéance si elle a effectué sans formalités des actes de disposition de minime valeur en qualité de femme commune acceptant la communauté et administrant les biens qui la composent (2).

(1) Paris, 7 déc. 1822. S. et P. chr. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1352.

(2) Cass. req., 20 juin 1904 ; D. 1905. 1. 332.

Le but de la loi, en imposant des formes rigoureuses à l'héritier bénéficiaire, est d'empêcher la fraude et de protéger les créanciers. Partant de là, la jurisprudence a admis avec raison, croyons-nous, que si l'héritier emploie des formes plus protectrices que celles qui devaient l'être, par exemple, vente de meubles en suivant les formes de la vente des immeubles, il n'y aura pas déchéance (1). Sans doute cette solution n'est pas strictement conforme au texte, mais elle est en parfaite harmonie avec l'esprit de la loi. Nous verrons en effet que la déchéance est basée sur une présomption d'acceptation tacite de la part de l'héritier. Or, peut-on voir une acceptation tacite dans le fait d'employer des formes plus protectrices, et par suite plus rigoureuses que celles exigées par la loi pour empêcher cette acceptation tacite de se produire.

Une espèce particulière s'est présentée, qui montre jusqu'à quel point on a voulu pousser la rigueur des principes et l'exigence des formalités. Des héritiers bénéficiaires avaient procédé à la vente des meubles de la succession en se conformant de tous points à la loi. Seulement ils ne pouvaient représenter le procès-verbal constatant que l'apposition d'affiches avait eu lieu. Se basant sur l'article 619 du Code de procédure, aux termes duquel *l'apposition d'affiches sera constatée par exploit*, on a plaidé la déchéance. En toute rigueur cela

(1) Cass., 20 août 1845; D. 1845. 1. 373. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *op cit.*, n° 1363.

pouvait se soutenir, car une formalité qui n'est pas légalement constatée est censée n'avoir jamais été remplie. Mais, comme d'autre part, les héritiers justifiaient de la réalité de l'apposition des affiches par un procès-verbal émané du notaire qui avait procédé à l'adjudication, que même ils représentaient un exemplaire imprimé de ces affiches, la Cour de cassation a pu décider que la vente avait été faite régulièrement sans violer aucune loi (1).

De ce que les formalités sont prescrites dans l'intérêt des tiers, MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl en déduisent qu'elles sont d'ordre public, et que par suite le testateur lui-même ne saurait en dispenser l'héritier (2). Cela n'est pas douteux, l'intérêt des créanciers doit de toute évidence l'emporter. Il serait peu logique qu'un débiteur, par hypothèse, au-dessous de ses affaires, puisse régler de façon différente de la loi, après sa mort, la liquidation de biens, qui par l'effet de la séparation des patrimoines, sont et restent le gage exclusif des créanciers.

On trouve cependant un arrêt en sens contraire. Un testateur, dans le but de rendre sa succession purement mobilière, avait disposé que tous ses immeubles seraient vendus à la réquisition de son exécuteur testamentaire dans une forme indiquée et notamment par devant notaire, en présence des légataires et sur un

(1) Cass., 6 janv. 1845; D. 1845. 1. 81.

(2) BAUDRY ET WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1364.

cahier des charges dont la rédaction était confiée à l'exécuteur testamentaire. La Cour de cassation a décidé que cette disposition était valable, bien que les légataires aient accepté sous bénéfice d'inventaire (1).

Enfin, pour terminer sur ce sujet, la loi ne distinguant pas, les formalités de la vente sont obligatoires aussi bien pour l'administrateur judiciaire et pour les créanciers à qui il a été fait abandon, qu'au bénéficiaire lui-même (2).

§ I. — Vente des meubles.

La vente des meubles n'est pas obligatoire pour l'héritier. Nous en avons la preuve dans l'article 805 du Code civil : *S'il les représente en nature, il n'est tenu que de la dépréciation et de la détérioration survenue par sa négligence*. Ce qui ne veut pas dire que l'héritier peut se servir des meubles pour son usage personnel, nous lui avons refusé ce droit, mais qu'il répond de la détérioration causée par le temps qui use tout ou de la dépréciation causée par un changement de mode ou une circonstance quelconque et que dans ce cas il sera passible de dommages-intérêts (3).

L'héritier qui tient à mettre sa responsabilité à couvert a donc intérêt à vendre les meubles. Mais s'il se

(1) Cass., 17 avril 1855 ; D. 1855. 1. 201. *Pand. Fr.*, au mot *succession*, n° 3882.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1366.

(3) Trib. civ. Seine, 20 nov. 1903. *Gaz. trib.*, 12 fév. 1904.

range à cet avis, il doit se conformer à la loi qui lui impose des formes spéciales. En effet, aux termes de l'article 805, al. 1 du Code civil : *Il (l'héritier bénéficiaire) ne peut vendre les meubles de la succession que par le ministère d'un officier public et après les affiches et publications accoutumées.* Ces formes constituent une garantie pour les créanciers et empêchent que les meubles ne soient vendus à vil prix soit par complaisance, soit par négligence de l'héritier. Cette crainte du législateur était fondée, aussi règle-t-il cette matière d'une façon minutieuse ; non content d'en parler au Code civil, il s'en occupe d'une façon beaucoup plus complète et beaucoup plus précise au Code de procédure (art. 989, 945 et s.).

En ce qui nous concerne, nous ne voulons pas entrer dans le détail de ces formalités, considérant que cette matière purement intrinsèque n'offre que fort peu d'intérêt au point de vue théorique et doit être laissée à ceux qui traitent plus particulièrement de la procédure.

Plusieurs points nécessitent cependant quelques explications.

Et tout d'abord, quels sont les meubles visés par les articles 805 du Code civil et 989 du Code de Procédure civile ? Nous croyons utile de reproduire ici ces deux textes :

Il ne peut vendre les meubles de la succession que par le ministère d'un officier public aux enchères et

après les affiches et publications accoutumées. Art. 805 du Code civil).

S'il y a lieu de faire procéder à la vente du mobilier et des rentes dépendant de la succession, la vente sera faite suivant les formes prescrites pour la vente de ces sortes de biens, à peine contre l'héritier bénéficiaire d'être réputé héritier pur et simple. (Art. 989 du Code de procédure).

En rapprochant l'article 989 et l'article 945 du Code de procédure civile, il semble résulter avec évidence que le législateur ne vise dans les articles que nous venons de transcrire, que les meubles dont il a lui-même réglé le mode de vente sur saisie, c'est-à-dire les meubles corporels (art. 617 à 635 du Code de procédure) et parmi les meubles incorporels les rentes sur particuliers (art. 636 à 655 du Code de procédure) (1).

On a soutenu cependant que, dans nos articles, le mot *meuble* était employé dans le sens restreint de l'article 533 du Code civil, que par conséquent l'héritier n'était soumis à aucune entrave pour aliéner les pierres, livres, médailles, etc. (2). Il est impossible de se ranger à cet avis. Suivant ses propres termes, l'article 533 ne doit s'appliquer que lorsque le mot *meuble* est employé seul. Or, ici, l'opposition avec les immeubles

(1) DEMOLOMBE, t. XV, n° 275. AUBRY et RAU, t. VI, § 618, p. 451. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1371. *Pand. Fr.*, au mot *succession*, n° 3894.

(2) CHABOT, sur l'art. 805, n° 4.

est évidente, non pas dans nos articles, mais dans ceux qui les précèdent ou les suivent (art. 806 du Code civil et 987 du Code de procédure). Bien plus, l'article 989 du Code de procédure emploie le mot *mobilier* qui, d'après l'article 535 du Code civil, désigne généralement tout ce qui est censé meuble.

D'autre part, c'est justement cette catégorie de meubles que l'on veut exclure que le législateur a en vue, et pour l'aliénation desquels la protection de la loi se faisait le plus vivement sentir (1).

Ainsi, en principe, tous les meubles seront vendus, conformément à l'article 805 du Code civil.

Les immeubles par destination tombent sous le coup de l'article 806 et seront vendus en même temps que le fonds auquel ils sont attachés.

Pour les denrées et les fruits qui se vendent habituellement au marché, et qui sont évidemment des meubles au sens propre du mot, il serait par trop rigoureux d'exiger l'emploi des formes légales, d'autant plus que même l'héritier qui n'a pas encore pris parti peut les aliéner librement.

Si l'on a cherché à restreindre l'application des articles 805 du Code civil et 989 du Code de procédure, en ce qui concerne les meubles corporels, on a voulu leur donner une application beaucoup trop extensive

(1) Conf. DEMOLOMBE, t. XV, n° 277. BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1370.

relativement aux meubles incorporels. D'après nous ces deux articles ne visent que les rentes sur particuliers, ainsi que le prouve le mot « rente » de l'art. 989 du Code de procédure et qui n'aurait aucun sens et ne serait qu'une redondance si cet article s'appliquait aux créances et à tous les meubles incorporels sans distinction. Ne désignant qu'un seul meuble incorporel à côté des expressions générales meuble et mobilier, le législateur a bien spécifié par là qu'il n'entendait soumettre à des formes spéciales que la vente d'une seule catégorie de meubles incorporels, les rentes sur particuliers. (1)

Ainsi donc l'héritier pourra sans formalités et sans compromettre sa qualité, vendre des créances, un fonds de commerce, un brevet d'invention, un droit de propriété littéraire ou artistique. Même solution pour une cession d'office pour laquelle une vente aux enchères serait du reste inconcevable (2).

Les valeurs mobilières elles-mêmes sont susceptibles d'être vendues à la Bourse sans autre formalité. Elles peuvent même faire l'objet d'une vente amiable. Ce sont les meubles incorporels au sujet desquels une vente offre le moins de danger; le cours en est connu de tous, toute fraude serait facilement découverte.

Ayant déterminé les meubles qui ne pourront être

(1) Cf. DEMOLOMBE, t. XV, n° 277. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1370.

(2) Trib. civ. Langres, 13 fév. 1891. *Rep. Not.*, 1891, p. 452.

vendus sans formes spéciales, nous devons faire quelques remarques sur ces formes elles-mêmes.

Bien qu'on ait soutenu le contraire (1), il faudra appeler à la vente les parties ayant le droit d'assister à l'inventaire si elles demeurent ou ont élu domicile dans la distance de cinq myriamètres (2).

C'est à l'héritier que revient le droit de choisir sans contrôle l'officier public qui procédera à la vente. Aucun texte ne lui impose de recourir à une autorité quelconque (3).

Enfin le lieu de la vente sera celui de la situation des effets, à moins que le Président du tribunal de ce lieu ne désigne un autre lieu.

L'article 805 du Code civil doit-il être interprété strictement ou bien n'y a-t-il pas lieu d'ajouter certaines formalités à celles qu'il exige déjà et notamment l'autorisation du tribunal ?

Une opinion se range à ce dernier parti et invoque en se sens de nombreux arguments. D'abord les articles 796 du Code civil et 986 du Code de procédure civile qui exigent cette autorisation dans des cas particuliers, puis l'article 77, § 12 du tarif du 10 février 1807 qui alloue les frais d'une requête pour demande d'autorisation de procéder à la vente d'effets mobi-

(1) TAMBOUR, p. 232. DEMOLOMBE, t. XV, n° 182.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. de succ.*, n° 1373.

(3) Paris, 19 mars 1852; D. 1852. 2. 215. En sens contr. Rouen 1^{er} août 1845; D. 1846. 2. 13, qui décide que cette désignation doit être faite par le président du tribunal civil.

liers dépendant d'une succession, enfin, dit-on, la nécessité d'une autorisation de justice a été proclamée au corps législatif dans l'exposé des motifs de la seconde partie du livre II du Code de procédure (1).

Nous ne pouvons souscrire à ce système pour cette raison toute simple que les formalités prescrites par la loi sont rigoureuses, que par suite elles doivent être de stricte interprétation et aussi en raison de cette idée déjà énoncée qu'il faut un texte spécial pour restreindre les pouvoirs du bénéficiaire.

Que valent les arguments de l'opinion adverse ? Les articles 796 du Code civil et 986 du Code de procédure civile parlent bien en effet d'une autorisation ; seulement ils n'ont trait qu'à l'héritier qui n'a pas encore pris parti et qui par conséquent n'a qu'une capacité très limitée. Il y a donc là une erreur qui s'explique en fait parce que les deux articles invoqués ne se trouvent pas à leur place dans la section « du bénéfice d'inventaire »,

D'autre part, si l'article 77, paragraphe 12 du tarif du 10 février 1807 alloue les frais d'une requête pour demande d'autorisation à accorder à l'habile à succéder *sans attribution de qualité*, il passe complètement sous silence le cas de l'héritier bénéficiaire (2).

(1) Rouen, 11 déc. 1845. *P. F.*, 1846. 1. 57. Cass., 7 déc. 1853; S. 1854. 1. 177. Paris, 27 fév. 1894. *Gaz. Pal.*, 1894. 1, table. V. succession, n° 23. DURANTON, t. VII, n° 26. MASSÉ et VERGÉ, t. II, p. 347.

(2) DEMOLOMBE, t. XV, n° 281. LAURENT, t. X, n° 148 et 149. BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1374. Cass., 19 fév. 1821; S. et P. chr. Paris, 19 mars, 1852; D. 1852. 2. 215. Trib. de Mayenne, 16 nov. 1876. *J. N.* art. 21,686. Trib. Seine, 25 juin 1884. *La Loi* du 18 juill. 1884. Amiens, 22 avril 1891. *P. F.*, 1892. 2. 108.

Quant à la déclaration faite au corps législatif, elle n'est pas décisive, attendu que les travaux préparatoires ne peuvent tenir lieu de loi.

Ainsi pas d'autorisation de justice (et même si on la demandait le tribunal devrait la refuser) ni pour les ventes de créances (1), ni pour les ventes de fonds de commerce (2) ni pour la vente de propriétés littéraires ou de brevets d'invention, ni pour les cessions d'offices. Toutefois, dans ce dernier cas, la pratique est contraire (3). Enfin, l'autorisation de justice est inutile pour la vente des valeurs mobilières (4).

Sur un point, toutefois, il existe une controverse importante sur laquelle nous devons nous arrêter. Nous voulons parler de l'aliénation des rentes sur l'Etat. Un avis du Conseil d'Etat du 17 novembre 1807, approuvé le 11 janvier 1808 (5), impose à l'héritier bénéficiaire l'obligation d'obtenir l'autorisation de justice pour aliéner les rentes sur l'Etat dépendant de la succession, lorsqu'elles dépasseront le chiffre de 50 francs de rentes, lui déclarant applicable la loi du 24 mars 1806 relative aux mineurs. Jusqu'à la loi du 27 février 1880, ces prescriptions ont été appliquées sans difficulté (6). Mais

(1) Paris, 19 mars 1852 précité. Trib. Sens, 13 août 1885. *Gaz. Pal.*, 1885. 2. 300.

(2) Trib. Seine, 30 nov. 1849, 22 fév. et 11 mai 1850 rapportés par Berlin, t. II, pp. 272. et s.

(3) En ce sens de Belleyne. Ordonnances, p. 333, qui exige en outre p. 337, l'avis préalable de la chambre des notaires en ce qui concerne le prix.

(4) Amiens, 22 avril 1891 précité. Mayenne, 16 nov. 1876 précité.

(5) FUZIER HERMAN, art. 805 note.

(6) Paris, 24 déc. 1860 ; D. 1861. 5. 513.

depuis cette loi, dont l'article 12 abroge expressément la loi de 1806, on s'est demandé si l'abrogation ne portait que sur la distinction écrite dans la loi de 1806 et laissait subsister dans son entier l'avis du Conseil d'Etat ; et si, par suite, l'autorisation de justice devenait indispensable dans tous les cas, que la rente soit ou non supérieure à 50 francs ; ou bien au contraire, si cette abrogation étant plus complète, la nécessité de l'autorisation de justice disparaissait. En d'autres termes, l'article 12 de la loi du 27 février 1880, en abrogeant la loi du 24 mars 1806, a-t-il ou non, par voie de conséquence, rendu inapplicable l'avis du Conseil d'Etat de 1808 ?

Un arrêt de la Cour de Cassation du 4 avril 1881 s'est prononcé pour la négative. Voici comment il est motivé : « Attendu que d'après l'avis du Conseil d'Etat approuvé le 11 janvier 1808 et inséré au *Bulletin des lois* sous le n° 2946, il est interdit en principe à l'héritier bénéficiaire d'aliéner, sans y être autorisé par la justice, toutes les inscriptions de rentes sur l'Etat dépendant de la succession qu'il administre ; que toutefois le même avis déclarait applicable aux héritiers bénéficiaires, le tempérament apporté à la rigueur des principes par les articles 1 et 2 de la loi du 24 mars 1806, lesquels permettaient aux tuteurs des mineurs et interdits ainsi qu'aux mineurs émancipés assistés de leurs curateurs, de transférer sans autorisation les inscriptions de rentes au-dessous de 50 francs.

« Attendu que l'article 12 de la loi du 27 février 1880 ayant abrogé la loi du 24 mars 1806, la distinction établie par cette loi entre les inscriptions de rentes au dessus et au-dessous de 50 francs ne peut plus subsister et qu'elle est d'ailleurs surabondamment écartée en ce qui concerne les tuteurs des mineurs ou interdits par l'article 1^{er} de la loi nouvelle qui les assujettit en termes généraux et absolus à n'aliéner aucune rente ou autre meuble incorporel appartenant à leur pupille sans y être autorisés par le conseil de famille.

« Attendu que l'abrogation ci-dessus rappelée ne permet pas davantage de maintenir la distinction dont il s'agit à l'égard des héritiers bénéficiaires. Que seul le principe posé dans l'avis précité du Conseil d'Etat conserve son empire et le conserve sans être limité dans son application par une restriction que la loi elle-même a effacée (1)... »

En résumé, cet arrêt voit dans l'avis du Conseil d'Etat de 1808 un principe et une exception. Le principe : le bénéficiaire ne pourra aliéner aucune rente sur l'Etat sans autorisation de justice. L'exception : les dispositions de la loi du 24 mars 1806 permettant aux tuteurs de mineurs et d'interdits d'aliéner les rentes au-dessous de 50 francs sans autorisation, sont applicables à l'héritier bénéficiaire. La loi de 1880 n'abroge que l'exception et laisse subsister le principe. Dès lors on se

(1) Cass., 4 avril 1881 ; D. 1881. 1. 241.

rend compte que cet arrêt laisse une forte prise à la critique. Il est impossible que la loi de 1880 ait abrogé une partie du décret de 1808 tout en laissant subsister l'autre (1).

Nous croyons plutôt et en cela nous partageons l'opinion de MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (2) qu'il faut reconnaître à l'héritier le droit d'aliéner en toute liberté les rentes sur l'Etat dépendant de la succession comme une simple valeur mobilière. Il suffit pour cela de se reporter au principe que nous avons énoncé déjà plusieurs fois, que le bénéfice d'inventaire n'enlève pas à l'héritier sa qualité de propriétaire et que par suite ses droits ne subissent de restriction qu'en vertu d'un texte formel. En conséquence, l'avis de 1808 venant à disparaître, il est juste qu'il recouvre pleine liberté à cet égard. La distinction proposée dans l'arrêt précité ne pourrait être admise que si le prétendu principe de 1808 était un principe de droit commun. Or le droit commun dit exactement le contraire.

L'erreur, en somme, se trouve dans la fausse notion que l'on a de l'héritier. On veut le considérer uniquement comme administrateur, nous nous sommes efforcés de démontrer que cette qualité n'était que secondaire chez lui.

Quoi qu'il en soit, la Cour de cassation s'étant nette-

(1) Conf. note sous cass., 4 avril 1881, précité.

(2) BAUDRY et WAHL, *Tr. des succ.*, t. II, n° 1375.

ment prononcée, on est obligé, en pratique, de se conformer à sa décision, ce qui est regrettable, car elle a pour effet d'augmenter les frais de la liquidation et d'en retarder l'issue, tout en surchargeant les tribunaux de demandes d'autorisation.

M. Planiol (1) a proposé sur ce point un système intermédiaire. Pour lui, l'abrogation contenue dans la loi de 1880 ne viserait que les mineurs. Par conséquent, elle ne toucherait nullement les héritiers bénéficiaires pour qui la loi de 1806 et le décret de 1808 subsisteraient intégralement. C'est du reste en ce sens que s'était prononcé le tribunal de la Seine dans son jugement du 4 juin 1880, cassé par l'arrêt du 4 avril 1881. Mais comme l'observent MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, il paraît bien difficile de maintenir dans une certaine situation une loi radicalement abrogée d'autre part (2).

Une raison de plus vient fortifier notre conviction et nous incite à croire que notre opinion est la vraie. C'est que la Cour de cassation n'a pu pousser jusqu'au bout les conséquences de son arrêt. En effet, si la solution qu'elle donne est exacte, elle doit s'appliquer à tous les héritiers bénéficiaires sans distinction, même à ceux qui sont tenus d'accepter sous bénéfice d'inventaire. Or, dans un arrêt du 13 août 1883 (3), la Cour de cassation a décidé qu'un mineur émancipé par le mariage n'avait

(1) *Revue critique*, 1882, p. 127.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1375.

(3) Cass., 13 août 1883 ; D. 1884. I. 103.

pas besoin d'autorisation de justice pour aliéner les rentes sur l'Etat d'une succession à lui échue et acceptée sous bénéfice d'inventaire.

En effet, d'une part, les formalités de la loi de 1880 ne sont pas applicables au mineur émancipé par le mariage et l'assistance du curateur, seule, lui suffit pour aliéner valablement ses meubles incorporels. D'autre part, ajoute l'arrêt en terminant, les restrictions résultant de l'avis du Conseil d'État du 11 janvier 1808 ne concernent que les héritiers bénéficiaires qui sont *administrateurs comptables*, ce qui laisse en dehors les mineurs et les interdits dont la situation légale reste fixée par les lois qui leur sont propres. En un mot, l'avis de 1808 n'est applicable qu'aux héritiers bénéficiaires volontaires.

Il faut souscrire à la conclusion de cet arrêt en tant qu'il autorise la libre aliénation des rentes, mais on ne peut admettre ses motifs qui sont en contradiction formelle avec l'arrêt précédemment critiqué. La nouvelle distinction entre l'acceptation bénéficiaire forcée ou volontaire est invoquée ici pour la première fois et on peut le dire, pour les besoins de la cause. Elle n'est exprimée nulle part. On reconnaît au contraire qu'en toute hypothèse l'acceptation bénéficiaire doit produire les mêmes effets.

Si l'on met en regard ces deux arrêts, de nouvelles critiques deviennent faciles à formuler. L'autorisation judiciaire exigée pour l'héritier bénéficiaire ordinaire

qui, à d'autres égards, jouit d'une entière capacité, n'a d'autre but que de garantir les créanciers et légataires. Or, le besoin de garantie ne se fait-il pas sentir tout autant, que l'héritier soit majeur ou mineur, et même beaucoup plus s'il est mineur, puisque dans ce cas sa capacité ordinaire est moins étendue. Enfin, chose curieuse, le mineur émancipé par le mariage pourra jusqu'à vingt et un ans aliéner les rentes sur l'Etat avec la seule assistance de son curateur ; parvenu à cet âge, pour le même acte, il lui faudra l'autorisation de justice, en sorte qu'il recevra de sa majorité une diminution au lieu d'un accroissement de capacité (1).

La logique conduisait donc à prendre la même décision dans ces deux affaires. La Cour ne l'a pas fait, se déjugant en quelque sorte. On a pensé qu'il y avait là une réaction contre la jurisprudence qui exige l'autorisation de justice dans un cas où la loi n'en parle pas. Pour nous la contradiction de ces deux arrêts est une preuve manifeste que la théorie que nous avons admise est la seule véritable.

Ainsi, pleine capacité pour l'héritier bénéficiaire d'aliéner les rentes sur l'Etat.

Il faut admettre la même solution pour les actions de la Banque de France au sujet desquelles la même controverse pourrait s'élever. Un décret du 25 septembre 1813 exigea que les tuteurs prennent l'autorisation du

(1) Conf. LYON-CAEN, note SYREY, 1883. 1. 177. DEMANTE, t. III, n° 128 bis. BAUDRY et WAHL. *Op. cit.*, n° 1376.

conseil de famille pour l'aliénation de plus d'une action de la Banque de France appartenant à un mineur. Dès lors la jurisprudence étendant l'application du décret de 1808 exigea que l'héritier bénéficiaire soit autorisé de justice pour de semblables aliénations. La loi de 1880 fait donc naître la même question que pour les rentes sur l'Etat. Et à notre avis il faut y répondre de la même façon. La question ne s'est pas présentée devant les tribunaux.

L'autorisation de justice exigée par la jurisprudence sera donnée conformément aux principes de la juridiction gracieuse par le tribunal en chambre du conseil et non par le président (1).

Et maintenant, quel emploi sera-t-il fait du prix résultant de la vente? A moins d'opposition entre ses mains, l'officier public qui a procédé à la vente pourra et même devra le remettre à l'héritier. Aucun texte n'exige la consignation. L'officier public, en ce faisant, n'a donc pas lieu de craindre pour sa responsabilité. Néanmoins, nous croyons qu'il commettrait une faute grave en agissant de la sorte si l'insolvabilité de la succession et de l'héritier était notoire. Tout au plus pourrait-on soutenir que dans ce cas, sa responsabilité est atténuée par la négligence des créanciers qui auraient dû faire opposition.

(1) Trib. Seine, 5 avril 1850, 11 et 22 déc. 1851 rapportés par Bertin. Ch. du Cons. II, n° 1210, 2^e éd.

Si, au contraire, l'officier public a reçu des oppositions, il devra consigner le prix, faute de quoi, il sera passible de dommages-intérêts. Il tombe, en outre, sous le coup d'une action disciplinaire. En présence d'opposition, l'héritier devra également consigner sous la même sanction. Il ne pourrait invoquer pour sa défense que le prix est resté entre les mains de l'huissier. Il pourrait même être tenu de rembourser le capital (1).

Terminons ce paragraphe un peu long, en citant un cas tout spécial, régi par des règles propres et où l'inobservation des formalités prescrites par la loi n'entraînera pas déchéance.

C'est l'hypothèse où un créancier gagiste du défunt en vertu de l'article 2078 du Code civil se fait attribuer en paiement jusqu'à due concurrence l'objet qu'il a reçu en gage d'après une estimation faite par experts. Dans ce cas, le droit du créancier gagiste étant antérieur à l'acceptation bénéficiaire doit être le plus fort, les effets du bénéfice d'inventaire ne pouvant rétroagir. Par conséquent, bien qu'on soit en présence d'une sorte de vente, l'héritier ne sera pas responsable et, par suite, il ne pourra opposer aucune exception à l'exercice du droit du créancier gagiste (2).

(1) Rouen, 20 déc. 1879 sous cass., 17 août 1880 ; S. 1882. 1. 400.

(2) Cass., 1^{er} juillet 1856 ; D. 1856. 1. 274. Contra BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1405.

§ II. — Vente des immeubles.

Pas plus que pour les meubles, la vente des immeubles n'est obligatoire pour l'héritier. Mais, « *Il ne peut vendre les immeubles que dans les formes prescrites par les lois sur la procédure. Il est tenu d'en délèguer le prix aux créanciers hypothécaires qui se sont fait connaître* » (art. 806). Ces formalités sont indiquées par les articles 987 et 988 du Code de procédure civile.

Si l'on se reporte à ces deux articles, on voit tout d'abord que la vente des immeubles ne pourra être ordonnée que par le tribunal du lieu d'ouverture de la succession. Ce ne sera donc pas forcément le tribunal du lieu où les biens sont situés.

En second lieu, la procédure s'ouvre par une requête et dès lors suivent toutes les formes auxquelles sont soumises les ventes d'immeubles appartenant à des mineurs. La requête serait, toutefois, inutile, si une première demande en compte, liquidation, partage et licitation de la succession a déjà été formée par un autre héritier par acte d'ajournement (1). Le bénéficiaire, dans ce cas, n'aura pas à craindre la déchéance pour inobservation des formes, puisque ce n'est pas lui qui poursuit la vente.

Le tribunal ne peut refuser d'ordonner la vente. Il

(1) Dijon, 20 mars 1899. *Gaz. trib.*, 7 sept. 1899.

pourra ordonner une seconde adjudication en baissant la mise à prix ou en modifiant la composition des lots, si la première n'a pas réussi. Mais il ne pourrait ordonner une vente amiable (1).

En principe, c'est l'héritier bénéficiaire et non le juge qui fixe les conditions de la vente.

En troisième lieu, et c'est là une différence très importante avec la vente du mobilier, la vente des immeubles ne pourra se faire sans être autorisée de justice. Quelle est la raison de cette différence ? On peut dire qu'elle repose sur l'axiome *res mobilis, res vilis*, le législateur considérant les meubles comme valeur négligeable. On sait que cet axiome est aujourd'hui suranné, en sorte que nous nous trouvons en présence d'un défaut d'harmonie qui constitue une véritable imperfection de notre droit.

Du reste, à quoi sert au juste cette autorisation, puisque le tribunal ne peut la refuser ? A faire modifier les conditions de la vente ? C'est un avantage bien faible en raison des lenteurs et des frais occasionnés.

Comme pour la vente du mobilier, l'héritier pourra, s'il est créancier du *de cujus*, poursuivre la vente en qualité de bénéficiaire ou en qualité de créancier. Dans ce dernier cas, il pourra utiliser les formes de la saisie différentes de celles de l'article 806.

(1) Trib. civ. Seine, 16 fév. 1848 rapp. par Bertin. Ch. du Cons., t. II. n° 1195, 2^e éd.

A quels immeubles s'applique l'article 806 du Code civil? Ce dernier ne faisant pas de distinction, on doit décider qu'il s'applique à tous les immeubles sans distinction, même les immeubles par destination et par détermination de la loi. Les immeubles par destination échappent toutefois à l'application de l'article 806 et sont régis par l'article 805 du Code civil, dès qu'ils sont mobilisés, c'est-à-dire s'ils sont vendus indépendamment du fonds auquel ils sont attachés (1).

L'article 806 du Code civil s'appliquera-t-il également aux actes que l'on a coutume d'assimiler à la vente, l'échange, la dation en paiement? Nullement, car les formes exigées sont incompatibles avec la nature de ces actes, qui par suite se trouvent interdits au bénéficiaire.

Bien que dans ce cas les formalités légales ne peuvent être remplies, on considère l'héritier bénéficiaire comme capable d'accepter les offres amiables qui lui sont faites au cours d'une expropriation pour cause d'utilité publique. La fraude est impossible, le prix étant fixé par de tierces personnes (2).

Contrairement à ce que nous avons vu pour les meubles, la loi, dans un cas tout au moins, détermine l'emploi que l'héritier devra faire du prix des immeubles. *Il est tenu d'en déléguer le prix aux créanciers*

(1) Paris, 4 fév. 1846. ; D. 1846. 1. 140.

(2) Trib. civ. Seine, 13 avril 1850 rapp. par Bertin. Ch. du Cons. II, n° 1200, 2^e éd.

hypothécaires qui se sont fait connaître (art. 806 du Code civil *in fine*). C'est une exception à la règle que l'héritier peut toucher toutes les créances héréditaires.

Le but de la loi est de faciliter par là une distribution amiable. La délégation devra naturellement être faite en suivant le rang des inscriptions.

Les créanciers chirographaires, eux, n'ont pas droit à cette délégation et à supposer même qu'ils fassent une saisie-arrêt en temps utile, ils ne pourraient évincer les créanciers hypothécaires, ni même concourir avec eux. Bien plus, on trouve un jugement disant qu'ils n'ont pas le droit de pratiquer une saisie-arrêt sur le prix de l'adjudication, tant que les créanciers hypothécaires ne sont pas complètement désintéressés ; ce qui revient à dire qu'ils n'ont droit qu'au reliquat (1).

Les mots « qui se sont fait connaître » n'ont pas de sens dans notre régime hypothécaire actuel. Ils ont trait à un autre système d'hypothèques occultes qui n'a pas été admis. Par conséquent, les créanciers hypothécaires ne seront pas tenus de faire notification à l'héritier, même les créanciers à hypothèque légale dispensée d'inscription. Toutefois les créanciers dont l'hypothèque est sujette à inscription devront être inscrits avant le décès pour pouvoir exiger la délégation (Code civil, art. 2146).

Remarquons que si la créance hypothécaire ou privi-

(1) Cass. req., 20 juin 1887 ; D. 1888. 1. 134.

légée est affectée d'un terme, cette modalité, comme une autre quelconque, devra être respectée, la délégation ne pouvant avoir pour effet de rendre exigible une créance qui ne l'est pas (1).

Il est donc inutile que le prix soit versé au bénéficiaire, les créanciers recevront directement le montant de ce qui leur est dû, à moins qu'ils ne soient en désaccord sur la valeur ou le rang de leur privilège, cas auquel un règlement judiciaire deviendrait nécessaire, sinon ce règlement judiciaire serait contraire au texte et à l'esprit de la loi et devrait être refusé à l'héritier qui le demanderait.

On dit bien que l'article 991 du Code, procédure civile, est contraire à cette opinion et qu'il déroge au texte formel de l'article 806 du Code civil, ce dernier étant rédigé conformément à un système hypothécaire occulte qui n'a pas prévalu. Mais comme le démontrent fort bien MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (2), cette idée n'est pas exacte. L'article 991 du Code, procédure civile, ne s'exprime pas en termes généraux. Son texte primitif portait il est vrai à la suite du texte actuel « dans la forme prescrite au titre de l'Ordre ». Mais le Tribunat a obtenu la suppression de ces derniers mots « comme contraires à l'article 806 qui veut que l'héritier bénéficiaire, en vendant les immeubles, soit tenu d'en déléguer le prix aux créanciers qui se sont fait con-

(1) V. cep. en sens contr. Cass., 2 fév. 1853 ; D. 1853. 1. 220.

(2) BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1395.

naître, parce qu'il est évident que lorsque les délégations sont régulières et qu'aucun créancier ne s'oppose à leur exécution, il n'y a pas lieu de former une procédure d'ordre (1) ».

Il est important de remarquer, que la délégation, pour pouvoir être opposée à l'adjudicataire doit être expresse et acceptée par les créanciers (2). Ne remplirait pas cette condition la clause que contiennent ordinairement les actes de vente, d'après laquelle l'acquéreur doit payer son prix aux créanciers inscrits (3).

Malgré la délégation expresse acceptée par les créanciers, le règlement amiable n'est pas forcément exécutoire contre l'adjudicataire. Ce dernier peut en effet avoir intérêt, et ce sera toujours prudent de sa part, à procéder à la purge avant de payer le prix. Une exception dilatoire lui serait par conséquent accordée si les créanciers lui notifiaient le règlement avec injonction de payer.

L'article 806 du Code civil ne s'oppose pas à ce que l'adjudicataire consigne son prix. L'héritier ne pourrait critiquer cette consignation qui tout en étant utile à l'adjudicataire, ne saurait en aucune façon nuire aux créanciers. Peu leur importe en effet de toucher leur argent de la main même de l'adjudicataire ou bien à la Caisse des dépôts.

(1) LOCRÉ, t. XXIII, p. 373.

(2) Cass., 8 fév. 1888 ; D., 1888. 1. 372.

(3) Tr. Carpentras, 12 août 1886. *Gaz. trib.* du 21 août 1886.

Dans tous les cas l'héritier ne peut prétendre qu'à l'excédent lorsque tous les créanciers hypothécaires sont désintéressés. Il ne pourrait prétendre, avant ce moment, à une provision,

Si, contrairement à ce que prescrit l'article 806, la délégation n'a pas lieu, et si le prix est irrégulièrement distribué, les droits du créancier non payé restent intacts. Il pourra notamment poursuivre le détenteur de l'immeuble. Plus simplement il aura un recours contre l'héritier qui, en touchant directement le prix de la vente, ou en n'effectuant pas la délégation prescrite, doit être considéré comme ayant commis une faute lourde et pourra être condamné à des dommages-intérêts. L'absence de délégation ne saurait entraîner déchéance du bénéfice d'inventaire.

C'est seulement en l'absence de créanciers hypothécaires que l'héritier pourra toucher directement le prix, et toutefois, seront versées à la Caisse des dépôts et consignations, « les sommes d'argent trouvées ou provenues de ventes et recouvrements dans une succession bénéficiaire, lorsque sur la demande de quelque créancier le tribunal aura ordonné la consignation (1) ».

(1) Ordonnance du 3 juillet 1816, art. 2.

CHAPITRE IV

DU PAIEMENT DES DETTES

Nous arrivons à l'étude de l'un des actes les plus importants de la liquidation des successions bénéficiaires. Ici encore, l'héritier est tenu de se conformer à des règles spéciales qu'il est nécessaire de bien mettre en lumière.

Rappelons d'abord que, si en principe le paiement est licite, la dation en paiement ne l'est pas, car c'est au fond une vente amiable qui rend impossible l'application des articles 805 et 806 du Code civil (1).

D'autre part, le paiement des dettes personnelles de l'héritier avec les biens héréditaires constituerait une double atteinte aux lois de notre matière comme dation en paiement et comme appropriation de biens de la succession. Cet acte entraînerait par conséquent déchéance.

Ayant capacité pour payer il sera possible à l'héritier

(1) Lyon, 26 nov. 1896. *Mon. jud.* Lyon, 27 fév. 1897.

de reconnaître une dette, à moins que cette reconnaissance ne soit le résultat d'une transaction (1).

Si le défunt était en état de faillite ou de liquidation judiciaire, l'héritier pourra solliciter et obtenir le concordat (art. 2 § 3 de la loi du 4 mars 1889). Bien qu'il ne soit pas tenu des dettes *ultra vires*, cela peut lui être utile s'il désire continuer le commerce du défunt.

Enfin, la novation d'une dette du défunt n'est qu'un acte d'administration, elle est par conséquent permise au bénéficiaire (2).

Ayant fait ces quelques remarques préliminaires, nous abordons la question plus importante et aussi plus délicate de l'ordre des paiements.

En droit romain et dans l'ancien droit français l'héritier bénéficiaire payait les créanciers à mesure qu'ils se présentaient (3).

Ce mode de répartition très rudimentaire est extrêmement défectueux. Il ne donne aucune garantie aux créanciers et laisse une large place à la fraude. Notre législateur ne pouvait tolérer une semblable imperfection. Tout en disposant dans l'article 808 du Code civil, que les créanciers et légataires seront payés à mesure

(1) Paris, 30 mai 1895. *Gaz. Pal.*, 1895, 2. 174.

(2) Cf. BAUDRY-LACANTINIERE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1405 à 1409.

(3) Loi Scimus de Justinien, § 4 à 6, liv. XXII. C. *De jure delib.*, 6. 30. BRETONNIER. *Quest.* V. Bénéf. d'inv., édit. 1783, p. 57. POTHIER. *Tr. des succ.*, ch. III, sect. 3, art. 2, § 6. DENISART. V. Bénéf. d'inv., n° 21. V. Cep. en sens contr. arr. en robes rouges du 2 avril 1577 rapporté par CHARONDAS. *Réponses*, liv. III, ch. XII, et liv. XII, ch. LIX.

qu'ils se présenteront, il a soin de spécifier qu'il en est autrement si des créanciers ont fait opposition. Cette opposition consiste dans la manifestation de volonté de la part d'un créancier du *de cujus*, qu'aucune distribution de deniers héréditaires ne soit faite hors sa présence, ou plutôt sans qu'il soit appelé à y prendre part.

Nous verrons que ce système, bien que préférable à celui de l'ancien droit, n'est pas absolument équitable et présente encore de nombreux défauts.

Comme le Code, distinguons, suivant qu'il y a ou non opposition.

§ I. — Il y a opposition.

Aux termes de l'article 808, alinéa 1 du Code civil : *S'il y a des créanciers opposants l'héritier ne peut payer que dans l'ordre et de la manière réglés par le juge.* L'article 990 du Code, procédure civile, dispose de même : *Le prix de la vente du mobilier sera distribué par contribution entre les créanciers opposants suivant les formalités indiquées au titre de la distribution par contribution.*

Malgré la forme impérative dont ces textes sont rédigés, une distribution amiable sera cependant possible si tous les créanciers et légataires sont d'accord à cet égard. La loi prévoyant cette hypothèse en ce qui concerne la distribution du prix des immeubles, il est tout

naturel d'étendre cette disposition à la distribution du prix des meubles. Par conséquent la distribution par contribution judiciaire ne deviendra nécessaire que si les créanciers et légataires sont en désaccord.

L'opposition, avons-nous dit, est un acte par lequel un créancier manifeste sa volonté qu'aucune distribution ne soit faite hors sa présence. Une interprétation rigoureuse des textes nous conduirait à refuser aux légataires le droit d'opposition, l'article 808 ne parlant que des créanciers. Telle ne peut avoir été la pensée du législateur. Les légataires sont évidemment primés par les créanciers, mais ils n'en ont pas moins des droits et ils doivent pouvoir en assurer l'exercice. Il faut remarquer néanmoins qu'une opposition de leur part n'empêchera pas le règlement des créanciers. Elle n'aura pour effet que de nécessiter entre les légataires seulement une distribution par contribution. L'opposition rentre dans la catégorie des actes conservatoires, elle pourra donc émaner d'un créancier conditionnel ou à terme, mais ce dernier ne sera payé qu'après l'arrivée de la condition ou l'échéance du terme.

C'est aussi un acte purement personnel qui ne peut profiter qu'à celui qui l'a fait. Une interprétation juridique de l'article 808 aboutirait à la solution opposée « s'il y a des créanciers opposants », cela pourrait signifier, dès qu'une opposition a été formée. Ce n'est pas du tout le sens de notre article. Les créanciers non opposants peuvent d'abord être inconnus ; d'autre part, il

serait contraire à tous les principes de les autoriser à se prévaloir d'un acte qui n'émane pas d'eux et auquel ils n'ont nullement participé. Par conséquent, c'est entre les créanciers opposants seulement que la distribution par contribution doit avoir lieu.

Le sort de ceux qui n'ont pas fait opposition sera réglé comme si aucune opposition n'avait été faite.

Mais cette opposition, de quel acte résultera-t-elle, comment devra-t-elle être faite ?

D'une façon générale, on admet qu'elle peut résulter d'un acte quelconque, la loi n'ayant pas prescrit de formes spéciales, pourvu que l'héritier soit informé d'une façon certaine des prétentions du créancier. L'emploi de la saisie-arrêt n'est donc pas nécessaire. En l'absence de texte exprès, il est en effet de règle que la manifestation tacite de volonté équivaut à une manifestation expresse. Le mot « opposition » doit donc être entendu dans ce sens, que l'héritier ait la certitude de l'existence des droits du créancier opposant. Il est cependant nécessaire que l'héritier ait entre les mains une pièce lui permettant de justifier un refus de paiement aux yeux des autres créanciers pour le cas où ceux-ci exigeraient un paiement immédiat. En d'autres termes, l'opposition résultera d'un fait actif du créancier ayant pour but d'empêcher l'héritier de payer les autres créanciers à son détriment.

On objecte que Pothier se sert du mot saisie-arrêt pour désigner l'opposition, mais il ressort des explica-

tions qu'il donne sur les créanciers opposants qu'il n'entend pas cette expression dans un sens restrictif (1).

Du reste, à quoi bon surcharger de frais une succession déjà obérée, d'autant plus que l'effet principal de la saisie-arrêt, l'indisponibilité de la créance, n'est pas le but que recherche le créancier.

Il faut donc, et il suffit que le créancier manifeste la volonté d'être payé. Par conséquent, la simple connaissance personnelle que l'héritier peut avoir de la créance n'est pas suffisante. Il faut un acte émanant du créancier, sinon, on arriverait à considérer comme opposants la plupart des créanciers, puisque presque toutes les créances seront relatées à l'inventaire; l'héritier en connaîtra presque toujours l'existence par le dépouillement des papiers du défunt.

Devront être considérés comme oppositions, la dénonciation de l'ouverture d'une distribution, une de-

(1) Voici l'explication que Pothier lui-même donne des termes qu'il emploie : « Que si les créanciers auxquels l'héritier bénéficiaire rend compte avaient fait des diligences, s'étaient par exemple opposés aux scellés, à la vente des meubles ou avaient fait des saisies-arrêts, en ce cas ils ne seront point obligés d'allouer à l'héritier bénéficiaire, ce qu'il aurait payé à d'autres créanciers ou à des légataires à leur préjudice. » POTHIER, ch. III, sect. 3, art. 2, § 6. Orléans, 14 avril 1859; S. 1860. 2. 367. Trib. Chatillon-sur-Seine, 9 avril 1862; D. 1862. 3. 37. Cass., 13 mars 1866; D. 1866. 1. 257; Dijon, 20 janv. 1870; S. 1870. 2. 292. Cass., 4 juill. 1892; D. 1892. 1. 481. Trib. civ. Seine, 24 nov. 1896. *Gaz. Trib.*, 17 déc. 1896. Riom, 20 mai 1897. *Gaz. Pal.*, 1897. 2. 33. Lyon, 17 mars 1902. *Mon. Lyon*, 10 avril 1902. Douai, 24 janv. 1901; D. 1902. 2. 309. Douai, 30 juin 1904; D. 1905. 1. 392. Toulouse, 2 juin 1905. *Gaz. Trib. Midi*, 9 juill. 1905.

mande en délivrance d'un legs, une assignation en paiement, un jugement de condamnation obtenu contre l'héritier. Pas d'opposition, au contraire, dans le fait d'obtenir la nomination d'un administrateur provisoire ou même judiciaire (1), ni dans le fait, de la part de l'héritier seulement, de déclarer la créance à l'inventaire (2) non plus dans la simple inscription du créancier. MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (3) considèrent que le paiement d'un acompte ne constitue pas un fait équivalant à opposition. Ce n'est pas un acte émané du créancier, mais c'est une reconnaissance de dette à laquelle il est juste de faire produire effet, d'autant plus qu'elle a pu empêcher le créancier de lancer une assignation contre l'héritier ou tout autre acte emportant opposition (4).

M. Laurent critique l'ensemble de cette théorie et veut qu'en fait le créancier s'oppose à quelque chose (5). C'est ainsi qu'il refuse tout effet à la signification des titres du créancier, comme impliquant bien la volonté d'être payé, mais non l'opposition à ce que les autres créanciers soient payés. Cette doctrine nous paraît trop rigoureuse, car lorsqu'un créancier fait savoir à l'héri-

(1) *Contra*. Rouen, 26 janv. 1877 ; D. 1877. 2. 92.

(2) Trib. civ. Chatillon, 9 avril 1862 ; D. 1863. 3. 37. Liège, 28 nov 1894. *Pas. belge*, 1894. 2. 39. *Contra* Paris, 2 déc. 1859 ; P. 1860. 2. 83.

(3) BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II. n° 1414.

(4) Cass. req., 19 déc. 1871 ; D. 1873. 1. 256. Cass. civ., 26 nov. 1890 ; D. 1891. 1. 345. Cass. req., 4 juill. 1892 ; D. 1892. 1. 481. Dijon, 20 janv. 1870 ; D. 1870. 2. 292.

(5) LAURENT, t. X, n° 157.

tier son intention formelle d'être payé, il est difficile de ne pas voir là une intention implicite d'être payé avant les autres ou tout au moins de concourir avec eux.

L'opposition étant une mesure simplement conservatoire, le créancier n'aura pas besoin, au moment où il la fait, de présenter les pièces justificatives de sa créance. Mais l'opposition devra être considérée comme non avenue si le créancier ne se présente pas au règlement de compte et à la distribution des deniers. Dans ce cas, il perdrait tout recours et contre l'héritier et contre les créanciers payés avant lui. Il ne pourrait plus se faire payer que sur le reliquat.

Un vice de forme n'empêcherait pas l'opposition d'être valable vis-à-vis de l'héritier, si cette dernière est suffisamment claire.

Mais supposons une opposition conforme aux prescriptions légales, qu'en résultera-t-il? Autrement dit, quels sont les effets d'une opposition régulièrement formée?

L'opposition a pour conséquence immédiate d'interdire à l'héritier d'effectuer un paiement quelconque, tant aux créanciers qu'aux légataires, au préjudice de l'opposant. L'intervention de la justice devient, en effet, nécessaire, pour qu'un paiement soit libératoire à l'égard de ce dernier (1). Cette intervention deviendra toutefois inutile, si tous les créanciers et légataires se

(1) En d'autres termes l'héritier devra procéder à une distribution par contribution. Cass. req., 15 nov. 1905; B. 1906. 1. 339.

mettent d'accord sur le règlement. Même en présence d'opposition, la loi n'interdit pas un règlement amiable qui entre personnes capables a force de loi et vaut comme un jugement. C'est seulement au cas de contestation que le juge devra intervenir.

Mais l'opposition n'a pas d'effet rétroactif; les paiements antérieurement faits sont valables. De là une conséquence importante en ce qui concerne la compensation des dettes et créances de la succession. Si cette dernière s'est produite avant toute opposition elle sera valable (1). Une opposition est-elle formée, la compensation devient impossible; les créances contre la succession ne sont plus liquides étant désormais sujettes à réduction. Une fois la distribution arrêtée, la compensation redeviendrait possible, mais en fait elle ne pourra avoir lieu; l'héritier aura en effet d'ores et déjà touché toutes les créances de la succession. Celle-ci sera bien encore débitrice, mais non plus créancière (2).

L'héritier qui se trouve à la fois créancier et débiteur de la succession est lui-même soumis à l'application de ces règles (3). Il ne peut en effet invoquer la confusion.

L'opposition (4) met obstacle à un paiement quelcon-

(1) Cass. civ., 30 mars 1892; S. 1892. 1. 48 (impl.). Douai, 24 janv. 1901; D. 1902. 2. 302. Lyon, 17 mars 1902. *Mon.* Lyon, 10 avril 1902. Limoges, 20 nov. 1903. *Rec. Riom.* 1904. 67.

(2) Toulouse, 2 juin 1900. *Gaz. Trib. Midi*, 9 juill. 1905.

(3) Grenoble, 22 mars 1892. *J. Grenoble*, 1892, p. 153.

(4) Cass. 11 janv. 1882; D. 1882. 1. 364.

que, même à la délivrance d'un legs de corps certain, un legs surtout, car en définitive les créanciers devront être payés avant les légataires. Le testateur lui-même ne pourrait déroger à cette règle le principe *nemo liberalis, nisi liberatus* étant d'ordre public en matière de succession. On ne peut objecter que le légataire de corps certain devient propriétaire à dater du décès du *de cujus* : son droit de propriété est primé par le droit de gage des créanciers (1).

Le paiement des droits de mutation devient également impossible malgré l'amende encourue au bout de six mois. Les créanciers, dit-on, pour justification sont en effet seuls juges de leur intérêt (2). Mais en pratique, l'héritier bénéficiaire étant tenu personnellement au paiement des droits de mutation il ne pourra être admis à différer ce paiement jusqu'à la reddition de compte (3).

Impossible également le paiement des dettes de la succession envers l'héritier, la compensation elle-même ne pouvant avoir lieu (4).

Enfin il en est de même du paiement du reliquat d'un compte de tutelle qui doit être considéré comme une dette ordinaire. Il n'y a pas de raison pour distinguer l'oyant-compte des autres créanciers.

(1) Cass., 25 mars 1861 ; D. 1861. 1. 147. Bruxelles, 12 août 1864. *Pas belge*, 1864. 2. 385.

(2) Amiens, 9 mai 1888. *J. aud.* Amiens, 1888, p. 383.

(3) Trib. Seine, 20 déc. 1902. *Repert. Enreg.*, p. 338.

(4) Pau, 23 janv. 1888 ; D. 1890. 2, 150. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL *Tr. des succ.*, n° 1421 à 1424.

Si l'opposition arrête tout paiement, elle ne modifie pas la situation respective des créanciers qui conservent intégralement leurs droits de priorité ou autres. C'est en s'appuyant sur cette idée qu'un arrêt a pu décider qu'un créancier cessionnaire ou gagiste du défunt pouvait encore malgré l'opposition satisfaire aux prescriptions des articles 1690 et 2075 du Code civil (1).

Mais l'opposition ne saurait être assimilée à une saisie-arrêt. Le créancier simplement opposant ne saurait concourir à la distribution de créances héréditaires sur lesquelles d'autres créanciers auraient fait saisie-arrêt (2) à moins qu'il ne fasse lui-même saisie-arrêt.

Il peut se faire que l'héritier paie les créanciers au mépris d'oppositions dûment formées. Il est hors de doute qu'en agissant de la sorte il commet une faute et engage sa responsabilité. Mais quelle est au juste cette responsabilité. On a soutenu (3) que cette transgression de la loi devait entraîner déchéance du bénéfice. Cette sanction est trop rigoureuse. Ce paiement anticipé n'est après tout qu'un acte d'administration irrégulier. Au surplus, si la déchéance était encourue, le paiement serait valable, or nous allons voir que les opposants ont un recours contre les créanciers et légataires payés

(1) Lyon, 6 juill. 1889 ; D. 1890. 2. 113.

(2) Pau, 21 fév. 1887 ; D. 1888. 2. 181. Riom, 4 juill. 1890 ; S. 1891. 2. 63. Orléans, 28 juill. 1891 ; D. 1893. 2. 36. Contra Lyon, 6 janv. 1881. *Gaz. Pal.*, 1881-1882. 1. 526. Trib. civ. Soissons, 21 janv. 1892. *Gaz. Pal.*, 1892. 1. suppl. 7.

(3) CHABOT sur l'article 803, n° 2.

à leur préjudice, par conséquent le paiement n'est pas valable.

La responsabilité dont il s'agit se résout donc simplement en dommages-intérêts et comme toute responsabilité de ce genre, elle s'apprécie suivant le préjudice qui a été causé. En conséquence, l'héritier ne pourra être condamné à payer à l'opposant que la somme à laquelle ce dernier aurait pu prétendre s'il y avait eu un ordre régulier (1). Cette solution à l'abri de toute critique est d'ailleurs conforme à l'ancien droit (2).

Si l'héritier est insolvable, les opposants ont d'autres moyens d'obtenir satisfaction. Ils peuvent d'abord poursuivre les légataires payés avant eux. Les principes généraux sont suffisants pour leur donner ce droit. Mais l'article 809 du Code civil fournit de plus en ce sens un argument *a fortiori* irréfutable.

En second lieu ils ont un recours contre les créanciers payés à leur préjudice. Ce recours il est vrai n'est pas consacré explicitement par les textes, mais son existence n'en est pas moins certaine. Les principes généraux conduisent à l'établir : les créanciers payés ont reçu une somme plus forte que celle à laquelle ils avaient droit, puisque, à dater de l'opposition, leur créance était soumise à la loi du dividende. Vis-à-vis des opposants et de l'héritier, il y a eu paiement de l'indu. Ils sont donc fondés à exiger le remboursement.

(1) L'action contre l'héritier dure trente ans à dater du paiement. Amiens, 11 juin 1891. *Rec.* Amiens, 1892, p. 37.

(2) POTHIER. *Tr. des succ.*, ch. III, sect. 3, art. 11, § 6.

D'autre part, l'existence de ce recours peut se déduire également d'un argument *a contrario* tiré de l'article 809 du Code civil, aux termes duquel : *Les créanciers non opposants qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat n'ont de recours que contre les légataires.* Si les créanciers non opposants n'ont de recours que contre les légataires, les créanciers opposants ont nécessairement un autre recours. Contre qui? sinon contre les créanciers payés à leur préjudice (1).

Ainsi établi, ce recours constitue une action directe que les opposants intenteront de leur chef personnel. Le nom que l'on donnera à cette action importe peu. Que ce soit une action en revendication ou une action en nullité, elle aboutit en fait à un résultat identique, le remboursement de ce qui a été payé au mépris de l'opposition.

L'action paulienne devrait être également accordée aux créanciers opposants si les conditions d'exercice de cette action se trouvent remplies. Cela se présentera rarement. On sait, du reste, que cette action est peu avantageuse.

Les créanciers opposants auront, enfin, une dernière action contre les créanciers payés à leur préjudice du chef de l'héritier bénéficiaire lui-même. Ce dernier étant responsable envers les opposants, aura le droit d'exer-

(1) Cf. DEMOLOMBE, t. XVI, n° 304. LAURENT, t. X, n° 161. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1428.

cer une action en répétition contre les créanciers et légataires indûment payés. Et comme du chef de cette responsabilité, il devient le débiteur des opposants, ceux-ci pourront exercer à sa place cette action en répétition, en vertu de l'article 1166 du Code civil. Il est nécessaire d'invoquer cette responsabilité pour permettre aux opposants d'exercer l'action indirecte de l'article 1166, car la séparation des patrimoines empêche l'héritier, quoique continuateur de la personne du défunt, de devenir leur débiteur personnel. Mais il en résulte que les opposants auront à subir le concours de tous les créanciers personnels de l'héritier sur le produit du recours exercé, ce qui rend l'exercice de cette action souvent frustratoire (1).

Pendant combien de temps le recours des opposants pourra-t-il être exercé ? Il n'est pas douteux que l'action paulienne et l'action oblique durent trente ans. Cela est moins sûr pour l'action directe. On a, en effet, soutenu, en partant de l'article 809 du Code civil, que l'action directe des opposants ne devait durer que trois ans à compter de l'apurement du compte et du paiement du reliquat, croyant que les mots de cet article « dans l'un et l'autre cas » devaient se rapporter à cette double hypothèse : qu'il y ait des créanciers opposants ou qu'il n'y en ait pas (2). Cette explication fort ingé-

(1) DEMOLOMBE, t. XV, n° 304 ; comp. DEMANTE, t. III, n° 133 bis, II.

(2) AUBRY et RAU, t. IV, p. 366, n° 36.

nieuse de l'alinéa final de l'article 809 du Code civil ne peut être admise. Nous verrons plus loin qu'il en existe une autre bien mieux fondée. Ce texte étant le seul qui puisse être invoqué pour soutenir qu'on est en présence d'une prescription de courte durée, on doit appliquer le droit commun, par suite, l'action durera trente ans. Le délai court du jour du paiement (1).

Si le paiement a été fait au préjudice de l'opposition d'un légataire, celui-ci n'a aucun recours contre les créanciers, même non opposants, mais il peut avoir un recours contre l'héritier s'il est démontré que ce dernier a commis une faute et même contre les légataires payés avant lui et qui n'auraient pas fait opposition.

§ II. — Il n'y a pas d'opposition.

Le système du Code civil devient ici extrêmement défectueux. En effet : *S'il n'y a pas de créanciers opposants il (l'héritier bénéficiaire) paie les créanciers et légataires à mesure qu'ils se présentent* (art. 808, al. 2 du Code civil). On voit de suite les inconvénients de cette disposition. Suivant une expression consacrée, le paiement devient le prix de la course, le premier averti sera payé avec les fonds disponibles, même si

(1) Les actions dont nous venons de parler tant contre l'héritier que contre les créanciers sont indépendantes l'une de l'autre et l'opposant n'est en aucune façon obligé de prouver l'insolvabilité de l'héritier pour poursuivre les créanciers.

c'est un légataire (sauf à ce que plus tard, les créanciers non payés recourent contre lui si l'actif est insuffisant), même si le créancier n'a aucun droit de préférence et que d'autres lui soient préférables, même enfin si c'est l'héritier qui est lui-même créancier. Sans compter toutes les fraudes et les compromissions dont ce système peut être l'occasion. Ce résultat regrettable que le législateur a su éviter autre part aurait dû être évité également ici.

La validité du paiement, ou plutôt la non responsabilité de l'héritier, est subordonnée toutefois à quelques conditions non spécifiées dans la loi, mais qui n'en sont pas moins certaines. Il faut, d'une part, que la dette soit échue et exigible, d'autre part, qu'il y ait des fonds disponibles.

Ainsi, le règlement d'une dette à terme pourrait être reproché à l'héritier, le bénéfice d'inventaire n'emportant pas déchéance du terme. Le paiement sera valable, mais l'héritier pourra personnellement être condamné à restituer, en raison de la faute commise. A plus forte raison, sera-t-il responsable s'il a payé une dette conditionnelle. Dans ce dernier cas, les autres créanciers auront recours contre celui qui a été payé indûment. Nous croyons que ce recours devrait leur être refusé si la dette était à terme (1).

Il faut en outre que l'héritier ait entre les mains

(1) En sens contr. BAUDRY ET WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1443.

les deniers disponibles ; il engagerait encore très certainement sa responsabilité s'il payait de ses deniers personnels.

Mais lorsque ces conditions seront réunies l'héritier ne pourra refuser de payer, la loi s'exprime d'une façon impérative qui n'autorise même pas le doute. A mesure qu'il recevra les fonds, l'héritier sera tenu de payer à première réquisition, même s'il connaît l'existence d'autres créances préférables. Le but du législateur a été ici de ne pas soumettre les créanciers à une appréciation de la part de l'héritier qui trop souvent aurait été intéressée.

En l'absence d'opposition, l'héritier pourra se payer lui-même (1). C'est sans doute un grand avantage ; mais lui refuser ce droit, serait l'obliger à reporter son paiement après tous les autres, c'est-à-dire quand il n'y aurait plus rien. Notons toutefois que pour être valable le paiement fait à l'héritier devra être effectif tout comme pour un autre créancier (2).

De tout cela il résulte que les créances et les dettes de la succession pourront s'éteindre par compensation, si les deux créances sont certaines, liquides et exigibles. Il ne sera même pas nécessaire de le demander, puisqu'elle opère de plein droit.

La compensation facultative est également possible.

(1) Cass., 27 janv. 1853 ; S. 1853. 1. 726 ; Pau, 23 janv. 1888 ; D. 1890. 2. 150. Besançon, 10 déc. 1902. *Rec.* Besançon, 1902, p. 181.

(2) Cass. civ., 23 janv. 1856 ; D. 1856. 1. 262.

Mais la séparation des patrimoines empêche toute compensation s'il y a créance personnelle de l'héritier contre un créancier de la succession, ou réciproquement, dette personnelle de l'héritier vis-à-vis d'un débiteur de la succession. L'héritier est investi de deux qualités distinctes. La compensation ne peut opérer que si c'est dans la même qualité qu'il est créancier ou débiteur (1). Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que cette solution très rationnelle se trouve en contradiction avec le principe de la représentation du défunt par l'héritier qui mènerait à sanctionner la solution inverse.

Les créanciers qui, se présentant en retard, ne peuvent obtenir paiement de l'héritier, ne sont pas absolument dénués de tout recours. Tout d'abord ils ont le droit de concourir sur le reliquat qui n'a pas encore été payé ; puis, si le compte de l'héritier n'a pas encore été apuré, ils peuvent le contester. En outre, aux termes de l'article 809 du Code civil : *Les créanciers non opposants qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat n'ont de recours à exercer que contre les légataires*. C'est l'application pure et simple du principe : *Nemo liberalis nisi liberatus*. Par conséquent, peu importe la date à laquelle les légataires ont été payés, le créancier pourra pour-

(1) En sens contr. LAURENT, t. X, nos 97 et 166.

suivre indifféremment l'un ou l'autre, mais seulement dans la proportion de ce qu'il aura reçu.

Cette disposition, si juste soit-elle, à l'inconvénient de rendre la propriété des légataires incertaine tant que les créanciers ne sont pas tous payés. Le législateur y a pensé et en limitant à trois ans (art. 809, al. 2) le recours des créanciers contre les légataires payés à leur détriment, semble avoir heureusement résolu une question assez délicate. En effet, d'une part, on pourra presque toujours reprocher une faute ou tout au moins une négligence au créancier retardataire et d'autre part, les légataires avaient le droit de toucher le montant du legs.

Ce délai de trois ans ajoute l'article 809 court à dater de l'apurement du compte et du paiement du reliquat. Si ces deux opérations n'ont pas eu lieu simultanément, c'est la dernière qui réglera le point de départ du délai, bien qu'on ait soutenu, malgré le texte formel de l'article 809, que dans ce cas le délai devait courir à dater de la demande en délivrance du legs (1). Le projet de l'an VIII, il est vrai, portait un article en ce sens, mais ce texte ayant disparu de la rédaction définitive, l'opinion que nous combattons doit être repoussée. D'ailleurs comment faire courir la prescription contre les légataires, alors qu'il n'existe pas d'action contre

(1) DURANTON, t. VII, n° 35. DUVERGIER SUR TOULLIER, t. IV, n° 384, n° 4.

eux. Ils ne peuvent, en effet, être poursuivis tant qu'il existe un reliquat.

Le Code ne prévoit pas l'hypothèse où les créanciers non opposants se présenteront *avant* l'apurement du compte et le paiement du reliquat. Mais il est de toute évidence qu'à ce moment, eux aussi peuvent contester le compte et se faire payer sur le reliquat. Peuvent-ils recourir contre les créanciers payés avant eux ?

Si l'on appliquait l'article 2093 du Code civil, d'après lequel les créanciers chirographaires doivent être payés par contribution, l'affirmative ne serait pas douteuse. Mais cet article ne constitue pas le droit commun de notre matière où, au contraire, la distribution par contribution ne devient nécessaire que s'il y a eu opposition. Nous savons qu'un paiement antérieur à toute opposition est valable, par conséquent il n'y a pas lieu d'accorder une action en répétition aux créanciers retardataires.

Mais, dit-on, l'article 809 consacre implicitement ce recours. Si les créanciers non opposants qui se présentent *après* l'apurement du compte et le paiement du reliquat n'ont de recours à exercer que contre les légataires, ceux qui se présenteront *avant* doivent avoir un autre recours, recours qui ne peut avoir lieu que contre les créanciers payés avant eux. Les travaux préparatoires, ajoute-t-on, sont en ce sens, comme en font foi

les mots « dans l'un et l'autre cas » du second alinéa de l'article 809 (1).

Cette thèse bien que séduisante ne doit pas être admise. L'argument de texte que l'on invoque n'est pas suffisant pour nous déterminer ; il n'a qu'une force très relative. Au surplus dans le cas actuel, on le réduit à néant sans aucune difficulté. En supposant qu'il établisse l'existence d'un recours, autre que celui dont il parle formellement, il est bien plus naturel de voir ce recours dans l'action que les créanciers non payés auront contre l'héritier toutes les fois que le reliquat n'aura pas encore été payé.

L'argument que l'on tire des travaux préparatoires est plutôt plus favorable à notre opinion. On lit, en effet, dans le projet, un alinéa ainsi conçu : « Ceux qui se présentent avant l'apurement du compte peuvent aussi exercer un recours subsidiaire contre les créanciers payés à leur préjudice (2). »

Or cet alinéa qui devait constituer la seconde partie de l'article 809, a disparu de la rédaction définitive sans qu'on sache au juste pour quelle raison. C'est, dit-on, par inadvertance ou parce qu'on l'a jugé inutile. Nous ne sommes pas de cet avis. Une omission de cette importance aurait été sûrement remarquée ; d'autre part,

(1) CHABOT sur l'art. 809, n° 3. TOULLIER, t. IV, n° 383. MARCADÉ, art. 809, n° 2.

(2) FENET, t. III, p. 45, t. XII, p. 115.

nous croyons avoir démontré que ce texte était indispensable pour autoriser un recours. Il y a eu une inadvertance de commise, celle-là beaucoup plus admissible; supprimant une des deux hypothèses prévues dans le projet on aurait dû supprimer également les mots « dans l'un et l'autre cas » de l'alinéa final de l'article 809 et qui n'ont plus aucun sens aujourd'hui. C'est ce qu'on a négligé de faire.

La doctrine et la jurisprudence sont en notre sens (1).

Dans tous les cas, aucun recours n'est donné contre l'héritier personnellement à moins qu'il ne soit en faute comme si, par exemple, il avait payé une dette à terme ou conditionnelle ou une dette éteinte.

Il résulte très clairement de l'article 809 du Code civil que l'action qu'il accorde aux créanciers contre les légataires est une action directe. On a voulu voir là une sorte d'action en revendication et expliquer ainsi la prescription de trois ans qui y est attachée (art. 2279 du Code civil). Cette opinion d'une grande hardiesse, comme la qualifie Demolombe, ne semble pas acceptable (2).

Les créanciers pourraient encore exercer l'action paulienne. Mais les conditions d'exercice en sont difficiles. Il faudrait en effet prouver un concert fraudu-

(1) DEMOLOMBE, t. XV, n° 325. LAURENT, t. X, n° 168. HUC, t. V, p. 246. BAUDRY et WAHL, t. II, n° 1452. Cass. civ., 4 avril 1832; S. 1832. 1. 309. Montpellier, 14 mars 1850; D. 1854. 5. 527. Riom, 20 mai 1897. *Gaz. Pal.*, 1897. 2. 33.

(2) DEMANTE, III, n° 133 *bis*, II et III.

leux entre l'héritier et le légataire (le fait de la part de ce dernier de connaître l'existence des créances ne serait pas suffisant). Cette action présente toutefois un sérieux avantage, sa durée de trente ans.

Les créanciers sont donc largement garantis. Par contre tout recours est refusé aux légataires non opposants, soit contre l'héritier, soit contre les créanciers, soit même contre les légataires payés avant eux. Les paiements effectués sont réguliers et aucun texte ne permet aux légataires d'en demander l'annulation. Cette solution peut se justifier malgré sa rigueur par l'adage : *In pari causa melior est causa possidentis* (1). Il n'en est pas moins vrai qu'elle heurte les principes généraux du droit et qu'elle devrait disparaître le jour où une procédure collective de liquidation des successions bénéficiaires serait instituée.

(1) [Rennes, 24 déc. 1888. DEFRENOIS, *Rep. not.*, n° 5149. Cass., 17 déc. 1894 ; D. 1895. 1. 193.

CHAPITRE V

Garanties accordées aux créanciers et légataires.

Le large pouvoir d'administration que nous avons été obligé de reconnaître à l'héritier se trouve compensé par les nombreuses garanties qui sont accordées aux créanciers et légataires. Il était nécessaire d'apporter une contrepoids à cette autonomie presque toute puissante.

Une première garantie, garantie morale si l'on peut ainsi parler, réside dans l'intérêt propre de l'héritier. Ayant droit au reliquat, il fera tous ses efforts pour qu'il soit le plus important possible, ce à quoi une administration sérieuse et une liquidation intelligente pourront contribuer pour une grande part. Cette garantie disparaît complètement si la succession est certainement mauvaise. Il en existe d'autres plus sérieuses et plus effectives. Nous en connaissons déjà une qui consiste dans la perte du bénéfice d'inventaire, sanction édictée quand l'héritier abuse de ses pouvoirs et sur laquelle

nous aurons peu à dire malgré son importance. Nous avons également parlé de la possibilité de faire condamner l'héritier à des dommages-intérêts lorsqu'il a commis une faute. Nous devons y revenir également. En outre, d'après la jurisprudence, les créanciers et légataires pourront obtenir la nomination d'un administrateur judiciaire. Enfin garantie au sens propre du mot, il sera loisible aux créanciers et légataires d'obtenir une caution de l'héritier.

§ 1^{er}. — De la déchéance.

En étudiant en détail l'administration de l'héritier, nous avons vu quels étaient les actes qui entraînaient pour lui déchéance du bénéfice d'inventaire. Il semble donc superflu de revenir sur ce sujet. Nous croyons cependant utile de préciser certains points et notamment de déterminer la véritable nature et les effets de la déchéance.

La déchéance est-elle une peine ? Non. Cette sanction légale repose sur cette présomption que l'héritier en dépassant ses pouvoirs a voulu renoncer à son bénéfice. En d'autres termes, la déchéance n'est qu'une présomption d'acceptation tacite pure et simple. En agissant comme un propriétaire libre de toute entrave, l'héritier manifeste par là sa volonté d'être considéré désormais comme tel.

Il résulte de là qu'un texte formel n'est pas néces-

saire pour qu'un acte entraîne déchéance. Il n'est pas nécessaire non plus que cet acte cause un préjudice aux créanciers (1). C'est ainsi que la déchéance sera encourue bien que l'acte qui en est cause soit frappé de nullité (2). De plus, la mauvaise foi n'est pas un élément de la déchéance.

S'il y a plusieurs héritiers bénéficiaires et que l'un d'eux encoure la déchéance, seul, l'héritier qui l'a encourue en supporte les effets (3), ce qui revient à dire que la déchéance est purement individuelle. Nous n'insistons pas ici sur les difficultés pratiques que cette solution entraîne dans la liquidation, difficultés qui ne pourraient disparaître que par l'institution d'une procédure collective de liquidation. Ce serait encore contre l'héritier que serait prononcée la déchéance alors même qu'il aurait fait une cession de ces droits successifs, si le cessionnaire accomplissait un acte entraînant déchéance. Vis-à-vis des créanciers le cessionnaire est le simple mandataire de l'héritier. Par contre, les actes du tuteur ne peuvent entraîner déchéance de l'héritier mineur, ni ceux du mari celle de la femme mariée (4). Les créanciers auront seulement une action en dommages-intérêts contre le tuteur ou contre le mari (5) et

(1) Cass. civ., 22 juill. 1884 ; D. 1885. 1. 145. Contra Rouen, 30 août 1828. *S. Chr* ; Caen, 24 déc. 1839 ; S. 1840. 2. 132.

(2) Caen, 16 juill. 1834 ; D. 1835. 2. 180.

(3) Cass. req., 11 juill. 1865 ; D. 1865. 1. 469.

(4) Trib. civ. Lyon, *La Loi* du 2 avril 1895.

(5) Rouen, 30 août 1828. *S. Chr* ; Paris, 22 nov. 1855 ; S. 1856. 2. 237. Grenoble, 27 janv. 1891. *J. Grenoble*, 1891, p. 172.

non contre le mineur ou contre la femme mariée, les fautes du représentant légal ne devant pas entraîner la responsabilité du représenté.

Tout intéressé, même l'héritier, peut se prévaloir de la déchéance. Parmi les intéressés figurent en première ligne les créanciers et légataires du défunt. Il faut y joindre les créanciers personnels de l'héritier auxquels on accorde généralement une action directe et qui dans tous les cas peuvent se prévaloir de l'action oblique de l'article 1166 du Code civil. Il faut remarquer que ces derniers n'auront d'intérêt à invoquer la déchéance que dans la théorie où l'on admet que la déchéance entraîne l'extinction de la séparation des patrimoines et confusion du patrimoine du défunt et de l'héritier. Nous ne croyons pas devoir discuter ici ce difficile sujet. Nous nous contenterons seulement de signaler que cette question ne se présenterait même pas à l'esprit dans le système de succession aux biens que nous préconisons.

Si un acte entraînant déchéance a été accompli, les intéressés peuvent renoncer à leur action, mais ils ne sauraient ratifier cet acte qui n'est pas nul. De même ils ne pourraient décider que l'acte sera nul, au lieu d'emporter déchéance.

L'effet principal de la déchéance sera de rendre l'héritier responsable *ultra vires* des dettes de la succession. En existe-t-il d'autres ? Vis-à-vis des créanciers, l'acceptation bénéficiaire peut avoir produits certains effets et notamment avoir rendu inutiles les inscrip-

tions prises par les créanciers après cette acceptation (art. 2146 du Code civil). La déchéance encourue rendra-t-elle la vie à ces inscriptions ? C'est demander si la déchéance produit un effet rétroactif. Nous ne le croyons pas. La déchéance ne doit produire effet que du jour où l'acte qui l'entraîne a été accompli (et non du jour du jugement qui la prononce). En effet, nul texte ne consacre cette rétroactivité ce qui aurait été nécessaire en semblable matière. Cette solution, oppose-t-on, permet à l'héritier d'accepter purement et simplement sous condition suspensive, alors que l'acceptation et la renonciation ne sont susceptibles d'aucune modalité. Cet argument n'a aucune force, car on peut le retourner contre ceux qui l'invoquent. En donnant effet rétroactif à la déchéance, on autorise de ce fait une acceptation sous condition résolutoire. De même, dit-on, tout parti pris par l'héritier est rétroactif (art. 777). C'est vrai, mais peut-on soutenir que cette règle soit plus absolue que cette autre : tout parti pris par l'héritier est irrévocable (1) !

Il nous semble donc plus juridique de décider que l'effet rétroactif doit être repoussé. Par conséquent les inscriptions nulles, en vertu de l'article 2146 du Code civil, resteront nulles (2).

(1) Conf. BAUDRY et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1586. Grenoble 26 déc. 1891 ; S. 1893. 2. 33 et note de M. WAHL. Contra DEMOLOMBE, t. XV, n° 395 et s. AUBRY et RAU, t. III, p. 335, § 272, n. 35.

(2) Grenoble, 26 déc. 1891 ; S. 1893. 2. 33. Contra Caen, 16 juill. 1734 ; S. 1835. 2. 559. Trib. Seine, 15 juill. 1902 ; P. 1904. 2. 213.

De même, bien que lors de la déchéance, la confusion éteigne les créances de l'héritier contre la succession jusqu'à concurrence de sa part, la cession qu'il aurait faite antérieurement sera valable (1). L'opinion inverse arrive au même résultat, en disant que la compensation et la confusion ne peuvent avoir lieu au préjudice de droits acquis à des tiers (art. 1292).

§ II. — Responsabilité pécuniaire. Dommages-intérêts.

Aux termes de l'article 804 du Code civil : *Il (l'héritier bénéficiaire) n'est tenu que des fautes graves dans l'administration dont il est chargé*. Cet article est la traduction d'un passage de Pothier, d'où il résulte que la faute grave dont il parle est la *culpa levis in concreto* (2). Il faut donc se garder de donner au mot faute lourde, la signification que les anciens attachaient à la *culpa lata*, faute grossière, inexcusable, qui serait plutôt un dol qu'une négligence. En édictant cette règle le Code se borne à appliquer le droit commun en matière de responsabilité. L'héritier administre sa propre chose, il était donc impossible de lui demander une

(1) Cass. req., 10 déc. 1889 ; S. 1840. 1. 92.

(2) « On exige de l'héritier bénéficiaire de la bonne foi dans cette administration, mais on n'exige pas de lui d'autre diligence que celle dont il est capable et qu'il a coutume d'apporter à ses propres affaires. C'est pourquoi il n'est tenu envers les créanciers que de la faute grossière *culpa lata*. » POTHIER. *Succ.* ch. III, sect. 3, art. 2, § 4.

administration différente de celle qu'il a l'habitude d'apporter à son patrimoine personnel.

Le juge est souverain appréciateur de la gravité de la faute. Sa décision sera donc, le plus souvent, déterminée par les circonstances de la cause. Comme exemples de fautes graves, nous citerons le fait de ne pas avoir recouvré les créances (1), celui d'avoir, d'une façon quelconque, et par sa faute, diminué l'actif, et par là rendu impossible le paiement des créanciers (2). Il y aurait lieu également à dommages-intérêts si l'héritier payait au détriment d'une opposition, s'il faisait des dépenses exagérées dans son administration, s'il laissait éteindre un droit de l'hérédité par prescription, s'il soutenait un procès évidemment mauvais. Mais le seul fait de perdre un procès n'est pas une cause suffisante de responsabilité (3). De même pas de responsabilité si la vente des meubles n'a pas atteint l'estimation portée à l'inventaire (4), ni même si cette vente n'a pas été faite. A ce sujet, la négligence dont parle l'article 805, al. 2, en ce qui concerne la dépréciation et détérioration des meubles doit être assimilée à la faute dont parle l'article 804. Il n'y a aucune raison pour faire une distinction. Pas de faute grave non plus si

(1) Cass., 19 mars 1867 ; S. 1867. 1. 220.

(2) Amiens, 7 mars 1889 ; D. 1890. 2. 117. Angers, 16 nov. 1892 ; D. 1894. 2. 374. Paris, 25 fév. 1896. *Gaz. Pal.*, 1896. 1. 510.

(3) Caen, 23 nov. 1842. *Rec. arr.* Caen et Rouen, 1842, p. 655.

(4) Paris, 30 mai 1895. *Gaz. Pal.*, 1895. 2. 174.

l'héritier procède à un partage en l'absence d'un créancier qui n'a pas fait opposition audit partage (1).

Suivant les principes généraux, la faute, pour entraîner responsabilité, doit émaner de l'héritier lui-même. Il s'ensuit que l'héritier mineur ne pourrait être déclaré personnellement responsable des fautes de son tuteur. L'article 450 du Code civil, qui donne action au pupille contre le tuteur et l'article 1992 au mandataire contre le mandant au cas de faute du tuteur ou du mandant n'ont pas trait à cette hypothèse.

Le tuteur est, au contraire, responsable vis-à-vis de son pupille de sa faute même légère. L'article 804 du Code civil ne lui est pas applicable, car il est administrateur de biens d'autrui (2).

De ce que la faute doit être personnelle, il s'ensuit également que seul l'héritier qui l'a commise est responsable et s'ils sont plusieurs, il n'y aura pas solidarité entre eux (3).

§ III. — De l'obligation de fournir caution.

La possibilité de faire condamner l'héritier à des dommages-intérêts est en quelque sorte un moyen répressif qui n'est pas toujours efficace et qui est tout

(1) Cass., 29 nov. 1887; D. 1888. 1. 437.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1464.

(3) Cass., 11 juill. 1865; D. 1865. 1. 469.

particulièrement dénué de valeur en présence d'un héritier insolvable. Il en est de même de la déchéance.

Or, dans le courant de l'administration, l'héritier se trouve être le gardien du mobilier de la succession et de ce fait, il peut avoir en sa possession des sommes considérables. Si on le suppose personnellement insolvable et qu'il dilapide les fonds à lui confiés, les créanciers et légataires seront dépouillés de leur gage sans avoir aucun recours. Il convenait, par conséquent, de mettre à leur disposition un moyen de protection préventif qui les mette complètement à l'abri. C'est le but de l'article 807, alinéa 1, du Code civil. *Il est tenu, si les créanciers ou autres personnes l'exigent, de donner caution bonne et solvable de la valeur du mobilier compris dans l'inventaire et de la portion du prix des immeubles non déléguée aux créanciers hypothécaires.*

De la lecture de cet article, il résulte que la caution dont il parle n'est pas due de plein droit. Elle doit faire l'objet d'une demande dont la forme est réglée au Code de procédure civile (art. 992 à 994). Par contre, le texte étant impératif, l'héritier ne pourra refuser de la fournir. Il invoquerait en vain le bon état de la succession, son honorabilité, sa solvabilité personnelles, ou encore que l'acceptation bénéficiaire était forcée. Il pourrait seulement invoquer le défaut d'intérêt à charge par lui de prouver ce défaut d'intérêt (1).

(1) Conf. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n^{os} 1469 et 1470 et les autorités citées en note.

La caution de l'article 807 est une caution légale et comme telle doit satisfaire aux prescriptions des articles 2018, 2019 et 2040 du Code civil. Comme telle, elle pourra aussi être remplacée par un gage ou une hypothèque.

Bien qu'on ait soutenu le contraire (1), un seul intéressé peut exiger et obtenir la caution, cela ressort nettement de l'article 992 du Code de procédure civile ; dans ce cas, elle ne profite qu'à celui qui l'a demandée.

L'ancien droit coutumier qui consacrait pour les intéressés la faculté d'obtenir une caution lui donnait également une autre garantie très efficace en leur concédant une hypothèque générale sur les biens de l'héritier (2). Mais cette disposition n'a pas reparu dans notre Code.

Aux termes mêmes de notre article, la caution ne répond que du mobilier compris dans l'inventaire et de la portion du prix de la vente des immeubles non déléguée aux créanciers hypothécaires. D'une façon plus générale, on peut dire qu'elle répond des sommes d'argent que l'héritier a en sa possession. Par conséquent la caution ne répondra pas des dommages-intérêts auxquels l'héritier peut être condamné, des immeubles dépendant de l'hérédité et de leurs fruits ainsi que du mobilier non compris dans l'inventaire.

(1) MALLEVILLE, t. II, sous l'article 807.

(2) LEBRUN, liv. III, ch. IV, n° 71. POTHIER. Introd. au titre XVII de la cout. d'Orléans, n° 54.

Toutefois si les meubles sont vendus plus cher que l'estimation, la caution répondra du prix obtenu à la vente. L'estimation est, en effet, toute relative.

Le cas où l'héritier ne peut ou ne veut fournir caution est également prévu : *Faute par lui de fournir caution, les meubles sont vendus et leur prix est déposé ainsi que la portion non déléguée du prix des immeubles pour être employé à l'acquit des charges de la succession* (art. 807, al. 2, du Code civil).

Cet article ne met pas obstacle à ce que les formalités de la vente soient remplies. Il n'entraîne dérogation qu'en ce qui concerne la consignation du prix. Cette dernière doit se faire naturellement à la Caisse des dépôts et consignations et comprendra tout le numéraire de la succession. Si elle n'est pas faite, l'héritier pourra être condamné, à titre de dommages-intérêts, à rembourser le montant des intérêts que la Caisse aurait versés (1).

Si les deniers sont restés entre les mains de l'officier public chargé de la vente, l'héritier devra faire diligence pour que ce dernier consigne, sinon sa responsabilité serait engagée, à moins toutefois qu'il ne prouve la faute de l'officier public (2).

Dans tous les cas, le refus ou le retard dans la prestation de la caution, pas plus que ses fautes graves ne

(1) Cass. req., 17 août 1880 ; S. 1882. 1. 400. *Pand. Fr.*, au mot *Succession*, n° 4719.

(2) Rouen, 20 déc. 1.79, sous cass. 17 août 1880 ; S. 1882. 1. 400.

feraient encourir à l'héritier la déchéance du bénéfice. Mais nous allons voir que la jurisprudence s'autorise de ce fait à enlever l'administration à l'héritier et à la confier à un administrateur judiciaire (1).

§ IV. — **De la nomination d'un administrateur judiciaire.**

Au début de ce travail, l'application pure et simple de la loi et des principes nous a conduit à refuser aux créanciers et légataires du défunt le droit d'intervenir dans l'administration de l'héritier et surtout le droit de lui faire retirer cette administration. On ne peut aller en effet contre le texte formel de l'article 803 du Code civil, et la logique se refuse à ce qu'un propriétaire soit dépouillé contre son gré de l'administration d'un patrimoine qui lui appartient. Certains arrêts sont en ce sens. C'est ainsi qu'il a été décidé qu'on ne pouvait obtenir la nomination d'un séquestre ou d'un mandataire pour régler les dettes d'une succession, alors que l'héritier se charge de faire lui-même ce règlement (2). Un arrêt décide également que, même en présence d'un légataire de l'usufruit universel de la succession, l'héritier devait avoir la prédominance au sujet de l'administration (3). Ces arrêts sont peu nombreux. La juris-

(1) Cass. req., 6 mars 1821; D. *Rép.* V. succ., n° 885. Paris, 5^e juin 1891; D. 1894. 2. 81.

(2) Trib. Seine, 24 fév. 1884. *Gaz. Pal.*, 1884. 1. 84.

(3) Paris, 25 juill. 1826; D. 1827. 2. 183.

prudence s'est nettement prononcée dans le sens opposé, si bien que désormais les tribunaux n'hésitent pas à enlever à l'héritier l'administration de la succession quand ce dernier, par sa négligence ou par ses actes, compromet le gage des créanciers (1).

On trouve, il est vrai, dans l'ancien droit, un règlement de 1678 qui permettait aux tribunaux d'agir ainsi. Mais ce texte n'a plus de force aujourd'hui. Son absence dans notre Code fournit même un argument contre la jurisprudence.

La doctrine et la jurisprudence sont ainsi en complet désaccord. Est-il possible tout au moins de justifier le système de cette dernière? On l'a essayé de diverses manières. M. Planiol a proposé une explication fort ingénieuse. « Le mot décisif qui justifie la jurisprudence, dit-il, se trouve dans l'article 803 du Code civil. L'héritier, lit-on dans cet article, est chargé d'administrer la succession. C'est une véritable obligation dont il est tenu envers les créanciers et dont il ne peut se décharger qu'en usant de la faculté d'abandon dans les conditions où la loi la lui réserve. Tant qu'il garde les biens, il reste tenu de ce devoir, qui est la contrepartie des avantages que la loi lui fait. Si l'acceptation est considérée comme un quasi-contrat qui lie l'héritier envers les créanciers du défunt, ce quasi-contrat est unilaté-

(1) Paris, 5 juin 1891; D. 1894. 2. 81. Grenoble, 7 juin 1899. *Rev. not.*, 1901, p. 23. Nancy, 14 fév. 1900. *Rec. Nancy*, 1900. p. 193. Paris, 22 mai 1903. *Gaz. Pal.*, 1903. 1. 711.

ral quand l'acceptation de la succession a lieu purement et simplement, mais il est synallagmatique quand l'héritier se place sous le régime du bénéfice d'inventaire : la loi qui paralyse l'action des créanciers contre lui, lui crée en même temps des devoirs spéciaux. Les créanciers ont donc des droits à faire valoir contre l'héritier : ils peuvent exiger de lui l'exécution d'une certaine obligation. Or, c'est une obligation de faire à l'exécution de laquelle le débiteur ne peut pas être directement contraint. Toutefois, comme elle est de nature à être exécutée par un autre aussi bien que par lui, les créanciers sont fondés à demander conformément au droit commun, qu'un tiers soit désigné par la justice pour faire à leur profit ce que l'héritier refuse de faire (1). »

Ce n'est donc pas une incapacité dont on frappe l'héritier, mais seulement la sanction naturelle de l'inexécution de ses obligations (2).

Autre explication. S'il y a plusieurs héritiers bénéficiaires qui ne sont pas d'accord au sujet de l'administration, ou qui ne se trouvent pas réunis sur les lieux, ou même qu'un seul ne soit pas présent, la jurisprudence

(1) Note de M. PLANIOL dans D. 1894. 2. 81.

(2) Trib. Pithiviers, 4 fév. 1841; P. 1887. 2. 255 en note. Cass. 5 août 1846; D. 46 4, 467. Douai, 13 août 1855; S. 1856. 3. 342. Cass., 19 mars 1867; S. 1867. 1. 220. Trib. Seine, 18 mai 1882. *Rép. not.*, 1882, p. 241. Trib. Pithiviers, 12 mai 1887; P. 1887. 2. 255. Caen, 12 mars 1889. *Rev. Not.*, n° 8474. Caen, 10 mars 1891. *J. Not.*, n° 8474. Caen, 10 mars 1891. *J. not.*, 1891, p. 324. Paris, 7 juin 1891; D. 1894. 2. 81. Cass., 17 déc. 1895; D. 1896. 1. 467.

admet encore qu'un administrateur judiciaire peut être nommé, héritier ou étranger. Ici elle se base sur une analogie avec les articles 112 et 113 du Code civil au titre de l'absence qui statuent sur l'administration du patrimoine d'un non présent. Mais on ne remarque pas que ces deux articles ont en vue l'intérêt du non présent, alors que l'administrateur judiciaire est nommé uniquement dans l'intérêt des créanciers.

On a encore invoqué l'article 1964 du Code civil, relatif au séquestre d'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre plusieurs personnes. Mais le séquestre n'est pas un administrateur, c'est seulement un gardien, et d'autre part la jurisprudence elle-même se refuse à donner à un séquestre l'administration d'un patrimoine tout entier (1).

Tout au plus pourrait-on justifier la nomination d'un administrateur judiciaire en disant que c'est un administrateur provisoire. Malheureusement l'administrateur judiciaire n'a nullement un caractère provisoire. Bien au contraire, on le substitue d'une façon définitive à un propriétaire pour en exercer tous les droits.

Reste donc seulement la théorie de M. Planiol. Or, en l'analysant, on voit qu'elle n'est encore pas suffisante pour justifier la jurisprudence. L'acceptation bénéficiaire, dit-il, doit être considérée comme un quasi-

(1) Cass., 13 nov. 1889; D. 1890. 1. 8.

contrat synallagmatique entre l'héritier et les créanciers. Qui dit contrat ou quasi-contrat dit obligation. Or, pas plus du côté de l'héritier que du côté des créanciers, on ne voit d'obligation véritable.

En effet, nous avons déjà vu que la charge d'administrer n'est pas une obligation au sens propre du mot. Vis-à-vis des créanciers de la succession, l'administration de l'héritier bénéficiaire peut être comparée à la gestion par un débiteur de son patrimoine personnel vis-à-vis de ses créanciers, avec cette différence toutefois que les créanciers de l'hérédité ont de nombreuses garanties.

L'obligation des créanciers est encore moins apparente. On dit qu'elle réside dans le fait qu'ils ne peuvent agir contre l'héritier. Cela n'est pas exact d'une part, car ils conservent leurs droits de poursuite individuelle ; d'autre part on ne peut voir une obligation, dans ce qu'ils ne peuvent poursuivre l'héritier sur ses biens personnels. Ce n'est pas une obligation, c'est un état de fait résultant de la séparation des patrimoines opérée par le bénéfice d'inventaire (1).

Au surplus, ajoutent MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (2) : « Si on veut à toute force voir dans l'acceptation bénéficiaire un quasi-contrat synallagmatique, c'est à une conclusion toute différente qu'on sera conduit, car l'obligation des créanciers étant de ne pas

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1506.

(2) *Ibidem*.

poursuivre l'héritier sur ses biens personnels, la sanction des obligations de l'héritier sera la disparition de l'obligation des créanciers par la résolution de l'acceptation bénéficiaire (art. 1184 du Code civil), c'est-à-dire la déchéance de l'acceptation bénéficiaire. »

Ces excellentes raisons, auxquelles on pourrait en ajouter d'autres encore, n'ont pas convaincu les tribunaux, qui bien au contraire sont portés à exagérer leur doctrine. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Grenoble consacre pour l'héritier lui-même le droit d'obtenir la nomination d'un administrateur judiciaire (1). Cet arrêt, croyons-nous, viole manifestement la loi. Si l'héritier ne peut ou ne veut gérer lui-même la succession, il n'a qu'à abandonner purement et simplement les biens aux créanciers. En requérant la nomination d'un administrateur judiciaire il apporte une sorte de condition à son abandon, ce que la loi n'autorise nullement.

La jurisprudence étant formelle, nous devons donner quelques détails sur l'administrateur judiciaire.

C'est le tribunal qui le nomme sur une instance introduite par un ou plusieurs créanciers contre l'héritier. Le tribunal devrait rejeter une procédure sur requête (2). Le juge des référés serait incompétent pour nommer l'administrateur judiciaire, cette décision nécessitant

(1) Grenoble, 7 juin 1889, *Revue du not.*, 1901, p. 23.

(2) Caen, 10 mars 1891. *Le Droit* du 12 avril 1891.

chez le juge la connaissance du fond du droit (1). De plus, la juridiction des référés est exceptionnelle et doit être renfermée dans les limites légales (2). L'arrêt que nous citons en note reconnaît toutefois au juge des référés le pouvoir de nommer un administrateur provisoire en cas d'urgence, sauf à lui donner plus tard des pouvoirs définitifs par le tribunal.

La plus grande anarchie règne dans la jurisprudence, au sujet des pouvoirs de l'administrateur judiciaire. Il existe sur cette question presque autant de solutions que d'arrêts. Pour les uns, l'héritier est exclu par l'administrateur judiciaire, qui est substitué complètement à lui (3). D'autres interdisent à l'administrateur judiciaire tous les actes qui ne sont pas d'administration et exigent qu'il obtienne une autorisation de justice pour les actes dépassant la capacité d'un administrateur ordinaire (4). D'autres décident que l'administrateur ne peut agir que de concert avec l'héritier et avec son autorisation expresse pour les actes qui ne sont pas de simple administration. Par suite, c'est contre eux deux qu'on devra intenter les actions relatives à la succession (5). D'autres reconnaissent seu-

(1) Même arrêt.

(2) Lyon, 26 janv. 1871 ; D. 1871. 2. 45.

(3) Bordeaux, 9 mai 1841 : P. 1841. 1 705. Aix, 6 mai 1888. *Bulletin*. Aix, 1888, p. 68.

(4) Cass., 23 juillet 1851 ; S. 1851. 1. 753. Metz, 13 juillet 1865 ; S. 1866. 2. 29.

(5) Trib. de Soissons, 21 janv. 1891. *La Loi* du 5 mars 1891.

lement à l'héritier un droit de contrôle sur la gestion de l'administrateur (1). On a même été jusqu'à interdire à l'administrateur des actes qui, bien que n'étant pas des actes d'administration simple, ne présentaient aucun danger pour personne comme la mainlevée d'une inscription prise en garantie d'une créance recouvrée par lui (2).

Quel parti prendre au milieu de décisions si diverses ? Cela nous semble assez facile. Quand un administrateur judiciaire a été nommé en remplacement de l'héritier, il tient ses pouvoirs du tribunal et ne peut en aucune façon être considéré comme le mandataire de l'héritier. Par conséquent, il n'a aucune qualité pour se prévaloir des droits qu'aurait l'héritier lui-même en tant que propriétaire. Il ne peut avoir que les droits d'un administrateur ordinaire de biens d'autrui, c'est-à-dire que seuls les actes de simple administration lui seront permis. Tous les actes que l'héritier ne peut accomplir qu'en sa qualité de propriétaire lui seront rigoureusement interdits. Par exemple, il pourra faire une location d'immeubles dans les conditions ordinaires, mais il ne pourra intenter les actions de la succession ni y renoncer (3).

Quant aux actes que l'héritier ne peut accomplir qu'en satisfaisant à certaines formalités, comme la vente des

(1) Alger, 3 juill. 1887. *Rev. algér.*, 1888, p. 57.

(2) Lyon, 16 juill. 1879; S. 1881. 2. 69. Pour ce qui précède comp. note de WAHL; S. 1893. 2. 116, § 4.

(3) Metz, 13 juillet 1865; D. 1865. 2. 126.

meubles ou des immeubles, ils ne sont pas interdits à l'administrateur judiciaire, pourvu qu'il satisfasse aux mêmes conditions (1). La sanction de l'accomplissement de ces formalités ne sera pas la même que pour l'héritier ; l'administrateur ne pouvant encourir déchéance, l'acte sera nul.

Si l'administrateur judiciaire n'est pas le mandataire de l'héritier, il est encore moins celui des créanciers et légataires de la succession. Aussi n'a-t-il aucune qualité (2), par exemple, pour exercer l'action paulienne au sujet des actes que ceux-ci prétendent avoir été faits en fraude de leurs droits.

Comme corollaire du système de la jurisprudence, on doit admettre que le tribunal peut augmenter les pouvoirs de l'administrateur. Il est vrai que les tribunaux refusent toute autorisation à l'héritier pour un acte qui dépasse ses pouvoirs. Mais en nommant un administrateur les tribunaux font brèche à ce principe et logiquement ils ne peuvent se refuser à compléter ses pouvoirs. Du reste, la jurisprudence est en ce sens (3) et c'est par une autorisation spéciale ou générale contenue dans le jugement de nomination ou dans un jugement postérieur que les tribunaux aboutissent à ce résultat. Remarquons, toutefois, que l'on ne pour-

(1) Aix, 6 mai 1887. *Bull. Aix*, 1888, p. 68.

(2) Trib. Seine, 22 avril 1899. *Gaz. trib.*, 24 sept. 1899.

(3) Douai, 13 août 1855; D. 1856. 2. 92. Cass. req., 17 déc. 1895; D. 1896. 1. 467. Cass. req., 26 fév. 1901; D. 1906. 1. 333.

rait donner à l'administrateur plus de pouvoirs que n'en aurait le bénéficiaire lui-même (1).

Par contre, l'héritier perd tout droit de contrôle ou de surveillance sur la gestion de l'administrateur. La nomination de ce dernier le dessaisit et l'exclut de l'administration (2). Toutefois, on ne peut refuser à l'héritier le droit d'intervenir dans les instances engagées par ou contre l'administrateur.

En tant qu'administrateur de biens d'autrui, l'administrateur judiciaire devra faire immédiatement emploi des sommes recueillies au cours de l'administration, sinon il est tenu de les consigner. Faute de quoi il pourra être condamné à payer comme dommages-intérêts les intérêts au taux légal et non pas au taux de la Caisse des dépôts (3). Il ne se trouve pas dans la même situation que l'héritier, qui n'est pas tenu de faire emploi.

D'autre part, on dit que l'administrateur judiciaire n'est pas tenu de fournir caution, attendu qu'aucun texte ne lui impose cette obligation. Nous ne sommes pas de cet avis. Dans cette manière toute jurisprudentielle on est obligé de se laisser guider uniquement par

(1) Cass. 23 juill. 1851; S. 1851. 1. 753. Paris, 5 juin 1891; D. 1894. 2. 81. Trib. Pithiviers, 1887; P. 1887. 2. 155.

(2) Cass. req., 16 mars 1867; S. 1867. 1. 220. Aix, 6 mai 1887. *Bull.* Aix, 1888, p. 68. Par suite de son exclusion de l'administration l'héritier ne peut être responsable des fautes de l'administrateur. Les actes de ce dernier ne pourraient par exemple lui faire encourir déchéance. Trib. Valence, 23 déc. 1892. *J. Grenoble*, 1893, p. 54.

(3) Chambéry, 25 juill. 1890. *J. Chambéry*, 1891, p. 67

des arguments d'analogie. Or un administrateur de biens d'autrui n'est-il pas, en règle générale, tenu de fournir caution ou toute autre sûreté équivalente (1).

Mais on ne doit pas appliquer à l'administrateur judiciaire l'article 804 du Code civil en ce qui concerne sa responsabilité. Il doit répondre de sa faute, même légère. Outre sa qualité d'administrateur de biens d'autrui, il reçoit un salaire, raison de plus en ce sens.

La nomination de l'administrateur judiciaire ne met pas obstacle aux droits de poursuite individuelle des créanciers qui, de ce fait, sont garantis contre l'inaction de ce dernier.

Lorsque la liquidation sera terminée, l'administrateur sera tenu de rendre ses comptes. Le compte sera sensiblement analogue à celui du bénéficiaire qui aurait continué l'administration. Il contiendra néanmoins un chef de plus au chapitre des dépenses, où l'on portera les honoraires versés à l'administrateur pour sa gestion. Aucune règle n'est imposée pour la fixation de ces honoraires. En cas de conflit, les tribunaux décideront (2).

Si la nomination de l'administrateur a été motivée par l'intérêt général, les frais seront à la charge de la succession (3). On peut soutenir que ces frais devront être remboursés par l'héritier si c'est par sa faute qu'on

(1) En sens contr. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II. n° 1513. WAHL, note ; S. 1893. 2. 117. § 4.

(2) Chambéry, 15 juill. 1890. *Rec. arr.* Grenoble et Chambéry, 1891. 2. 67.

(3) Grenoble, 12 mai 1896. *Rec. arr.* Grenoble et Chambéry, 1897, p. 22.

a été obligé de nommer l'administrateur. Tel n'est pas notre avis.

Comme tout intéressé, l'héritier pourra exiger personnellement la reddition de compte.

La reddition de compte marque généralement la fin des pouvoirs de l'administrateur judiciaire (1), bien que le bénéfice d'inventaire puisse être invoqué tant qu'il existe des biens de la succession. Ses pouvoirs cesseraient plus tôt s'il avait été nommé pour une époque ou une opération déterminée. Il en serait de même si l'héritier acceptait purement et simplement. Mais la destitution de l'administrateur judiciaire ne saurait être prononcée que par un jugement en raison du principe de l'autorité de la chose jugée (2).

(1) Paris, 5 juin 1891 ; D. 1894. 2. 81.

(2) WAHL. Note S. 1893. 2. 117. § 5.

CHAPITRE VI

DE LA REDDITION DE COMPTE

Les biens de la succession acceptée sous bénéfice d'inventaire sont le gage spécial des créanciers et légataires du défunt, à ce titre l'héritier doit leur rendre compte de sa gestion. Cette obligation est écrite dans l'article 803 du Code civil *in fine*. « *L'héritier bénéficiaire doit rendre compte de sa gestion aux créanciers et légataires.* »

Tout intéressé qui n'a pas encore reçu son paiement est en droit d'exiger cette reddition de compte. On ne pouvait obliger les créanciers à s'en rapporter aux allégations de l'héritier. Il est nécessaire que ce dernier justifie l'emploi qu'il a fait de l'actif de la succession. L'intervention de la justice n'est pas indispensable, et si les intéressés sont d'accord, le compte pourra être rendu amiablement par acte notarié, ou même plus simplement par acte sous-seing privé. C'est seulement en cas de conflit qu'on appliquera les articles 527 et suivants du Code de procédure civile. On ne peut forcer l'héritier à rendre compte dans le courant de sa

gestion : notre article ne mentionnant qu'un seul compte, il est naturel d'entendre par là qu'il ne pourra être demandé que lorsque, la gestion terminée, l'actif aura été distribué ; d'autant plus que le compte a justement pour but de faire connaître la répartition de l'actif et le montant du reliquat.

Seules, les personnes qui auront intérêt pourront exiger la reddition de compte. Il s'ensuit que les créanciers qui auront été payés n'auront pas d'action. Pour la même raison, s'il y a plusieurs héritiers, et que l'un d'eux offre aux créanciers la totalité de sa part contributive dans la dette, il n'y aura pas lieu à reddition de compte, à moins qu'il n'ait administré la succession tout entière.

L'incapacité générale de l'héritier ne met pas obstacle à la reddition du compte. Mineur ou interdit, il sera valablement représenté par son tuteur. Mineur émancipé, l'assistance de son curateur lui suffira. Femme mariée, l'autorisation maritale suppléera à son incapacité.

Le retard dans la reddition du compte ne saurait entraîner déchéance (1). La disposition qui édictait cette peine contre l'héritier qui n'avait pas rendu son compte dans les dix ans (2) n'a pas reparu dans notre droit.

(1) Paris, 19 avril 1894. *Gaz. Pal.*, 12 mai 1894.

(2) Ordonnance de 1529, art. 128.

Le compte comprend deux parties, les recettes et les dépenses. La balance du total de ces deux éléments déterminera le montant du reliquat.

RECETTES. — Rentrent dans la catégorie des recettes, et, par suite, devront figurer au compte tout ce que l'héritier a trouvé dans la succession, et tout ce qu'il a reçu en tant qu'héritier ; ainsi, les sommes et effets mobiliers portés à l'inventaire, les créances, les sommes touchées au cours de l'administration : recouvrements de créances, prix de vente des biens, fruits, intérêts perçus, le capital des rentes (1), et aussi tous les biens recouvrés à l'aide d'actions en nullité, révocation, résolution ou retrait, qui ont été exercées du chef du défunt.

Gardons-nous toutefois d'étendre la liste où ne rentre évidemment pas ce que l'héritier touche en son nom personnel, comme le prix de la cession de ses droits successifs ou le montant du rapport et de la réduction (2).

Les intérêts des capitaux ne seront portés au chapitre des recettes qu'autant que l'héritier les aura touchés. N'étant pas tenu de faire emploi, il ne les doit pas de plein droit, à moins qu'il n'ait profité personnellement des deniers. En partant de cette idée, le compte devra comprendre la nourriture et le logement

(1) Cass., 10 août 1840 ; S. 1840. 1. 875.

(2) Cass., 9 juin 1835 ; S. 1836. 1. 63. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des successions*, t. II, n° 1533 et les autorités citées.

que l'héritier a pris aux dépens de la succession, si toutefois ces actes n'ont pas entraîné déchéance.

DÉPENSES. — En premier lieu viennent les dettes et legs que l'héritier a acquittés. S'il s'est payé lui-même, cela pourra et devra même figurer au compte, à condition que le versement ait été effectif. Rentrent parmi les dépenses, les frais d'administration, par suite les honoraires payés à l'administrateur judiciaire. Cette solution n'est pas admise par tout le monde quand c'est par la faute de l'héritier que l'administration lui a été enlevée (1).

Il est de jurisprudence constante que les droits de mutation par décès peuvent être mis à la charge de la succession. C'est, dit-on, autant une dette de la succession qu'une dette de l'héritier, les créanciers ayant avantage à ce que la succession soit acceptée, plutôt que d'être abandonnée (2). Ce qui ne veut pas dire toutefois que l'héritier peut différer le paiement des droits de mutation jusqu'à la reddition du compte, car à cet égard il est tenu personnellement (3). Il aura le droit de les recouvrer et pourra même invoquer le privilège du Trésor sur les revenus, auquel il est subrogé. Mais si, par suite d'un retard ou d'une omission dans la déclai-

(1) PLANIOL, note D. 1894. 1. 81.

(2) Cass. civ., 24 juin 1857; D. 1. 242. Cass. civ., 3 avril 1866; D. 1866. 1. 149. Angers, 9 janv. 1856; S. 1856. 2. 75. Caen, 10 mars 1884; D. 1885. 2. 9. Amiens, 9 mai 1888; S. 1891. 2. 15. Douai, 18 fév. 1898. *Rec. arr.* Douai, 1898, p. 18. Trib. Seine, 21 fév. 1899; D. 1899. 2. 284.

(3) Trib. Seine, 20 déc. 1902. *Rép. enreg.*, 1903, p. 338.

ration imputables à l'héritier, il est dû une amende, celle-ci pourra être recouvrée contre la succession.

L'héritier reste également débiteur personnel et unique des frais, lorsqu'il se porte adjudicataire des biens de la succession (1). Il en est de même pour l'indemnité payée pour éviction à son cohéritier. Ces actes n'ont pas de rapport avec l'administration.

D'après l'article 810 du Code civil, les frais de scellés, d'inventaire et de compte étant à la charge de la succession, l'héritier les fera figurer parmi les dépenses s'il les a avancés. S'ils n'ont pas encore été payés, la succession seule pourra être poursuivie. A cet égard l'ancien droit était moins large pour l'héritier et laissait à sa charge les frais des lettres d'inventaire et de leur entérinement, ainsi que les frais de compte, parce que disait-on, ces frais avaient été faits dans son intérêt (2).

Il faut donner à l'article 810 du Code civil une portée générale et y faire rentrer même les frais d'acceptation bénéficiaire (3) et aussi les frais de gestion, frais de conservation, d'entretien et de vente (4) et encore ceux d'ordre et de contribution. Les frais des procès soutenus dans l'intérêt de la succession sont à la charge de

(1) Toulouse, 5 janv. 1887. *Gaz. Trib. Midi*, 9 fév. 1887.

(2) Conf. POTHIER. *Introd.* au titre XVIII de la coutume d'Orléans, n° 50. V. Toutefois nouveau. DENISART. *Compte de bénéf. d'inv.*, § 5, n° 5.

(3) Rouen, 16 janv. 1869. *Rec. arr.*, Caen et Rouen, 1869. 2. 120. Contra BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. II, n° 1541.

(4) Bordeaux, 12 avril 1853; 1853. 2. 242. Paris, 19 janv. 1854; S. 1854. 2. 752.

cette dernière, même s'ils ont été perdus par l'héritier (1), à moins qu'il n'y ait faute de sa part, par exemple s'il a engagé un procès évidemment mauvais (2).

Bien que la loi n'en parle pas, on admet généralement que tous ces frais sont prélevés par privilège. On a essayé de justifier ce privilège de diverses manières. L'argument le plus souvent invoqué consiste à considérer la succession comme un être moral analogue à « la masse » dans la faillite et dont les dettes seront payées avant même celles du défunt. Cette solution, parfaitement en harmonie avec un système de succession aux biens, ne peut être admise dans notre système actuel de succession où la séparation des patrimoines est largement contre-balancée par la représentation du défunt par l'héritier, ce qui a pour effet d'enlever toute possibilité de reconnaître une personnalité à la succession. Cette personnalité n'est du reste reconnue nulle part ailleurs à la succession et on l'invoque ici pour la première fois, uniquement pour les besoins de la cause. Pour l'invoquer utilement, nous croyons que dans l'état actuel de notre législation il faudrait un texte spécial.(3)

D'autres basent l'existence du privilège sur ce fait seul que les frais dont s'agit ne peuvent rester à la

(1) Dôle, 7 fév. 1893. *Gaz. Pal.*, 1893. 1. 620, Cass., 4 déc. 1894 ; D. 1896. 1. 393.

(2) Amiens, 9 mai 1888. *Rép. not.*, 1889, p. 303.

(3) Amiens, 17 août 1836 ; D. 1837. 2. 86.

charge de l'héritier (1). Ce n'est qu'une simple affirmation. D'autres enfin s'appuient uniquement sur l'article 810 Code civil (2). Or il est impossible de voir dans ce texte, la confirmation d'un privilège.

Nous croyons plutôt, avec MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, que les frais dont il s'agit doivent être assimilés aux frais de justice et être privilégiés en vertu des articles 2101 et 2104 Code civil. (3). Comme les frais de justice, les frais de gestion et autres ont été faits dans l'intérêt des créanciers; s'ils n'avaient pas été faits, l'actif aurait été certainement moindre, peut-être même nul, il est donc juste qu'ils en supportent le prélèvement.

Mais avec cette théorie ne seront privilégiés que les frais qui ont été faits en vue de conserver ou de réaliser le patrimoine dans l'intérêt des créanciers. Ainsi, les dépens d'un procès gagné par un créancier contre la succession ne pourront être payés par préférence à lui (4). Mais ils seront payés par préférence aux autres créanciers, car c'est pour leur être utile que le procès a été intenté.

Il va sans dire que l'héritier est tenu de justifier de ses recettes et de ses dépenses sur la simple demande des intéressés.

(1) HUG, t. V, n° 248.

(2) Cass. civ., 14 fév. 1894; S. 1896. I. 145.

(3) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1544.

(4) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Tr. des succ.*, t. II, n° 1545. Cass. civ., 25 avril 1854; D. 1866. I. 37.

RELIQUAT.— Si les dépenses égalent les recettes, il y a balance et l'héritier est quitte. S'il y a un excédent, cela constitue le reliquat dont l'héritier reste comptable envers les créanciers et légataires (art. 803 C. civ.). Tenu personnellement du paiement du reliquat, l'héritier n'en doit pas les intérêts de plein droit, mais seulement du jour de la demande en justice ou même d'une simple sommation (loi du 7 avril 1900). Pas de solidarité entre les héritiers pour le paiement du reliquat en vertu du principe de droit commun, pas de solidarité sans texte.

Aux termes de l'article 803, alinéa 2: *Il (l'héritier bénéficiaire) ne peut-être contraint sur ses biens personnels qu'après avoir été mis en demeure de rendre compte et faute d'avoir satisfait à cette obligation.* De ce texte combiné avec l'alinéa 3 du même article, il résulte que si l'héritier refuse de rendre son compte, les créanciers et légataires pourront le poursuivre pour le montant intégral de leurs créances ou legs. C'est une sanction énergique. Il ne faut pas l'aggraver et attacher à ce refus la déchéance du bénéfice (1).

Une question assez délicate est celle de savoir à quel moment l'héritier se trouve en demeure. Est-ce après la sommation ou après le jugement le condamnant à rendre compte ! Nous ne le croyons pas ; conformément à l'opinion générale, l'héritier ne sera en demeure que lorsque le délai à lui imparti par le juge sera expiré

(1) Riom, 30 déc. 1821. *P. chr.* Paris, 19 avril 1894. *Gaz. Pal.*, 12 mai 1894.

(Arg. art. 995, C. Pr. civ.) et encore cette mise en demeure ne profite-t-elle qu'à celui qui l'a provoquée (1).

L'effet de la mise en demeure est donc de rendre l'héritier responsable sur ses biens personnels (2). Les créanciers pourront le poursuivre immédiatement, mais l'héritier pourra arrêter les poursuites en présentant son compte.

Au lieu de le poursuivre personnellement, les créanciers peuvent simplement demander à l'héritier la reddition de compte. Cette action moins avantageuse pourra être intentée devant le tribunal du lieu d'ouverture de la succession s'il y a plusieurs héritiers ou devant le tribunal du défendeur, s'il est seul ; sa durée est de trente ans. Le jugement intervenu sur l'action en reddition de compte n'a que l'autorité relative de la chose jugée (art. 1351, C. civ.).

Les irrégularités du compte n'entraîneraient déchéance que si elles étaient la preuve d'un recel (3).

La reddition de compte ne met pas fin au bénéfice d'inventaire, aussi l'héritier conserve sa qualité d'administrateur même après cet événement s'il reste encore des biens de la succession. En effet, les créanciers qui se présenteront postérieurement à la reddition du compte pourront exercer leurs droits sur ces biens eux-

(1) Riom, 30 déc. 1821. *P. chr.*

(2) Riom, 5 déc. 1903. *Rec. Riom*, 1904, p. 252.

(3) Paris, 13 juin 1856 ; D. 1857. 2. 194.

mêmes sans être obligés de se contenter de la valeur ou du prix de ces biens. La théorie contraire aurait pour inconvénient de permettre à l'héritier de s'affranchir très rapidement des règles qui garantissent les droits des créanciers et légataires, aucun délai ne lui étant imparti, tant minimum que maximum, pour rendre son compte.

C'est seulement lorsque le bénéfice aura cessé, c'est-à-dire lorsque l'héritier sera déchu ou y aura renoncé et, par conséquent, sera devenu héritier pur et simple, que le bénéficiaire ne subira plus aucune entrave dans l'administration de ce qui restera de la succession.

A un autre point de vue, l'administration de l'héritier cesserait encore par l'abandon qu'il ferait des biens de la succession. Cette hypothèse n'offre que peu d'intérêt au point de vue de notre étude, aussi la laisserons nous de côté.

CHAPITRE VII

CRITIQUE DU RÉGIME ACTUEL ET RÉFORME POSSIBLE

Nous avons déjà signalé, au cours de cette étude, les nombreux défauts de notre législation sur l'administration et la liquidation des successions bénéficiaires. Son insuffisance qui provoque sur plus d'un point une antinomie formelle entre la doctrine et la jurisprudence, son obscurité qui, dans la pratique, arrête l'action de l'héritier administrateur en lui faisant craindre pour la plupart de ses actes une déchéance rigoureuse, son manque d'homogénéité sont évidents. Il est vrai qu'il est impossible au législateur de prévoir toutes les difficultés qui, par la suite, peuvent se présenter (1). Mais là n'est pas l'objet de nos critiques qui, dans le cas con-

(1) Nous en avons un exemple frappant dans la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, qui de prime abord semblait complète et inattaquable. Or, il est permis de dire que peu de lois ont fait naître autant de procès, à tel point qu'en moins de dix ans le législateur a dû intervenir une seconde et même une troisième fois sans parvenir encore à prévoir toutes les difficultés qui naissent chaque jour. (Lois du 23 mars 1902 et des 31 mars et 2 avril 1905.)

traire, n'auraient que peu de fondement. Sans revenir sur ce que nous avons déjà dit, nous nous contenterons de ramener à deux principaux les défauts de notre système actuel de liquidation des successions bénéficiaires ainsi que nous l'avons fait pressentir dans notre introduction. Le premier réside dans l'absence d'une procédure collective de liquidation.

Le second, moins apparent et aussi moins connu, mais également très important, a été tout dernièrement mis en valeur par M. Percerou, professeur à la Faculté de droit de Dijon (1) ; c'est l'idée de la continuation de la personne du défunt par l'héritier même bénéficiaire de la personne du défunt qui domine toute la matière des successions dans notre droit. De prime abord, on ne voit pas bien comment l'application de cette idée à l'héritier bénéficiaire peut constituer un défaut, mais cela devient évident à l'analyse. En effet, le but du bénéfice d'inventaire est d'obtenir une séparation absolue entre les deux patrimoines du défunt et de l'héritier. Or, comment atteindre ce but si on laisse à l'héritier la qualité de continuateur de la personne du défunt, qualité qui, logiquement, fait que les deux patrimoines doivent se confondre. N'est-ce pas réunir sur la même tête la qualité de successeur à la personne et celle de successeur aux biens en lui donnant les attributs contradictoires afférents à chacune de ces qualités.

(1) La liquidation du passif héréditaire en droit français. *Rev. trim. de droit civ.*, 1905, p. 534 et s.

Tout en n'apercevant pas cette antinomie et justement parce qu'il ne la voyait pas, le Code a écarté par des dispositions spéciales (autrement il aurait statué de façon générale) certaines conséquences de l'idée de continuation de la personne du défunt par l'héritier et notamment l'obligation *ultra vires* aux dettes de la succession. Mais, partout où manque une disposition formelle, les deux principes contradictoires restent en présence et il n'est pas étonnant qu'on ne puisse arriver à s'entendre sur les difficultés de cette matière et qu'une solution prise dans un sens ou dans l'autre prête le flanc à la critique.

Bien que nous ayions signalé ce conflit à plusieurs reprises, nous désirons y revenir ici et insister un peu sur ce point. Lorsque plusieurs héritiers sont appelés à une succession, celle-ci se divise de plein droit entre eux et chacun continue la personne du défunt pour sa part et portion. Les uns peuvent accepter sous bénéfice d'inventaire, les autres purement et simplement et chacun a le droit d'administrer la part qui lui revient comme il l'entend. C'est simple en théorie, mais cela devient inapplicable en pratique, à cause des complications que font surgir ces liquidations différentes. Aussi a-t-on cherché à éviter ce résultat en disant que la séparation des patrimoines opérée par l'acceptation bénéficiaire de l'un des héritiers devait s'étendre à la part des héritiers purs et simples, que, par conséquent une liquidation unique était possible. Mais cette théorie

qui considère le patrimoine du *de cujus* comme une masse autonome analogue à celle qui se forme dans la faillite, qui serait en rapport avec un régime de succession aux biens, n'est en rien compatible avec l'idée de continuation de la personne du défunt par l'héritier. C'est pourtant la théorie admise par la Cour de cassation (1) qui, dans une hypothèse à même décidé qu'en présence d'héritiers bénéficiaires et d'héritiers purs et simples, celui qui gérât la succession, en l'espèce un administrateur provisoire nommé en remplacement d'un héritier qui gérât mal, conservait, même après l'indivision, l'administration de toutes les valeurs de l'hérédité (2).

Autre hypothèse : La compensation est-elle possible pour une dette de l'héritier envers un tiers débiteur de la succession ou réciproquement entre une créance de l'héritier vis-à-vis d'un créancier de la succession. Nous avons résolu plus haut la question par la négative, disant qu'il y avait deux qualités distinctes chez l'héritier. Mais pour décider ainsi il faut faire abstraction de l'idée de continuation de la personne du défunt par l'héritier. Si au contraire on l'applique, on en arrive à juger possible sinon la compensation légale, tout au moins la compensation facultative (3).

(1) Cass., 23 avril 1858 ; D. 1858. 1. 356. Riom, 9 juin 1904. *Rec. arr.* Riom, 1905, p. 34 avec note.

(2) Paris, 5 juin 1891 ; D. 1894. 2. 81. En ce sens. Cass. civ., 3 août 1857 ; D. 1857. 1. 336.

(3) LAURENT, t. X, n° 97 et 166.

Ces deux exemples montrent bien qu'un grand nombre de défauts de notre institution du bénéfice d'inventaire tiennent non pas seulement à un défaut de législation, mais encore à une cause plus intime et plus profonde, le conflit de deux principes contradictoires dans une même institution, la séparation des patrimoines et la représentation du défunt par l'héritier.

Dans une refonte de notre Code, il serait donc nécessaire de faire disparaître de notre droit le vieux principe romain de la continuation de la personne du défunt par l'héritier. Ce principe n'est, du reste, plus nécessaire aujourd'hui pour justifier le transfert *mortis causâ* des obligations et aussi les autres conséquences que l'on a coutume d'y rattacher, la jonction des possessions et le maintien contre l'héritier de la force exécutoire des titres obtenus contre le défunt. Au principe de la continuation de la personne du défunt par l'héritier il faudrait substituer celui de la succession aux biens dont les conséquences sont bien plus conformes aux théories juridiques actuelles. Aujourd'hui, en effet, un patrimoine n'a plus besoin d'être lié intimement à une personne lui servant de substrat pour avoir une existence propre et indépendante.

D'autre part, le principe de succession aux biens est beaucoup plus fécond dans ses conséquences pratiques que le système actuel. Sans vouloir entrer dans une étude approfondie sur ce sujet, signalons rapidement

les avantages que présenterait l'admission du système que nous défendons.

Le patrimoine du *de cuius* deviendrait une entité juridique, une sorte de personne morale pouvant être affectée de droits et d'obligations sans emprunter pour cela la personnalité de l'héritier. Cela aurait pour conséquence immédiate de faire disparaître *de plano* pour l'héritier l'obligation *ultra vires* aux dettes de la succession, le passif du patrimoine devenant uniquement la contre-partie de l'actif (1). D'autre part, les dettes ne se diviseraient plus de plein droit entre les héritiers et l'on voit de suite l'utilité pratique de ce résultat. Même solution pour les créances. En troisième lieu, les créanciers du défunt n'auraient plus besoin de demander la séparation des patrimoines pour empêcher la confusion de se produire et éviter le concours des créanciers de l'héritier sur un gage qui doit leur être exclusivement réservé. Enfin, les règles du bénéfice d'inventaire se trouveraient simplifiées et cette institution basée sur le même principe que le système entier des successions, au lieu de se présenter comme une anomalie et une exception se trouverait en parfaite harmonie avec lui.

Qu'on ne vienne pas dire que notre théorie aboutirait

(1) Cela aurait pour conséquence extrêmement importante de réformer la jurisprudence qui oblige même les légataires universels et à titres universels au paiement des dettes *ultra vires* lorsqu'ils n'ont pas accepté sous bénéfice d'inventaire. Cass. civ., 13 août 1851 S. 1851. 1. 657.

en fait à supprimer le bénéfice d'inventaire et la séparation des patrimoines. Non pas, et ici nous abordons l'étude du second défaut que nous signalons au début de ce chapitre, l'absence de procédure collective de liquidation des successions obérées.

Lorsque, dans une succession, le passif dépasse l'actif, une réglementation s'impose, bien qu'on lui concède une existence autonome quand ce ne serait que pour enlever aux créanciers leurs droits de poursuite individuelle et aussi pour établir une répartition unique de l'actif permettant d'obtenir l'égalité la plus stricte entre les divers créanciers chirographaires.

A Rome, cette procédure collective de liquidation existait et elle s'appliquait, que le défunt fût ou non commerçant. De plus, elle n'était pas spéciale au régime des successions et permettait d'apporter une solution satisfaisante aux déconfitures civiles. Elle résida d'abord dans la *bonorum venditio*, vente en bloc, puis dans la *bonorum distractio*, vente au détail des biens du défunt, sur la requête d'un créancier unique. Mais cette vente profitait à tous les créanciers qui venaient au marc le franc sur le prix. Par conséquent, les poursuites individuelles se trouvaient arrêtées dès que la procédure était engagée par l'un des créanciers et la liquidation se poursuivait normalement, opposable à la fois aux créanciers de l'héritier et aux créanciers de l'hérédité. On se trouvait en présence d'une sorte de faillite.

Ce système qui, dans une certaine mesure palliait les défauts du principe de la représentation du défunt par l'héritier n'a pas reparu dans notre droit, pas plus pour les successions bénéficiaires que pour toute autre hypothèse de déconfiture civile. De là ces résultats logiques mais regrettables : l'opposition ne profitant qu'à celui qui l'a faite, à défaut d'opposition le paiement des créanciers à mesure qu'ils se présentent, l'absence d'un délai pour la production des créances, les saisies-arrêts des créanciers, leurs poursuites personnelles pour obtenir la vente des biens dans une forme différente de celle imposée à l'héritier bénéficiaire, les liquidations différentes lorsqu'il y a plusieurs héritiers ayant pris chacun un parti différent, etc.

On a bien essayé, en pratique, de remédier à ces inconvénients par la nomination d'un administrateur séquestre judiciaire, nomination faite par le président du tribunal jugeant en matière de référé (1). Mais la Cour de cassation a refusé de sanctionner ce système et très légalement du reste. On ne peut, en effet, contester son emploi si tous les intéressés sont d'accord, mais cela est tout différent s'ils ne s'entendent pas et qu'on veuille leur imposer. Cela suppose d'abord que l'héritier est

(1) Voyez comme exemple l'ordonnance du président du tribunal civil de Lyon du 21 août 1852 rapportée dans D. 1855. 1. 11. Voyez aussi sur le défaut d'organisation collective du bénéfice d'inventaire. GARRAUD. De la déconfiture et des améliorations dont la législation sur cette matière est susceptible; et aussi DUPIN. De la faillite civile. Thèse, Grenoble, 1900.

dessaisi de l'administration, ce qui en droit n'est pas possible. D'autre part, même en supposant qu'elle soit conforme à la loi, la nomination d'un liquidateur séquestre ne pourrait enlever aux créanciers leurs droits de poursuite individuelle. Il faudra donc le consentement de tous les créanciers pour que la procédure dont il s'agit soit applicable, ce qui, en fait, rend stériles les efforts de la jurisprudence sur ce point. Une procédure collective de liquidation, comme la nomination d'un administrateur judiciaire, ne deviendrait possible que si elle était consacrée par un texte formel.

Quant à déterminer quelle serait effectivement cette procédure, il nous semble que cela dépasse les limites de ce travail.

Qu'il nous suffise de dire que cela ne constituerait pas à proprement parler une innovation. Sans remonter jusqu'au droit romain où la *bonorum venditio* ou *distractio* n'était qu'une organisation rudimentaire, le droit français avec la liquidation judiciaire et la faillite présente une institution des plus complètes dans laquelle il serait naturel de trouver un fil conducteur.

D'autre part, certaines législations étrangères qui n'ont pas subi l'influence du droit romain ou qui ont réagi contre son esprit, ont non seulement exigé en principe l'idée de succession aux biens, mais connaissent également la procédure collective de liquidation en matière civile.

Il en est ainsi notamment en Allemagne et en Angle-

terre, où la liquidation des successions a fait l'objet des soins tout particuliers du législateur et où le système de la succession aux biens corroboré de la procédure collective de liquidation semble donner les meilleurs résultats.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
AMBROISE COLIN.

Vu : LE DOYEN,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français.

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité des successions, 2^e édition, t. II.

DALLOZ. — Répertoire méthodique et alphabétique de doctrine et de jurisprudence. Recueil de jurisprudence.

DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique du Code civil, t. III.

DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, t. XV.

HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, t. V.

LAURENT. — Principes de droit civil français, t. IX et X.

LYON-CAEN. — Note. S. 1884. 1. 177. Note sous cassation, 4 avril 1881. D. 1881. 1. 241.

PERCEROU. — La liquidation du passif héréditaire en droit français. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, pp. 534 et s.

— Pandectes françaises. Nouveau répertoire de doctrine de législation et de jurisprudence. Succession, t. I. Recueil périodique de jurisprudence.

PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil. *Revue critique*, 1882, p. 127. Note. D. 1894. 2. 81.

POTHIER. — Traité des successions.

SIREY. — Recueil général des lois et arrêts.

WAHL. — Note. S. 1893. 2. 113.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

CHAPITRE PREMIER

DE L'ADMINISTRATION.....	5
§ 1 ^{er} . — <i>De l'administration en général</i>	5
§ 2. — <i>Nature de l'administration</i>	12
§ 3. — <i>Etendue générale de l'administration</i>	18

CHAPITRE II

DES DIFFÉRENTS ACTES QUE PEUT ACCOMPLIR L'HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE.....	22
---	----

Section I

Actes d'administration.....	22
§ 1 ^{er} . — <i>Actes purement conservatoires</i>	23
§ 2. — <i>Gestion des immeubles héréditaires</i>	23
§ 3. — <i>Actions en justice. Recouvrement des créances</i>	26
§ 4. — <i>Emploi des capitaux</i>	31
§ 5. — <i>Différents actes accomplis au nom du défunt</i> ...	34
1. Options.....	34
2) Reddition de compte.....	36
3) Partages.....	37

Section II

Actes de disposition.....	38
§ 1 ^{er} . — <i>Dispositions à titre gratuit</i> ,.....	40
§ 2. — <i>Emprunts et constitution de droits réels</i>	41

§ 3. — <i>Prise de possession des biens héréditaires</i>	44
§ 4. — <i>Aliénations à titre onéreux autres que la vente</i>	49
1) Transactions.....	49
2) Compromis.....	52
3) Echange et dation en paiement.....	52
4) Partages.....	53
CHAPITRE III	
VENTE DES BIENS HÉRÉDITAIRES.....	56
§ 1 ^{er} . — <i>Vente des meubles</i>	61
§ 2. — <i>Vente des immeubles</i>	77
CHAPITRE IV	
DU PAIEMENT DES DETTES.....	84
§ 1 ^{er} . — <i>Il y a opposition</i>	86
§ 2. — <i>Il n'y a pas opposition</i>	98
CHAPITRE V	
GARANTIES ACCORDÉES AUX CRÉANCIERS ET LÉGATAIRES.....	107
§ 1 ^{er} . — <i>De la déchéance</i>	108
§ 2. — <i>Responsabilité pécuniaire. Dommages-intérêts</i>	112
§ 3. — <i>De l'obligation de fournir caution</i>	114
§ 4. — <i>De la nomination d'un administrateur judiciaire</i>	118
CHAPITRE VI	
DE LA REDDITION DE COMPTE.....	130
1) Recettes.....	132
2) Dépenses.....	133
3) Reliquat.....	137
CHAPITRE VII	
CRITIQUE DU RÉGIME ACTUEL ET RÉFORME POSSIBLE....	140
BIBLIOGRAPHIE.....	151

IMPRIMERIE F. DEVERDUN, BUZANÇAIS (INDRE)

